



2011

RAPPORT FINANCIER

ANNUEL

Société en commandite par actions au capital de 12 169 313 €
Siège social : 67/73, rue de Rivoli – 75001 PARIS
308 382 035 R.C.S. PARIS

SOMMAIRE

	Page
<u>RAPPORT DE GESTION DE L'ARTICLE 222-3 I 3° DU RG DE L'AMF</u>	3
Partie 1. Analyse de l'évolution du résultat et de la situation financière de la société et du Groupe ; description des principaux risques et incertitudes	4
Partie 2. Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	32
Partie 3. Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité	37
Partie 4. Informations relatives au fonctionnement du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice	38
<u>COMPTES ANNUELS</u>	39
<u>COMPTES CONSOLIDÉS</u>	60
<u>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS</u>	134
<u>ATTESTATION DES RESPONSABLES</u>	139



RAPPORT DE GESTION DE L'ARTICLE 222-3 DU RG DE L'AMF

Partie 1. Analyse de l'évolution du résultat et de la situation financière de la société et du Groupe ; description des principaux risques et incertitudes	4
- Présentation de l'activité, des résultats et des perspectives	5
- Informations sociales et environnementales	18
- Facteurs de risques	25
- Autres informations (sociétés mère et filiales, organigramme simplifié)	29
Partie 2. Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	32
Partie 3. Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité	37
Partie 4. Informations relatives au fonctionnement du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice	38

PARTIE 1 : ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DU RÉSULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE ; DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

I. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

Dans un contexte de crise économique aigüe en Europe, le Groupe ETAM a continué de progresser en chiffre d'affaires en 2011 mais son résultat opérationnel courant a reculé. L'année a été marquée par la contre-performance de l'enseigne 1.2.3, le changement des équipes de Direction de 1.2.3 et de l'activité Lingerie d'ETAM alors que la Chine a continué de dégager une rentabilité d'exploitation satisfaisante malgré le tassement de la croissance à magasins constants et l'inflation des coûts.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 1 184,1 M€ en 2011, en augmentation de 56,9 M€ par rapport à 2010, soit +5,1%, et le résultat opérationnel courant s'est élevé à 41,5 M€ contre 52,8 M€ en 2010, soit un recul de 11,2 M€. En 2011, l'enseigne 1.2.3 a généré à elle seule un écart négatif de résultat opérationnel courant de 10,5 M€ vs 2010.

En 2011 en Europe, la baisse de la consommation de vêtements féminins s'est traduite par une évolution* du chiffre d'affaires de -3,2%, dont -2,0% pour la marque ETAM, qui a pourtant surperformé le marché français, et -7,2% pour 1.2.3. La Chine a progressé* de 0,6%.

En Europe, le taux de marge brute a diminué de 1,8 point de chiffre d'affaires, principalement sous l'effet de la démarque et en particulier chez 1.2.3. Des actions de productivité et d'économies – en magasin, dans les enseignes et au niveau Groupe - ont été poursuivies avec succès. Elles n'ont toutefois pas complètement compensé la baisse de volume de marge résultant du recul* du chiffre d'affaires et du taux de marge brute. C'est ainsi que le résultat opérationnel courant de l'Europe s'est établi à 16,1 M€ en 2011 contre 21,9 M€ en 2010. En Chine, où 404 ouvertures nettes de magasins ont été réalisées durant l'année, portant le nombre de points de vente à 3 286 au 31 décembre 2011, l'augmentation significative des salaires et le renforcement des structures de direction ont pesé sur le résultat opérationnel courant, qui a atteint 25,4 M€ en 2011 contre 30,8 M€ en 2010.

Le Groupe ETAM a résolument poursuivi sa rationalisation en 2011, avec en particulier un plan de réduction sélective du parc de magasins de l'enseigne 1.2.3 et la mise au rebut à caractère exceptionnel d'agencements magasins, le tout pour un montant de charges non-courantes de 7,0 M€.

Le coût de la dette financière a représenté 11,6 M€ en 2011 contre 9,2 M€ en 2010, principalement du fait de l'impact sur année pleine de la dette contractée pour la mise en œuvre de l'Offre Publique de Rachat d'Actions en juin 2010.

Après imputation d'autres charges financières pour 4,1 M€ constituées essentiellement de la valeur de marché des instruments de couverture de change au 31 décembre 2011, d'impôts pour 4,6 M€, de coûts liés à l'arrêt des activités du Groupe en Italie pour 2,8 M€ et de 0,2 M€ en autres charges, le résultat net de l'ensemble consolidé s'est établi à 11,3 M€ en 2011.

Après affectation de ce résultat aux intérêts minoritaires en Chine pour 5,3 M€, le résultat net quote-part Groupe a représenté 6,0 M€ en 2011.

* à surface comparable et taux de change constant vs 2010

1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE

1.1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE HORS CHINE

▪ Etam

Le chiffre d'affaires de la marque Etam, y compris les activités d'Undiz et hors Chine, a atteint 603,6 M€ en 2011 avec 566 points de vente en France (dont 68 magasins Undiz) et 332 à l'international (dont 168 en franchises).

En 2011, le chiffre d'affaires d'Etam a enregistré une baisse de -2,0% à surface comparable et taux de change constant. Le bilan d'activité de l'année se révèle contrasté : Si l'offre Printemps/Été a reçu un bon accueil de la part des clientes, les collections hivernales ont été pénalisées par une baisse significative et générale de la fréquentation en magasins, accentuée par un climat peu propice à la consommation de grosses pièces (vestes, manteaux, pulls,...). A cela s'ajoutent des soldes Hiver et Été décevantes qui ont fortement pesé sur la marge. Le chiffre d'affaires a toutefois mieux résisté que celui du marché du prêt-à-porter, selon les chiffres publiés par l'Institut Français de la Mode.

Marketing-offre produits

Les faits marquants pour la marque en 2011 ont été :

- une dégradation du trafic en magasins sur le second semestre, plus marquée en France, accentuée par une météo trop clémente qui a nuit à la vente des grosses pièces et manteaux alors que la marque, déjà fortement engagée sur la collection Automne/Hiver, n'a pas pu proposer autant de petites pièces qu'il aurait fallu,
- une augmentation des prix d'achats et un effet dollar défavorable au 1er semestre qui n'ont été que très partiellement répercutés sur les prix de vente,
- une réduction des achats au second semestre et une baisse volontaire des niveaux de stocks qui a probablement impacté le chiffre d'affaires du mois de décembre mais a permis d'aborder les soldes de manière saine et prudente,
- un taux de démarque plus agressif qu'en 2010 pour soutenir le chiffre d'affaires et favoriser l'écoulement durant les périodes de soldes et d'opérations promotionnelles,
- malgré la baisse de fréquentation en magasins, le succès d'opérations promotionnelles qualitatives, sur les robes ou le denim, avec un merchandising et des vitrines spécifiques, le tout relayé par le site etam.com,
- une couverture médiatique importante, grâce à Natalia Vodianova et au défilé lingerie annuel, qui a eu lieu au Grand Palais et qui s'inscrit comme un événement majeur de la mode à Paris.

Développement international

En 2011, La marque Etam a réalisé un chiffre d'affaires à l'export en hausse de +21.1% par rapport à 2010, poussé par 17 ouvertures nettes en lingerie (dont 5 nouveaux pays) et l'optimisation des process de livraison pour accélérer la mise en place des collections Printemps/Été 2012

Certains partenaires sont passés du mode franchise au mode affiliation en 2011. L'avantage de celui-ci est pour le partenaire de profiter du savoir faire du Groupe en termes d'implantation, de réassort, de marketing/merchandising et de gestion des stocks, permettant ainsi une meilleure performance commerciale. Le Groupe, de son côté, maîtrise la mise en place de ses collections et la politique de prix, et peut suivre de plus près l'évolution de l'activité.

Internet

Point de vente électronique de la marque Etam, le site internet Etam.com continue d'enregistrer une croissance soutenue, de 17,3% en 2011.

Les faits marquants pour etam.com en 2011 ont été les suivants :

- 10 ans d'existence, 1 million de clientes depuis la création, démarrage et développement du multi canal, et de ponts entre le web et le magasin tels que :
 - o la prise de commande en magasin via internet (sur tablettes ou mobiles),
 - o la livraison en magasin des colis commandés sur internet,
 - o la géo-localisation des produits Etam sur mobile.
- une présence forte et appréciée sur l'ensemble des réseaux sociaux.

▪ **Undiz**

La marque de lingerie Undiz, créée par le Groupe Etam en 2007 et dont le chiffre d'affaires est compris dans celui de la marque Etam, a enregistré pour la quatrième année consécutive une excellente performance commerciale. La performance d'Undiz a été réalisée avec des niveaux de démarque minimum, la marque ne pratiquant que 2 périodes de soldes par an. En 2011, l'ensemble des indicateurs commerciaux ont été satisfaisants malgré la baisse du marché de la lingerie en France.

En 2011 le réseau d'Undiz, exclusivement implanté en France, est passé de 47 à 68 magasins. Ce développement s'accompagne de choix rigoureux en matière d'emplacements magasins, de flux de marchandises et d'organisation.

▪ **1.2.3**

En 2011, 1.2.3 a réalisé un chiffre d'affaires de 153,3 M€ avec 172 magasins en France et 105 à l'international, dont 19 en franchises. La marque a subi une baisse de -7,2% de son chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant.

Les faits marquants de l'activité 2011 ont été :

- une perte importante du trafic et du taux de transformation,
- une stratégie de démarque beaucoup plus agressive qu'en 2010 pour favoriser l'écoulement des produits de la collection Printemps/Été, qui n'a pas eu de succès, et des produits de la saison Automne/Hiver pénalisés par des températures très douces,
- un plan de réduction du parc en France qui concerne des magasins non rentables ou qui, de par leur emplacement, ne sont pas en adéquation avec l'image de la marque, soit 29 magasins dont 10 transferts à Undiz, 13 cessions (2 en 2011 et 11 en 2012) et 6 fermetures en 2012.
- une bonne performance sur le 4^e trimestre en Belgique et en Allemagne où l'offre a été plus attractive et les collections ont connu plus de succès,
- l'arrivée en septembre d'une nouvelle équipe à la direction, au style et aux achats, dont le premier objectif a été de réduire les achats et d'équilibrer la collection au profit des petites pièces,

A l'international, la marque 1.2.3 est essentiellement implantée en Europe de l'Est, aux Emirats Arabes Unis et au Maroc.

Le site de vente en ligne de la marque 1.2.3 affiche une progression de chiffre d'affaires en ligne avec ses objectifs (1,6 M€ TTC sur l'année 2011).

1.2. L'ACTIVITÉ DU GROUPE EN CHINE

Au 31 décembre 2011, le chiffre d'affaires de 427,2 M€ - qui intègre un impact positif de change de 4,2 M€ - progresse de +11,7%, et de +0,6% à surface comparable et taux de change constant.

Cette faible croissance organique du chiffre d'affaires sur l'année 2011 s'explique essentiellement par :

- sa comparaison avec une croissance élevée en 2009 (+39,1%) et en 2010 (+15,9%),
- la volonté d'Etam de participer de manière plus restrictive aux campagnes de promotions des Grands Magasins, ce qui a pénalisé le chiffre d'affaires mais a permis une bonne tenue du taux de marge brute après commissions aux Grands Magasins,
- une concurrence croissante dans le secteur de la distribution textile, composée désormais de tous les grands acteurs internationaux mais aussi de nombreux acteurs locaux.

En 2011, le Groupe a enregistré les meilleures performances sur ses marques Etam Sport et Etam Lingerie mais cette dernière ne représente encore que 2% du chiffre d'affaires à travers 141 corners.

1.3. LE RÉSEAU MAGASINS

	31/12/2011	31/12/2010	Variation
France	738	725	+13
Espagne/Portugal	103	105	-2
Belgique/Luxembourg	69	69	0
Allemagne	66	66	0
Pologne	11	11	0
Suisse	1	1	0
Europe (hors franchises internationales)	988	977	+11
Franchises Internationales	187	168	+19
Chine	3 286	2 882	+404
TOTAL GROUPE	4 461	4 027	+434

Au 31 décembre 2011, le Groupe ETAM comptait 4 461 points de vente dont 988 en Europe, 3 286 en Chine et 187 en franchises internationales.

- En Europe, le Groupe a développé et optimisé son réseau de magasins au profit de l'activité lingerie (Undiz).
Fin 2011, le Groupe a décidé de céder ses 10 magasins de lingerie Etam en Italie.
- L'Export affiche 19 unités supplémentaires par rapport au 31 décembre 2010 avec des ouvertures principalement à travers l'activité d'Etam. En 2011, le Groupe s'est implanté dans 5 nouveaux pays.
- En Chine le Groupe a réalisé 404 ouvertures nettes sur l'année 2011

Les 3 marques principales ont été renforcées de 145 corners Etam, 113 Etam Sport, et 95 Etam WE. E-Homme a augmenté son parc de 18 corners et Etam Lingerie de 7 corners. E&Joy, la marque de denim, a fini l'année avec 7 points de vente. A fin 2011, il existe 71 magasins en propres sur rue dont 33 mini-mégastores multi-marques.

2. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

2.1. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DU GROUPE CONSOLIDÉ

À compter de 2012, les évolutions de chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant incluent l'activité internet. Cette évolution pour l'année 2011 a été retraitée en conséquence.

(M€)	2011	2010*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	1 184,1	1 127,1	5,1%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			-2,1%
Marge Brute	684,1	667,1	2,6%
Taux de marge	57,8%	59,2%	-1,4
Coûts de distribution	(596,0)	(562,3)	6,0%
<i>en % du CA</i>	<i>-50,3%</i>	<i>-49,9%</i>	<i>-0,4</i>
Frais administratifs	(51,5)	(50,9)	1,0%
<i>en % du CA</i>	<i>-4,3%</i>	<i>-4,5%</i>	<i>0,2</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	4,8	(1,0)	NS
<i>en % du CA</i>	<i>0,4%</i>	<i>-0,1%</i>	<i>0,5</i>
Résultat Opérationnel Courant	41,5	52,8	-21,3%
<i>en % du CA</i>	<i>3,5%</i>	<i>4,7%</i>	<i>-1,2</i>
Charges non courantes	(7,0)	(5,5)	28,5%
Résultat Opérationnel	34,5	47,3	-27,0%
<i>en % du CA</i>	<i>2,9%</i>	<i>4,2%</i>	<i>-1,3</i>
EBITDA	89,3	110,5	-19,2%
<i>en % du CA</i>	<i>7,5%</i>	<i>9,8%</i>	<i>-2,3</i>

(*) Le compte d'exploitation publié au 31/12/2010 a été retraité pour prendre en compte l'application de la norme IFRS5 sur les activités lingerie en Italie et l'option de comptabilisation de la composante financière des engagements de retraite en résultat financier

En 2011, le Groupe Etam a réalisé un chiffre d'affaires de 1 184,1 M€, en hausse de 5,1%. L'activité a progressé de 57,0 M€ par rapport au 31 décembre 2010, dont 4,2 M€ d'effet de change favorable dû principalement à l'appréciation du Yuan contre Euro.

Le résultat opérationnel courant a atteint 41,5 M€ en 2011, en baisse de 21,3% par rapport à 2010, dont les principaux facteurs sont :

- un gain de marge brute de 17,1 M€, dont 23,7 M€ en Chine et -6,6 M€ en Europe ;
- une augmentation des coûts de distribution de 33,6 M€, dont 26,3 M€ en Chine et 7,3 M€ en Europe. En Europe, la croissance d'Undiz a généré un surcoût de 6,3 M€ en frais magasins et renfort des structures. Par ailleurs, la gestion rigoureuse des coûts magasins et des frais de siège ont permis de neutraliser les effets d'inflation des frais de personnel et des loyers et de financer la politique d'image de la marque Etam via le défilé événement de janvier 2011 au Grand Palais ;

- une augmentation des frais administratifs de 0,5 M€, soit une hausse de 2,6 M€ en Chine et une baisse de 2,1 M€ en Europe, rendue possible notamment par de nombreux chantiers d'économies. L'augmentation des frais administratifs en Chine est la conséquence du renforcement des structures de Direction et de la mise en œuvre à compter de 2011 d'une taxe sur le paiement de la TVA appliquée aux sociétés chinoises à capitaux étrangers ;
- une variation favorable des autres produits et charges d'exploitation de 5,8 M€ avec, en Europe, une progression des revenus locatifs externes, une augmentation des opérations de cessions immobilières par rapport à 2010 et un effet de base favorable sur les variations de valeurs d'actifs ;
- des charges non courantes de 7,0 M€ essentiellement constituées d'une dotation exceptionnelle pour dépréciation d'actifs à hauteur de 5,1 M€, du financement d'un plan de rationalisation du parc magasins 1.2.3 pour 2,4 M€ et d'un effet positif de 0,5 M€ sur la clôture d'un litige datant de 2002. En 2010, la charge de 5,5 M€ concernait les actions d'optimisation de l'organisation et de rationalisation du parc magasins des activités Etam pour 3,2 M€ ainsi qu'une charge exceptionnelle sur un litige de 2002 pour 2,3 M€.

2.2. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DE L'EUROPE

(M€)	2011	2010*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	756,9	744,6	1,6%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			-3,2%
Marge Brute	438,3	444,9	-1,5%
Taux de marge	57,9%	59,8%	-1,8
Coûts de distribution	(387,5)	(380,2)	1,9%
<i>en % du CA</i>	<i>-51,2%</i>	<i>-51,1%</i>	<i>-0,1</i>
Frais administratifs	(39,8)	(41,9)	-4,9%
<i>en % du CA</i>	<i>-5,3%</i>	<i>-5,6%</i>	<i>0,4</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	5,1	(1,0)	NS
<i>en % du CA</i>	<i>0,7%</i>	<i>-0,1%</i>	<i>0,8</i>
Résultat Opérationnel Courant	16,1	21,9	-26,5%
<i>en % du CA</i>	<i>2,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>-0,8</i>
Charges non courantes	(7,0)	(5,5)	28,5%
Résultat Opérationnel	9,1	16,5	-44,6%
<i>en % du CA</i>	<i>1,2%</i>	<i>2,2%</i>	<i>-1,0</i>
EBITDA	42,2	60,3	-30,0%
<i>en % du CA</i>	<i>5,6%</i>	<i>8,1%</i>	<i>-2,5</i>

(*) Le compte d'exploitation publié au 31/12/2010 a été retraité pour prendre en compte l'application de la norme IFRS5 sur les activités lingerie en Italie et l'option de comptabilisation de la composante financière des engagements de retraite en résultat financier

En 2011, le chiffre d'affaires de 756,9 M€ est en hausse de 1,6% et en baisse de -3,2% à surface comparable et taux de change constant.

Le Groupe en Europe a réalisé un résultat opérationnel courant de 16,1 M€, en repli de 5,8 M€ par rapport à 2010, dont les principaux facteurs sont :

- une perte de marge brute de -6,6 M€, liée à l'impact défavorable de la démarque au 1^{er} semestre et par la faiblesse de la fréquentation en magasins au 2^{ème} semestre ;
- une augmentation des coûts de distribution de 7,3 M€ liée en particulier au développement d'Undiz pour 6,3 M€, à l'augmentation du nombre des magasins Etam et au lancement du site internet de la marque 123. Les travaux d'optimisation des process en magasin permettent d'économiser 1,7 M€ à périmètre constant malgré l'inflation des frais de personnel, des loyers et des charges locatives. Des gains additionnels ont été réalisés sur les frais de structure tout en investissant sur l'image des marques à travers les égéries Natalia Vodianova et Eva Herzigova.
- des économies de frais administratifs de 2,1 M€, qui bénéficient des mesures mises en œuvre au niveau des fonctions support ;
- des autres produits et charges d'exploitation en variation favorable de 6,1 M€ par rapport à 2010, qui correspondent à des augmentations de revenus immobiliers locatifs externes pour 0,4 M€, à des cessions d'actifs immobiliers génératrices de 4,4 M€ de plus values supplémentaires par rapport à 2010 et à des variations de valeurs d'actifs (droits au bail et agencements) pour 1,2 M€ de plus qu'en 2010;
- Le résultat opérationnel de 9,1 M€ est impacté par des charges non récurrentes à hauteur de 7,0 M€ dont une charge exceptionnelle de dépréciation d'actif pour 5,1 M€, un plan de rationalisation du parc magasins 1.2.3 pour 2,4 M€ et l'impact positif de la clôture d'un litige pour 0,5 M€.

2.2.1. PAR MARQUE

L'activité du Groupe sur ses marques Etam et 1.2.3 en France a subi le repli de la consommation textile/habillement féminin sur l'année 2011 ainsi qu'un important recul de la fréquentation en magasins au 4^e trimestre, observés par l'Institut Français de la Mode.

Cette baisse, plus marquée sur le second semestre que sur le premier, s'est vue accentuée par des conditions météo exceptionnellement clémentes en inadéquation avec une offre de collections Automne/Hiver trop hivernales.

La marque Undiz, quant à elle, a maintenu sa croissance sur la période.

ETAM

Etam comprend les activités de prêt-à-porter et de lingerie (en Europe et en franchises internationales) commercialisées sous la marque Etam, ainsi que les activités de lingerie commercialisées sous la marque Undiz.

(M€)	2011*	2010*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	603,3	579,4	4,1%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			-2,0%
Marge Brute	353,8	345,0	2,6%
Taux de marge	58,6%	59,5%	-0,9
Coûts de distribution	(305,2)	(293,8)	3,9%
<i>en % du CA</i>	<i>-50,6%</i>	<i>-50,7%</i>	<i>0,1</i>
Frais administratifs	(26,2)	(26,4)	-0,7%
<i>en % du CA</i>	<i>-4,3%</i>	<i>-4,6%</i>	<i>0,2</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	(3,2)	(3,9)	-19,2%
<i>en % du CA</i>	<i>-0,5%</i>	<i>-0,7%</i>	<i>0,2</i>
Résultat Opérationnel Courant	19,2	20,8	-7,4%
<i>en % du CA</i>	<i>3,2%</i>	<i>3,6%</i>	<i>-0,4</i>
Charges non courantes	(4,5)	(4,1)	9,7%
Résultat Opérationnel	14,8	16,7	-11,6%
<i>en % du CA</i>	<i>2,5%</i>	<i>2,9%</i>	<i>-0,4</i>
EBITDA	39,2	20,8	-11,8%
<i>en % du CA</i>	<i>6,5%</i>	<i>7,7%</i>	<i>-1,2</i>

(*) Le compte d'exploitation publié au 31/12/2010 a été retraité pour prendre en compte l'application de la norme IFRS5 sur les activités lingerie en Italie et l'option de comptabilisation de la composante financière des engagements de retraite en résultat financier

En 2011, le chiffre d'affaires d'Etam est de 603,3 M€, en hausse de 4,1% et en baisse de -2,0% à surface comparable et taux de change constant. C'est au second semestre que l'activité de la marque a été essentiellement affectée par une dégradation des indicateurs commerciaux de fréquentation et de taux de transformation en magasin, sauf pour la marque Undiz.

Undiz, la marque de lingerie créée en 2007 qui compte 68 points de vente au 31 décembre 2011, affiche pour sa part un chiffre d'affaires en hausse de 16,0% à surface comparable et taux de change constant.

En 2011, le résultat opérationnel courant d'Etam est de 19,2 M€ contre 20,8 M€ en 2010. Les principaux facteurs de cette évolution sont :

- un gain de marge brute de 8,8 M€, lié en grande partie du développement de la marque Undiz et de la croissance à l'export. Le taux de marge brute est en retrait de 0,9 point par rapport à l'année précédente compte tenu de la démarque plus soutenue qu'en 2010 et du renchérissement des approvisionnements, effets partiellement compensés par une gestion plus rigoureuse des stocks ;
- une augmentation des coûts de distribution de 11,4 M€, dont plus de la moitié est issue de la croissance d'Undiz. Le groupe supporte des coûts additionnels d'ouverture de magasins Etam en contrepartie d'efforts de réduction des coûts de structure et d'arbitrages dans les dépenses de marketing/merchandising. Les frais d'exploitation du site Etam.com sont stables pour une croissance du chiffre d'affaires de 17%. L'impact de la baisse de chiffre d'affaires sur les coûts variables (commissions affiliés et corners) permet de compenser l'inflation des loyers et charges locatives, et des frais de personnel ;
- des économies de frais administratifs de 0,2 M€, la marque bénéficiant des plans d'actions mis en oeuvre sur les fonctions support ;
- des autres produits et charges d'exploitation en amélioration de 0,8 M€, qui s'expliquent par des impacts de variations de valeurs d'actifs (droits au bail et agencements) ;

- des charges non courantes de 4,5 M€, qui comportent principalement une charge exceptionnelle de dépréciation d'actif de 5,1 M€ et une reprise de provision de 0,5 M€ sur la clôture d'un litige datant de 2002. Le Groupe a acté une perte de valeur sur les actifs du magasin ETAM de la rue Rivoli traduisant un changement dans sa politique de communication et une évolution des conditions de marché dans l'environnement proche (arrêt du forum des halles jusqu'en 2018 et travaux importants rue de Rivoli). Le Flagship Rivoli continue toutefois de remplir un rôle unique de vitrine, en plein cœur de Paris, des 4 enseignes que sont ETAM Lingerie, ETAM Prêt-à-porter, 1.2.3 et Undiz.

1.2.3

1.2.3 comprend les activités de prêt-à-porter en Europe et en franchises internationales commercialisées sous la marque 1.2.3.

(M€)	2011*	2010*	variation en %/point
Chiffre d'affaires	153,5	165,2	-7,1%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			-7,2%
Marge Brute	82,3	97,8	-15,9%
Taux de marge	53,6%	59,2%	-5,6
Coûts de distribution	(92,4)	(96,3)	-4,0%
<i>en % du CA</i>	-60,2%	-58,3%	-1,9
Frais administratifs	(7,2)	(7,5)	-3,6%
<i>en % du CA</i>	-4,7%	-4,5%	-0,2
Autres produits (charges) d'exploitation	(0,3)	(1,1)	-74,6%
<i>en % du CA</i>	-0,2%	-0,7%	0,5
Résultat Opérationnel Courant	(17,6)	(7,1)	148,5%
<i>en % du CA</i>	-11,4%	-4,3%	-7,2
Charges non courantes	(2,2)	(0,4)	NS
Résultat Opérationnel	(19,7)	(7,4)	164,7%
<i>en % du CA</i>	-12,8%	-4,5%	-8,3
EBITDA	(13,3)	0,7	NS
<i>en % du CA</i>	-8,7%	0,4%	-9,1

Le chiffre d'affaires de 1.2.3 s'est élevé à 153,5 M€ en 2011 contre 165,2 M€ en 2010, soit une baisse de -7,1% et de -7,2% à surface comparable et taux de change constant. La marque 1.2.3 poursuit son travail de repositionnement avec l'arrivée en septembre 2011 d'une nouvelle équipe à la direction, au style et aux achats, dont le premier objectif a été de réduire les achats et d'équilibrer l'offre produits.

En 2011, la marque 1.2.3 enregistre un résultat opérationnel courant négatif de -17,6 M€, en baisse de 10,5 M€ dont les principaux facteurs sont :

- un taux de marge brute en repli de 5,6 points, à 53,6% du chiffre d'affaires contre 59,2% en 2010. La marque a été pénalisée par une forte hausse de la démarque compte tenu d'un niveau de stocks importants en début de période et d'un manque d'attractivité de la collection Automne/Hiver, défavorisée par la douceur des conditions climatiques;
- une baisse des coûts de distribution de 3,9 M€. Des économies ont été réalisées sur les frais magasins et sur les dépenses de marketing/merchandising et d'image. Les frais d'exploitation

engendrés par l'ouverture du site marchand 1.2.3 ont été partiellement compensées par des économies liées à des fermetures de magasins;

- une variation favorable des autres produits et charges d'exploitation de 0,8 M€ principalement liée à l'effet de base favorable des dépréciations d'agencements dotées en 2010 ;
- des charges non courantes de -2,2 M€ correspondant à des actions de rationalisation du parc magasins (fermetures, transferts). Ce plan, en France, concerne des magasins non rentables ou qui, de par leur emplacement, ne sont pas en adéquation avec l'image de la marque.

2.2.2. PAR PAYS

M€	CA 2011 ⁽¹⁾	Var. réel	Var. Ifl ⁽²⁾
France	665,9	+2,4%	3,2%
Belgique /Luxembourg	31,5	-3,5%	-2,8%
Espagne/Portugal	37,9	-4,6%	-1,9%
Allemagne	17,4	-5,3%	-7,0%
Pologne	3,3	+23,1%	+20,5%
Suisse	0,9	-4,3%	-14,0%
Total autres pays d'Europe	91,0	-3,6%	-2,7%
TOTAL EUROPE	756,9	+1,6%	-3,2%

(1) Après application de la norme IFRS 5 concernant l'arrêt de l'activité lingerie d'Etam en Italie, représentant un chiffre d'affaires de 7,3 M€ sur l'année 2011.

(2) à surface comparable et taux de change constant

FRANCE

Le chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant est en baisse de -3,2% sur l'année par rapport à 2010. Ce recul a été moins accentué que celui enregistré par l'IFM sur le marché de la consommation de vêtements féminins dans les chaînes spécialisées versus 2010, qui est de -4,3%, dont -2,7% pour la lingerie et -4,5% pour le prêt-à-porter.

Le chiffre d'affaires de l'activité export des marques Etam et 123, soit 41,6 M€ en 2011, compris dans le chiffre d'affaires de la France, enregistre une hausse de 17% par rapport à 2010, liée notamment aux ouvertures de points de vente lingerie d'Etam.

AUTRES PAYS

Les principaux pays hors France sont : Belgique/Luxembourg (activité lingerie d'Etam et 1.2.3), Espagne/Portugal (activité lingerie d'Etam), Allemagne (1.2.3), Pologne et Suisse. Fin 2011, le Groupe a décidé la cession de ses 10 magasins lingerie d'Etam en Italie.

Le chiffre d'affaires de cet ensemble s'est élevé à 91,0 M€ en 2011, en baisse de -3,6% et de -2,7% à surface comparable et taux de change constant.

Dans le détail :

- en Espagne/Portugal, après un premier semestre positif de 1,2% à surface comparable et taux de change constant, le second semestre recule de -4,8% et l'année est en baisse de -1,9%. En Espagne, la situation économique ne s'est pas améliorée et impacte la fréquentation en magasins ;
- en Allemagne et en Belgique/Lux., la baisse du chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant a également subi l'effet d'une perte de trafic en magasins et de la contre performance de la marque 1.2.3 due un manque d'attractivité de collections jugées trop

modernes par des clientes plutôt classiques. Toutefois, au quatrième trimestre, la marque 1.2.3 a enregistré une reprise d'activité et une hausse de son chiffre d'affaires dans ces deux zones ;

- en Pologne, le chiffre d'affaires est en augmentation de 20,5% à surface comparable et taux de change constant sur l'année sur un parc de 11 magasins dont 6 sont constants ;
- en Suisse, le chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant est en retrait de -14 % sur l'année avec 1 magasin.

2.3. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL EN CHINE

(M€)	2011	2010	variation en %/point
Chiffre d'affaires	427,2	382,5	11,7%
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			0,6%
Marge Brute	245,8	222,1	10,7%
Taux de marge	57,5%	58,1%	-0,5
Coûts de distribution	(208,5)	(182,2)	14,5%
<i>en % du CA</i>	<i>-48,8%</i>	<i>-47,6%</i>	<i>-1,2</i>
Frais administratifs	(11,7)	(9,1)	28,4%
<i>en % du CA</i>	<i>-2,7%</i>	<i>-2,4%</i>	<i>-0,4</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	(0,2)	(0,1)	NS
<i>en % du CA</i>	<i>-0,1%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0</i>
Résultat Opérationnel Courant	25,4	30,8	-17,6%
<i>en % du CA</i>	<i>5,9%</i>	<i>8,1%</i>	<i>-2,1</i>
Charges non courantes	-	-	-
Résultat Opérationnel	25,4	30,8	-17,6%
<i>en % du CA</i>	<i>5,9%</i>	<i>8,1%</i>	<i>-2,1</i>
EBITDA	47,1	50,2	-6,3%
<i>en % du CA</i>	<i>11,0%</i>	<i>13,1%</i>	<i>-2,1</i>

Le Groupe Etam, présent depuis 1994 en Chine, se développe essentiellement au travers de points de vente installés dans des Grands Magasins sous 6 enseignes principales (Etam, Etam Sport, Etam Week-End, E-Homme, Etam Lingerie et E&Joy). Il y exerce son activité moyennant une redevance d'occupation directement déduite du chiffre d'affaires qui lui est reversé.

En Chine, le Groupe a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 427,2 M€, dont un impact de change favorable de 4,2 M€ dû à l'appréciation du Yuan face à l'Euro. A surface comparable et taux de change constant, la croissance a été de 0,6% sur la base d'un fort taux de croissance de 15,9% en 2010.

Le résultat opérationnel courant de 25,4 M€ en 2011 est en recul de 5,4 M€ par rapport à 2010, la performance des collections à constant ne parvenant pas à compenser l'inflation des frais fixes. Les principaux facteurs de cette évolution sont les suivants :

- un taux de marge brute en retrait de 0,5 point. La performance des collections inférieure aux attentes a contraint le management à augmenter le niveau de démarque, en particulier sur

l'Automne/Hiver. Toutefois la gestion des stocks résiduels a permis d'apporter une contribution positive à la marge par rapport à 2010 ;

- une hausse des coûts de distribution de 26,3 M€ dans le cadre de l'accompagnement de la croissance du parc. La dégradation de ces coûts en pourcentage du chiffre d'affaires provient de l'augmentation des frais de personnel (dont la mise en place d'un nouveau système de rémunération incitatif), des loyers et des charges d'énergie. Cette inflation est toutefois partiellement compensée par une réduction des commissions versées en rémunération du chiffre d'affaires réalisé en Grands Magasins ;
- une croissance des frais administratifs de 2,6 M€, soit une dégradation de 0,4 point de chiffre d'affaires liée à l'inflation des coûts de structure et la mise en œuvre à compter de 2011, d'une taxe sur le paiement de la TVA appliquée aux sociétés chinoises à capitaux étrangers ;
- une variation défavorable des autres produits et charges d'exploitation de 0,1 M€ du fait de la poursuite des mises au rebut d'agencements et d'une diminution des subventions locales (crédit d'impôt régional).

3. AUTRES COMPOSANTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'établit à 15,6 M€, contre 8,6 M€ en 2010.

Le coût de la dette de 11,6 M€ est en hausse de 2,4 M€ par rapport à 2010, principalement en raison de la prise en compte sur une année pleine de l'augmentation de l'endettement suite à l'OPRA clôturée en juin 2010.

La hausse des taux d'intérêt en cours d'année a eu un impact marginal sur le coût de la dette.

Par ailleurs, le groupe a enregistré une charge nette de 1,8 M€ générée par la réévaluation des dettes et créances en devises au cours de clôture, ainsi que par l'intégration de la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

Enfin, les charges d'intérêt liées aux engagements de retraite et à l'actualisation des actifs et passifs financiers génèrent une charge complémentaire de 2,3 M€.

3.2. IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt de 2011 s'élève à 4,6 M€ supportée par la Chine pour 4,5 M€ et par l'Europe pour 0,1 M€.

La baisse par rapport à la charge de 10,1 M€ en 2010, s'explique par la diminution du résultat avant impôt.

3.4. RÉSULTAT NET

Le résultat net consolidé s'élève à 11,3 M€ contre 24,6 M€ en 2010. Après prise en compte des intérêts minoritaires de la Chine pour 5,3 M€ contre 6,6 M€ en 2010, le Résultat Net Part du Groupe s'élève à 6,0 M€ en 2011 contre 18,0 M€ en 2010.

4. ANALYSE DES FLUX FINANCIERS

La capacité d'autofinancement (avant impôts, dividendes et intérêts) s'est élevée à 70,8 M€ contre 101,9 M€ en 2010.

Les investissements opérationnels bruts 2011 ont représenté 49,2 M€ contre 51,3 M€ en 2010, essentiellement consacrés au développement et à la rénovation du réseau de magasins en Europe et en Chine.

Au 31 décembre 2011, la dette financière nette du Groupe est de 180,5 M€, en hausse de 9,4 M€ par rapport au 31 décembre 2010.

5. ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES : CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER TRIMESTRE 2012

<i>en M€</i>	T1-2012	<i>Var réelle</i>	<i>Var Ifl¹</i>
Chiffre d'affaires Groupe	331,2	-1,1%	-9,5%
Europe	188,6	-0,2%	-5,0%
Chine	142,5	-2,2%	-17,1%
<u>Europe par pays</u>			
France ²	166,5	0,5%	-5,3%
Autres pays	22,2	-5,5%	-3,2%
<u>Europe par marque</u>			
ETAM ³	150,3	2,4%	-5,2%
1.2.3	38,3	-9,2%	-4,4%

¹ À surface comparable et taux de change constant incluant l'activité internet

² Y compris l'activité du Groupe à l'export

³ Y compris l'activité Undiz

Au premier trimestre 2012, le Groupe Etam a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 331,2 M€ qui intègre un impact positif de change de 11,5 M€ dû à l'appréciation du Yuan face à l'Euro. L'activité est en baisse de -1,1% par rapport au 31 mars 2011 et de -9,5% à surface comparable et taux de change constant.

En Europe, le Groupe a généré un chiffre d'affaires de 188,6 M€, quasi stable par rapport au premier trimestre 2011 et en baisse de -5,0% à surface comparable et taux de change constant. Le Groupe a abordé l'année 2012 avec un niveau de stock particulièrement bas qui a impacté la performance commerciale des soldes d'hiver sur les marques Etam et 1.2.3 mais a eu un effet favorable sur le taux de marge, dans un contexte de coûts bien maîtrisés.

En Chine, le chiffre d'affaires de 142,5 M€ au premier trimestre 2012 recule de -2,2% par rapport au premier trimestre 2011 et de -17,1% à surface comparable et taux de change constant. Des actions en profondeur sont engagées dans les domaines suivants : révision des collections et différenciation plus marquée entre les trois marques principales, montée en gamme des environnements magasin, formation des équipes de vente et productivité des stocks.

Évolution du réseau

Au 31 mars 2012, le Groupe ETAM comptait 4 478 points de vente : 974 en Europe, 193 en franchises internationales et 3 311 en Chine où les points de vente regroupés en un magasin sont désormais considérés comme une unité. Sur cette base, l'augmentation du nombre de points de vente en Chine par rapport au 31 mars 2011 a été de 409.

6. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est à signaler post-clôture.

7. ACTIVITÉ DU GROUPE EN MATIÈRE DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Afin d'assurer le renouvellement de leur offre de vêtements, sous-vêtements et accessoires, les marques du Groupe engagent des activités en matière de recherche et développement dans l'élaboration des collections.

II. INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

1. INFORMATIONS SOCIALES

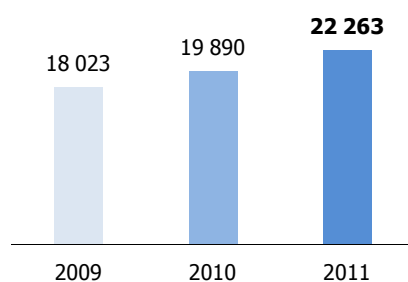
1.1. EFFECTIF ET FORMATION

En 2011, l'effectif annuel moyen du Groupe était de 22 263 personnes (19 890 en 2010), féminin à 95,87%.

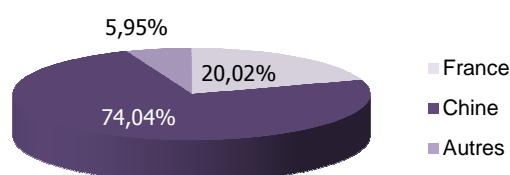
Cet effectif annuel moyen 2011 était réparti comme suit :

	Magasins	Logistique et Centre Technique	Fonctions centrales	Total
Effectif annuel moyen	20 045	654	1 564	22 263
<i>dont Chine</i>	<i>15 119</i>	<i>414</i>	<i>949</i>	<i>16 482</i>

Effectifs annuels moyens



Répartition géographique de l'effectif moyen



La progression des effectifs par rapport à 2010 (+11,9 %) recouvre une évolution contrastée entre la Chine (+2 405) où les effectifs poursuivent leur progression pour accompagner le développement de l'activité, et l'Europe où ils ont été contenus dans un contexte de stabilité globale des marchés du Groupe.

Les paragraphes qui suivent concernent principalement le périmètre France.

La politique de formation s'est articulée autour de quatre objectifs prioritaires :

- Accompagner le développement international du Groupe,
- Renforcer le sens commercial des équipes magasins,
- Professionnaliser les métiers clés,
- Poursuivre le développement de pratiques managériales communes.

Ces actions ont concerné 2 625 personnes en 2011 pour plus de 26 740 heures de formation.

En 2011, le Groupe Etam a notamment créé deux parcours de formation dédiés aux futures Responsables et Adjointes, en partenariat avec l'IFCV (Institut de Formation aux carrières de la Communication et de la Vente) ; des cursus destinés tant à des candidates externes qu'à des collaboratrices dont le potentiel a été identifié en interne. Le premier, d'une durée de 7 mois en alternance, a permis de promouvoir 10 nouvelles Adjointes en 2011. Dans le cadre du second parcours, l'IFCV a monté une classe de préparation au BTS MUC (Management des Unités Commerciales). Cette formation diplômante, réalisée en alternance, est spécifiquement réservée au Groupe. La première promotion a démarré en septembre 2011 et compte une vingtaine d'étudiantes. Celles-ci seront diplômées en juin 2013 et pourront directement intégrer le réseau Etam.

S'agissant des rémunérations, le Groupe privilégie les augmentations individuelles et la partie variable des salaires afin de mieux valoriser les performances personnelles.

- **Information sur les embauches en distinguant les CDD et les CDI et en analysant les difficultés éventuelles de recrutement, sur les licenciements et leurs motifs ainsi que sur les heures supplémentaires**

Embauches

		Magasins	Entrepôts	Siège	Total
2011	CDD	10023	24	100	10147
	CDI	1063	9	76	1148
	Total	11086	33	176	11295
2010	CDD	9691	36	133	9860
	CDI	1167	1	70	1238
	Total	10858	37	203	11098

Le groupe ne rencontre en général pas de difficulté de recrutement.

Licenciements

		Magasins	Entrepôts	Siège	Total
2011	Licenciement pour cause réelle et sérieuse	23	1	7	31
	Licenciement économique	6	1		7
	Abandon de poste	144		5	149
	Licenciement pour inaptitude	15			15
	Total	188	2	12	202
2010	Licenciement pour cause réelle et sérieuse	32		10	42
	Licenciement économique	14			14
	Abandon de poste	125	2	3	130
	Licenciement pour inaptitude	15	1		16
	Total	186	3	13	202

Heures supplémentaires

	Magasins	Entrepôts	Siège	Total
2011	5 300	1 855	86	7 241
2010	3 678	1 745	77	5 500

- **Informations sur l'organisation du temps de travail, la durée du travail tant pour les salariés à temps plein que pour ceux à temps partiel ainsi que sur l'absentéisme et ses motifs**

En France, les salariés non cadres à temps plein travaillent 35h par semaine. L'horaire de travail des salariés non cadres est planifié. Les cadres bénéficient d'un régime de forfait jours.

Absentéisme (heures d'absence pour maladie / heures théoriques de présence)

	Magasins	Entrepôts	Siège	Total
2011	4,45%	6,61%	1,89%	4,17%
2010	4,57%	7,28%	1,38%	4,27%

- **Informations sur l'évolution des rémunérations et sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes**

Un Rapport de Situation Comparée entre la situations des hommes et des femmes a été remis aux représentants du personnel fin 2010.

Une négociation spécifique avec les Délégués Syndicaux a été ouverte en 2011 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

- **Informations sur les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs**

L'organisation sociale du Groupe en France est la suivante :

- une Unité Economique et Sociale avec un CCE, deux CE et deux CHSCT (siège et magasins),
- trois Délégations Uniques du Personnel pour les entrepôts (et CHSCT).

Les syndicats représentatifs au sein du Groupe France sont la CFDT, CFE CGC, la CGT et FO.

- **Informations sur l'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés**

Un diagnostic sur la situation au regard de l'emploi des travailleurs handicapés a été réalisé par un cabinet extérieur. Le rapport rendu par celui-ci en novembre 2011 permettra au groupe d'entamer une négociation avec les partenaires sociaux au cours de l'exercice 2012.

1.2. MAIN D'ŒUVRE EXTÉRIEURE, SOUS-TRAITANCE

Pour les besoins de son activité, le Groupe a essentiellement recours à des emplois salariés directs. Il fait appel à des sociétés extérieures afin de couvrir des besoins connexes tels que les supports informatiques techniques, l'entretien ou la sécurité. D'autre part, le Groupe achète des prestations de service à un grand nombre d'entreprises afin de couvrir des besoins des magasins (entretien, notamment des vitrines, retouches de vêtements proposées aux clientes, transport de fonds, inventaires, etc..) mais aussi des fonctions centrales et des achats hors produits.

Ces achats sont centralisés afin d'optimiser les coûts et la qualité des prestations. Le Groupe maintient en permanence les fournisseurs en état de compétition et veille à l'obtention des meilleures conditions de marché en termes de prix et de qualité.

Compte tenu de ces éléments, la main d'œuvre extérieure et les prestataires de service ne constituent pas des facteurs de risque.

Concernant la production des collections, celle-ci est sous-traitée à un vaste réseau de professionnels de la fabrication textile qui n'entrent pas dans le cadre de la main d'œuvre extérieure et des prestataires de services décrits ci-dessus mais dont les rapports avec le Groupe sont décrits au chapitre 2.3 ci-dessous. Le groupe Etam, acteur international de la distribution textile, travaille avec un très grand nombre de fournisseurs et de sous-traitants. Compte tenu de la taille du Groupe et du nombre des fournisseurs disponibles sur le marché, la sous-traitance de la production ne constitue pas un facteur de risque significatif.

1.3. DURÉE DU TRAVAIL

Le Groupe respecte les durées légales de travail dans ses différents pays d'implantation. Il cherche en permanence à adapter la gestion de ses effectifs à ses besoins dans le cadre des dispositions légales en matière de durée du travail.

1.4. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

En 2011, la rémunération consolidée du personnel (hors intéressement et participation) du Groupe s'est élevée à 227,9 M€ (+6,44%) dont 55 M€ de charges sociales (+4,85%).

En France, le Groupe applique les dispositions du titre II du livre III du Code du Travail.

Un accord d'intéressement pour 2010, 2011 et 2012 a été signé en France. Cet accord a pour but, en complément de la participation, d'associer le personnel au développement des résultats économiques et financiers ainsi qu'à l'amélioration de la performance du Groupe Etam.

1.5. CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Le Groupe applique les réglementations locales en la matière au niveau des sièges, des magasins et des entrepôts.

1.6. COMMUNICATION RH

En 2011, le Groupe a renouvelé sa campagne de recrutement « Osez votre personnalité ». Un nouveau casting en interne a été réalisé afin de mettre en scène une dizaine de collaborateurs. Ces nouveaux visages représentent ainsi le Groupe au travers de leur personnalité.

Job Box

Pour favoriser la mobilité interne et permettre à l'ensemble des salariés du réseau d'avoir accès aux offres d'emploi en magasin, toutes enseignes confondues, le Groupe a mis en place en 2011 la JobBox "Hôtesse de Vente". Directement implanté sur le terminal de caisse, cet outil permet à la fois aux Responsables de magasin de publier leurs offres et aux Hôtesse de Vente de consulter les postes à pourvoir, sur tout le territoire national.

Intrastore

Testé en 2010 dans les magasins Undiz, Intrastore a été déployé en 2011 dans les points de vente français Etam Lingerie. Ce nouvel intranet dispose d'une interface plus simple et plus flexible ce qui facilite les échanges entre le Siège et les magasins. L'ensemble du réseau du Groupe sera équipé d'ici la fin de l'année 2012.

2. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

2.1. APPROCHE DU GROUPE ETAM

Dans le cadre du programme Planète Etam, la responsabilité sociale & environnementale du Groupe s'articule autour des principales parties prenantes via quatre axes prioritaires :

- une politique de Ressources Humaines fondée sur les valeurs fondamentales d'Etam,
- une démarche d'achats responsables vis-à-vis des fournisseurs et partenaires,
- des actions pour l'environnement au cœur des activités,
- un engagement sociétal auprès d'associations à vocation humanitaire.

Bien que les grands axes de sa démarche soient définis au niveau du Groupe, le programme Planète Etam est servi par une organisation décentralisée pour mieux inscrire le développement durable dans l'activité des marques. Les différentes normes ou réglementations sont appliquées par les services concernés, en coordination avec le département juridique si nécessaire.

En 2011, l'accent a été mis sur l'implémentation opérationnelle du plan d'action Environnement (cf. § 2.2) et la consolidation de la démarche d'Achats Responsables (cf. § 2.3). Le Groupe a poursuivi et élargi sa démarche d'engagement sociétal, notamment avec la mise en place de nouveaux partenariats.

Le Groupe a également poursuivi ses efforts en matière de sensibilisation et de formation des collaborateurs au siège comme en magasins. Les grands enjeux du développement durable ont été l'audit social et le marketing responsable, autant de domaines ayant fait l'objet de modules de formation en 2011.

Les efforts du Groupe ont été à nouveau récompensés en 2011. En effet, après avoir intégré le Gaïa Index en 2010, le Groupe a pris la 3e place du classement dans la catégorie Distribution en 2011.

2.2. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Management de l'environnement

En matière d'évaluation environnementale, le Groupe veille, pays par pays, au respect des règles de sécurité qui s'appliquent dans le cadre de son activité de distribution. Ceci concerne les règles de sécurité et les procédures applicables au niveau des magasins (espace de vente et mobilier) et des entrepôts.

Suite au Bilan Carbone réalisé en 2009 selon la méthode développée par l'ADEME et à la réalisation de plusieurs analyses de cycle de vie (ACV) produits, le Comité Environnement du Groupe avait formulé en 2010 les objectifs d'Etam en matière de performance environnementale et élaboré un plan d'action dédié aux domaines suivants :

- Achats marchands et non marchands : développer la collaboration avec les partenaires dans le domaine de l'environnement,
- Emballages et déchets : mettre en œuvre des mesures de réduction des emballages et améliorer le taux de valorisation et de recyclage des déchets,
- Logistique et transport : améliorer le mix transport, optimiser les flux et tester des modes de transport alternatifs,
- Sites centraux et réseau de magasins : optimiser la performance énergétique du parc et mettre en place un magasin laboratoire afin de tester sur le terrain les solutions éco-performantes qui seront déployées demain.

2011 a été pour le Comité Environnement d'Etam une année de travail intense qui a abouti, au premier trimestre 2012, à un premier bilan des actions réalisées.

Consommation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre (GES)

La consommation d'électricité est essentiellement limitée à l'éclairage et à la climatisation des magasins. Le Groupe a recours à des systèmes d'éclairage de faible puissance mais procurant une lumière satisfaisante et à des systèmes de pompe à chaleur dont le coefficient de performance est supérieur à celui d'autres systèmes de climatisation.

En 2011, plusieurs audits énergétiques ont été réalisés sur le réseau de magasins afin d'identifier les principales sources de consommation énergétique et de définir de nouvelles pistes d'amélioration.

Au siège, plusieurs initiatives en cours contribuent à améliorer la performance énergétique des équipements, informatiques notamment.

Le transport est également une source d'émission importante pour le Groupe, et fait à ce titre l'objet d'une attention particulière par le Comité Environnement. En matière de transport et de logistique, Etam a encore réduit son recours à l'aérien en 2011 et continue d'améliorer l'optimisation de ses flux, tout en testant des modes de transport alternatifs à l'image d'une barge de liaison entre Le Havre et les entrepôts.

Gestion des déchets

Du fait de ses activités, le Groupe ne génère que des déchets non dangereux, principalement récupérables (bois, emballages, papier, tissus). Les objectifs du Groupe sont :

- la réutilisation ou le recyclage (cartons, cintres),
- le recours à des produits plus écologiques,
- L'absence de destruction des produits et sous-produits (tissus, fournitures).

En 2011, une étude a été menée sur la volumétrie des déchets, et un chantier de réduction des suremballages est en cours de réalisation.

En matière de fin de vie de ses produits, le Groupe adhère à l'organisme Eco Emballage et fait figurer sur ses sacs la mention concernant le recyclage. En outre, le Groupe Etam est associé fondateur d'Eco-TLC, l'éco-organisme du textile, du linge et de la chaussure.

Consommation responsable

Le Groupe Etam fait partie du groupe de travail Ademe-Afnor pour la mise en place de l'affichage environnemental dans le secteur textile, depuis sa création. Cette démarche, engagée dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, vise à sensibiliser les consommateurs aux impacts environnementaux des produits.

2.3. ACHATS RESPONSABLES

Chaque marque conçoit ses modèles et fait appel à un réseau de sous-traitants dans différentes régions du monde pour assurer la fabrication de ses produits. Pour la part de l'activité directement gérée par le Groupe (Europe continentale et franchises internationales), les sous-traitants avec lesquels il travaille sont globalement situés en Europe centrale et Europe de l'est, Afrique du nord et Asie. Les engagements commerciaux du Groupe sont assortis de conditions d'achat qui stipulent, outre les conditions des échanges commerciaux, le respect des lois applicables et du Code de Conduite du Groupe.

Pour la part des achats effectués par le Groupe depuis l'Europe au travers de ses plates-formes ou de certains de ses agents, celui-ci demande à ses fournisseurs de s'engager sur le respect des conditions et règles du Code de Conduite.

Soucieux de garantir le respect des droits de l'homme dans sa chaîne d'approvisionnement, le Groupe Etam adhère à la *Business Social Compliance Initiative* (BSCI) depuis 2008. A ce titre, il s'engage à faire réaliser des audits des sites de production de ses principaux fournisseurs par des cabinets extérieurs indépendants, accrédités par les *Social Accountability Accreditation Services* (SAAS). Les

fournisseurs non conformes sont assistés dans la mise en conformité de leurs usines, grâce aux formations dispensées par la BSCI notamment, et font l'objet d'un audit de suivi six mois à un an après l'audit initial.

En 2011, Etam a mis en place un Comité d'Ethique interne, indépendant des enseignes, afin de veiller à l'application stricte de son code de conduite chez ses fournisseurs. Désormais, le Groupe entend faire entrer les non-conformités environnementales dans les critères "zéro-tolérance" qui président au choix des fournisseurs. Enfin, le Groupe a poursuivi ses efforts de soutien à ses fournisseurs pour améliorer les conditions de travail sur les sites de production, et a notamment lancé un projet pilote d'accompagnement opérationnel avec l'un de ses partenaires stratégiques. Une démarche qui devrait être étendue en 2012 à d'autres fournisseurs clé.

Le Groupe intègre dans ses conditions d'achat un volet relatif au respect du règlement européen REACH (*Registration, Evaluation and Autorisation of Chemicals*). L'ensemble des fournisseurs de marchandises du Groupe ont été informés et sensibilisés sur l'impact de cette réglementation et les nouvelles responsabilités qui leur incombent. Le Groupe réalise également ses propres contrôles pour s'assurer de la conformité de ses produits.

Le Groupe consolide désormais l'ensemble des données relatives à sa démarche achats responsables sur son système informatique de gestion afin de disposer d'un véritable outil de suivi de la performance sociale, environnementale et qualité de ses fournisseurs de marchandises.

2.4. ENGAGEMENT SOCIÉTAL

Le Groupe a structuré ses dons de produits avec l'Association du Don en Nature (ADN), concept décliné de l'initiative « Gift in Kind » née aux Etats-Unis. ADN centralise des dons et les redistribue à un ensemble d'associations à but social (Emmaüs, Petits Frères des Pauvres, Secours Catholique entre autres) auprès desquelles elle a recensé des besoins concrets. Depuis 2009, ce partenariat a permis des dons importants de produits issus d'Etam Lingerie, Etam Prêt-à-Porter, Undiz et 1.2.3 et a également débouché sur plusieurs missions de mécénat de compétence.

En 2011, Etam a renouvelé son soutien aux femmes qui entreprennent, par l'intermédiaire de l'ADIE (*Association pour le Droit à l'Initiative Economique*), association reconnue d'utilité publique, et premier acteur français du microcrédit. En 2011, à l'occasion de la Journée de la Femme, deux foulards aux couleurs printanières ont été commercialisés et l'intégralité des bénéfices de cette vente reversée par le Groupe à l'ADIE, afin de contribuer à des projets de création d'entreprise. A partir du 8 mars 2012, les magasins Etam renouvelleront leurs offre de produits partage avec l'ADIE.

Etam a noué fin 2010 un nouveau partenariat avec Tissons la Solidarité, un réseau qui fédère 70 structures d'insertion qui ont fait de la lutte contre l'exclusion des femmes leur objectif principal. L'activité de ces chantiers et entreprises d'insertion est le recyclage de vêtements de seconde main et leur commercialisation dans les 125 boutiques du réseau. Le soutien d'Etam a pris la forme d'un don de marchandises, qui seront customisées dans les ateliers couture du réseau et commercialisées sous la Griffes « Tissons la Solidarité ». Le Groupe a voulu aller plus loin en 2011, en ouvrant ses magasins à des personnes bénéficiaires de contrats aidés, afin qu'elles puissent valider leur formation par une expérience de vente.

III. FACTEURS DE RISQUES

1. RISQUES OPÉRATIONNELS

1.1. RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'activité du Groupe étant la distribution de produits de lingerie et de vêtements de prêt-à-porter féminin, elle est sujette aux évolutions de l'environnement économique général dans les pays où le Groupe est présent et aux conséquences de celles-ci sur la consommation de produits textiles.

1.2. RISQUES LIÉS À LA SAISONNALITÉ

Le secteur de la lingerie et du prêt-à-porter féminin dépend particulièrement de l'adéquation des collections présentées en magasins avec les conditions météorologiques tout au long de l'année, et des tendances de mode difficiles à anticiper.

Bien qu'à l'écoute des envies de ses clientes et à la recherche permanente de nouveaux concepts porteurs, l'activité du Groupe Etam est sujette à l'appréciation de ses collections par ses clientes. Le Groupe ne peut donc garantir qu'il saura développer son chiffre d'affaires, sa rentabilité et ses flux de trésorerie.

1.3. RISQUES LIÉS À LA CONCURRENCE

La distribution de produits de lingerie et de vêtements de prêt-à-porter féminin est un secteur à forte intensité concurrentielle dans chacun des pays où le Groupe est présent. Cette intensité concurrentielle s'explique par les faibles barrières à l'entrée de ce segment de la distribution et donc par le nombre importants d'acteurs de toutes tailles qui y opèrent. Dans les dix dernières années, des sociétés de prêt-à-porter féminin ont constitué des groupes internationaux de taille supérieure à celle d'Etam. Plus récemment, des acteurs se sont développés dans la lingerie au niveau international et s'ajoutent à la concurrence d'Etam.

En Chine, le Groupe fait face à une concurrence croissante dans le secteur de la distribution textile, composée désormais de tous les grands acteurs internationaux mais aussi de nombreux acteurs locaux.

1.4. RISQUES LIÉS À L'AUGMENTATION DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le secteur de la lingerie et du prêt-à-porter féminin a été confronté jusqu'au premier trimestre 2011 à une forte augmentation du prix des matières premières entrant dans la fabrication des produits distribués. Cette augmentation est en particulier liée au développement du marché intérieur chinois qui absorbe une partie croissante des capacités de production locales. Une partie des consommateurs européens étant en quête de prix bas, cette situation a un impact négatif sur le taux de marge brute des distributeurs.

2. ENDETTEMENT ET RISQUES FINANCIERS

2.1. RISQUES DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2011, la dette du Groupe est principalement composée d'un crédit multilatéral à moyen terme dit « Club Deal » de juillet 2009, d'un crédit à moyen terme mis en place dans le cadre de l'OPRA dit « Crédit OPRA » de juin 2010, d'un placement privé de type « Schuldscheindarlehen » de juillet 2011 et de contrats de location financement.

Les financements bancaires Club Deal, Crédit OPRA et Schuldscheindarlehen sont assortis de ratios financiers, identiques pour ces trois crédits (ratio d'endettement consolidé, ratio d'endettement financier et ratio de couverture des frais financiers) jusqu'à leur échéance et de certains engagements juridiques usuels.

Les ratios financiers du Groupe sont calculés et appliqués une fois l'an sur la base des comptes consolidés clos le 31 décembre. Ils sont respectés au 31 décembre 2011.

2.2. RISQUES DE LIQUIDITÉ

Après exercice en 2010 d'une option d'extension, le Club Deal a pour échéance le 8 juillet 2014. Le détail de son profil d'amortissement est décrit dans la note 16-3 de l'annexe aux comptes consolidés ci-après.

Le Crédit OPRA, amortissable a pour échéance avril 2014.

Le financement en placement privé Schuldscheindarlehen, est quant à lui remboursable in fine en juillet 2016.

Les financements ci-dessus deviendraient exigibles en cas de non respect des ratios financiers décrits dans la note 2.1.

Le Groupe dispose également de financements dans le cadre de contrats de location financement dont l'encours au 31 décembre 2011 s'élève à 51,7 M€. En 2010, le Groupe Etam a notamment procédé au refinancement du crédit bail portant sur son siège administratif à Clichy pour un montant de 52 M€. Ce crédit bail est amortissable sur une durée de 12 ans. Il a permis d'augmenter la réserve de liquidité du Groupe et d'allonger la maturité moyenne de sa dette.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes bancaires bilatérales confirmées ou non dans plusieurs pays, y compris en France, permettant de réaliser les ajustements de financement et de trésorerie.

Une forte baisse d'activité dégradant la génération du flux de trésorerie et le besoin en fonds de roulement pourrait avoir un impact négatif sur la liquidité.

Le tableau des échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers est présenté dans la note 16.5. de l'annexe aux comptes consolidés ci-après.

2.3. RISQUES DE CHANGE

L'exposition du Groupe au risque de change résulte principalement des achats en dollars américains réalisés dans le cadre de l'approvisionnement en marchandises des différentes enseignes. La gestion du risque de change du Groupe est centralisée à la Direction Générale Finances pour l'ensemble des enseignes.

L'encours des contrats de couverture du risque de change libellés en dollars américains s'élève au 31 décembre 2011 à 148 MUSD afin de couvrir les budgets d'achats et les commandes en cours en dollars américains.

Le Groupe est par conséquent exposé aux futures fluctuations de la parité euro/dollar américain dont une évolution défavorable à l'euro aurait un impact négatif sur ses marges.

2.4. RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT

Afin de couvrir son exposition au risque de taux, le Groupe a recours à des instruments financiers permettant de figer et/ou de plafonner le taux d'intérêt payé sur une partie significative de sa dette financière. La gestion du risque de taux est centralisée à la Direction Générale Finances pour l'ensemble du Groupe. Elle s'appuie sur la mise en place de produits simples, swaps et/ou options, éligibles à la comptabilité de couverture.

Au 31 décembre 2011, le Groupe a mis en place avec ses principaux partenaires bancaires les couvertures suivantes :

- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois pour un notionnel total de 120 M€ jusqu'au 1^{er} juillet 2014.
- Swap payeur de taux fixe contre Euribor 3 mois en départ 1^{er} décembre 2011 à 7 et 10 ans pour un notionnel total de 20 M€.

Sur la base de l'endettement financier constaté au 31 décembre 2011, une augmentation des taux d'intérêt de 1% aurait pour conséquence une augmentation de 1 171 milliers d'euros de la charge d'intérêt annuelle sur la dette brute et de 829 milliers d'euros sur la charge d'intérêt annuelle de la dette nette.

3. RISQUES JURIDIQUES

3.1. RISQUES LIÉS AUX RÉGLEMENTATIONS

Le Groupe n'exerce pas d'activités réglementées soumises à des dispositions spécifiques. Il est exposé aux risques ordinaires liés à l'activité de commerce de détail de prêt-à-porter féminin et de lingerie.

Toutefois, dans les pays émergents, le Groupe reste potentiellement confronté à des incertitudes quant à l'application de la réglementation par les autorités locales.

En outre, une partie significative des achats de marchandises du Groupe est soumise à des réglementations douanières locales dont les changements peuvent éventuellement impacter les marges du Groupe.

Même si le Groupe veille au respect des dispositions légales et réglementaires, il ne peut donc pas garantir qu'il n'existe pas de risques potentiels liés à l'application de toutes les dispositions légales applicables localement à travers le monde.

3.2. RISQUES LIÉS AUX LITIGES

Tous les litiges identifiés à ce jour, notamment les litiges commerciaux courants, ont fait, conformément aux normes IFRS, l'objet de provisions si nécessaire (cf. note 15. provisions pour risques et charges/note 15.1. analyse par catégorie, de l'annexe aux comptes consolidés ci-après).

En dehors de ces litiges, il n'existe pas, à la connaissance du Groupe, d'autres litiges, arbitrages ou faits exceptionnels ayant eu dans un passé récent ou susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

3.3. MARQUES ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La protection des marques, des noms de domaines et de certains modèles fait l'objet d'une attention particulière : Le Groupe, assisté de conseils en propriété intellectuelle, assure la surveillance mondiale des marques et des noms de domaine, procède aux dépôts et aux renouvellements des dépôts de marques, et intervient auprès de tout tiers qui pourrait leur porter atteinte.

Le Groupe pourrait donc avoir à défendre ses droits de propriété intellectuelle et pourrait enquêter des coûts liés à la défense de ses droits.

3.4. AUTRES RISQUES

Le Groupe Etam ne se trouve pas dans une position de dépendance technique ou commerciale significative à l'égard d'autres sociétés, clients ou fournisseurs, et dispose des actifs nécessaires à ses activités.

4. ASSURANCES

En Europe, le Groupe a souscrit les assurances nécessaires pour couvrir les risques propres à son activité : des polices « Multirisques Dommages et Pertes d'Exploitation » pour ses sièges sociaux, ses entrepôts, ses magasins, une police « Responsabilité Civile », une police « Dommages-Ouvrages », une police « Transport » [amont (import) et aval (distribution à partir des entrepôts)], une police « Immeubles » pour les biens immobiliers dont le Groupe est propriétaire, une police « Flotte automobile », une police « Auto-Missions » et diverses polices d'assurances couvrant les risques liés aux activités de tous les salariés et notamment lors de leurs déplacements professionnels à l'étranger. La volonté du Groupe est de faire bénéficier certaines filiales européennes de certaines polices afin de réaliser des économies d'échelle tout en améliorant le niveau de garanties dont bénéficient le Groupe et ses filiales.

Le Groupe a pour politique d'assurer en Europe ses risques pour des montants suffisants, son effort portant avant tout sur la prévention des risques et sur la mise en place de moyens de substitution.

Les sites français majeurs sont visités annuellement par les assureurs du Groupe et font l'objet d'une visite thermo-graphique, pratique d'ordinaire réservée au monde de l'industrie.

En Chine, le Groupe dispose d'une police « Dommages » pour ses sites ainsi que d'une police couvrant sa responsabilité civile locale. Depuis le 1^{er} janvier 2010, pour répondre aux contraintes et usages locaux, le Groupe dispose d'une police d'assurances chinoise couvrant la responsabilité civile des mandataires sociaux des filiales chinoises.

Le Groupe dispose d'une police « Responsabilité Civile Mandataires Sociaux » couvrant tous ses Dirigeants de droit ou de fait dans tous les pays aux seules exceptions des Etats-Unis d'Amérique et du Canada, où il n'exerce aucune activité.

IV. AUTRES INFORMATIONS : SOCIÉTÉ MÈRE ET FILIALES

1. SOCIÉTÉ MÈRE

Etam Développement SCA est la société mère du Groupe Etam. Ses recettes proviennent exclusivement des dividendes et/ou intérêts reçus de ses filiales et de la refacturation des prestations de service effectuées pour leur compte. A ce titre, les produits d'exploitation enregistrés par la société s'élevaient en 2011 à 5,2 M€ et les dividendes issus des participations à 40,1 M€. Le bénéfice net comptable pour l'exercice 2011 s'élève à 3,9 M€ contre 2,5 M€ pour l'exercice 2010.

2. PRISE DE PARTICIPATION SIGNIFICATIVE OU DE CONTRÔLE

2.1 DANS LES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

En 2011, ni Etam Développement SCA ni ses filiales n'ont pris le contrôle d'autres sociétés.

2.2 DANS LES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE A L'ÉTRANGER

En 2011, le Groupe n'a procédé à aucune prise de participation significative ou de contrôle de sociétés dont le siège social serait basé à l'étranger.

3. SIMPLIFICATION DES STRUCTURES DU GROUPE

En décembre 2011, dans le cadre de la politique de simplification et de rationalisation des structures juridiques du Groupe, les deux filiales allemandes ont fusionné et la société ETAM SA, devenue ETAM SAS a absorbé la société FINANCIERE CASTERES SAS.

4. RÉSULTAT ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

4.1. BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT

Principes et méthodes comptables : Les comptes annuels ont été établis conformément au plan comptable général 1999 et aux principes comptables généralement admis en France.

L'exercice 2011 n'a pas fait l'objet de changement de méthode comptable.

4.2. RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'exercice se solde par un bénéfice de 3.880.021,33 euros, et, sur proposition de la gérance, l'Assemblée Générale devra statuer sur la proposition suivante d'affectation du résultat :

1) Origine du résultat à affecter

Report à nouveau antérieur	161 998 809,35
Résultat de l'exercice 2011	3 880 021,33
Total	165 878 830,68

2) Affectation

Réserve légale	0,00
En application de l'article 23 des statuts : prélèvement en faveur des associés commandités	1 658 788,31
Dividendes	0,00
Report à nouveau	164 220 042,37
Total	165 878 830,68

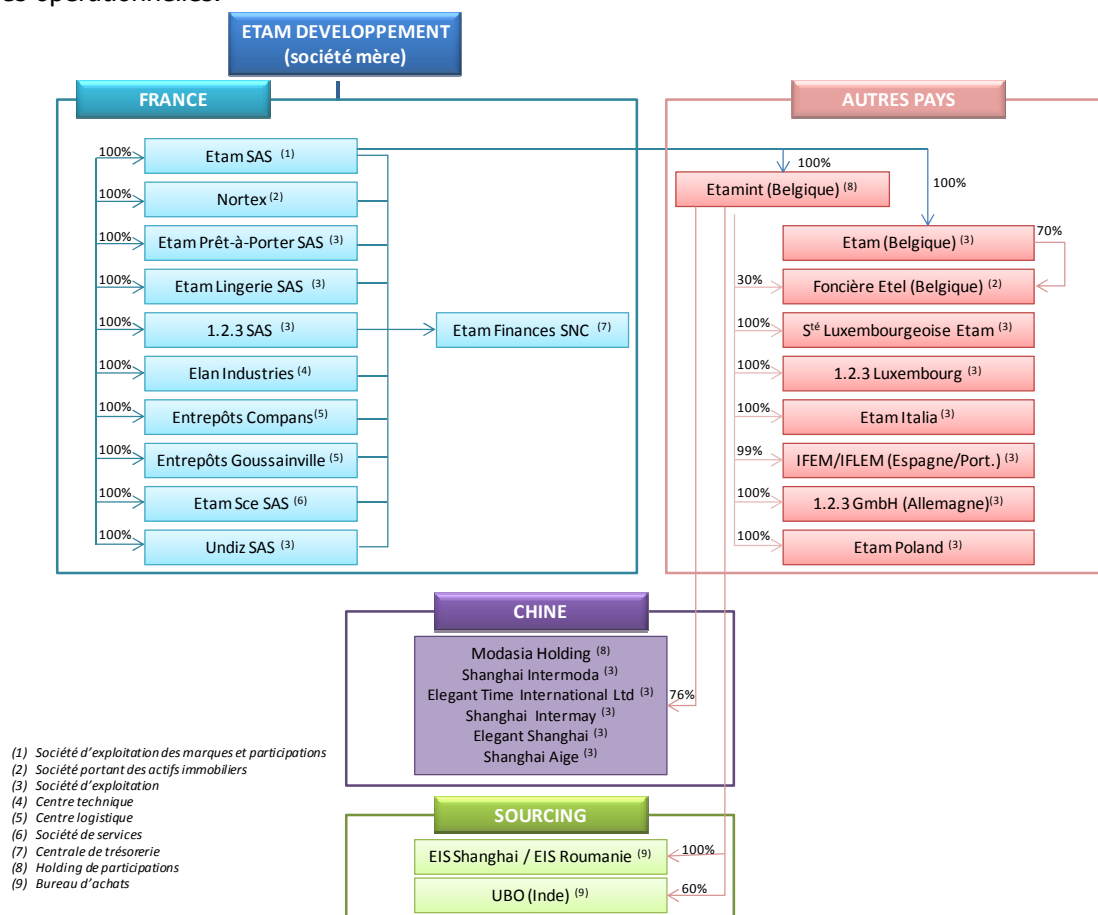
4.3. MONTANT DES CHARGES NON DÉDUCTIBLES

Le montant global des dépenses et charges visé à l'article 39-4 du Code général des Impôts s'élève à 69.065 euros à la clôture de l'exercice 2011.

Le montant de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses en 2011, majoré des contributions additionnelles, s'élève à 24.932 euros.

5. ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2011

L'organigramme ci-dessous décrit le fonctionnement général du groupe Etam et de ses principales filiales opérationnelles.



6. DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS

(Articles L441-6.1 & D441-4 du Code de Commerce)

Le solde des dettes de la société Etam Développement à l'égard de ses fournisseurs au 31 décembre 2011, s'élevait à 27.144,00 € et était constitué de :

Factures à échoir : pour 0 € soit 0%

Factures échues : pour 27.144,00 €.

<i>en euros</i>	31 décembre 2011			31 décembre 2010		
	Fournisseurs	Immobilisations	Total	Fournisseurs	Immobilisations	Total
Dettes échues à la clôture	27 144		27 144,00	138 535		138 535
Dettes non échues à la clôture						-
- moins de 30 jours			-			-
- de 31 à 60 jours			-	22 929		22 929
- plus de 60 jours			-			-
Hors échéance				22 929	-	22 929
- Factures non parvenues	511 818		511 818	1 827 812		1 827 812
- Autres dettes			-			-
TOTAL	538 962	-	538 962	1 989 276	-	1 989 276

PARTIE 2 : INFORMATIONS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

1. RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Les tableaux ci-dessous ont été réalisés à partir des informations dont dispose la société concernant les actions détenues sous forme nominative au 31 décembre 2011 et celles concernant les participations directes ou indirectes excédant l'un des seuils définis à l'article L. 233-7 du Code de Commerce dont elle a connaissance.

	Nombre de titres	% du capital	Droits de vote réels	% de droits de vote
Groupe de contrôle ⁽¹⁾	5 378 817	67,38%	7 720 954	66,86%
INTECO ⁽²⁾	583 037	7,30%	1 166 074	10,10%
LINTO ⁽²⁾	564 275	7,07%	1 128 550	9,77%
Etam Développement				
Autres	1 456 418	18,25%	1 532 573	13,27%
<i>dont au porteur</i>	<i>1 376 985</i>	<i>17,25%</i>	<i>1 376 985</i>	<i>11,92%</i>
<i>dont nominatif</i>	<i>79 433</i>	<i>1,00%</i>	<i>155 588</i>	<i>1,35%</i>
TOTAL	7 982 547	100,00%	11 548 151	100,00%

Groupe de contrôle

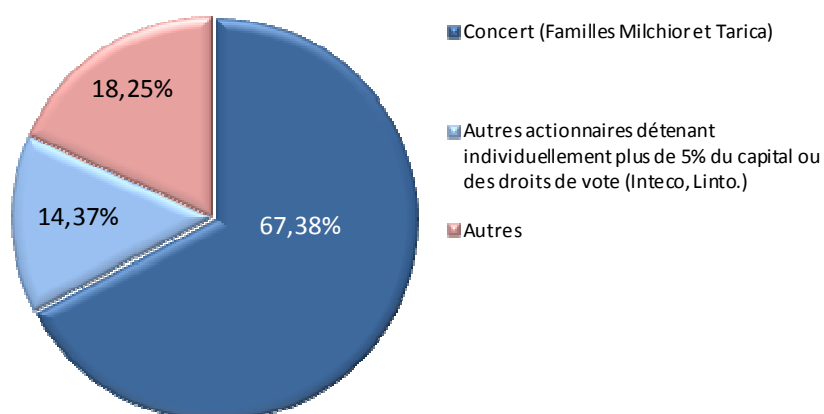
	Nombre de titres	% du capital	Droits de vote réels	% de droits de vote
Famille Milchior	1 448 932	18,15%	2 634 864	22,82%
Finora ⁽³⁾	2 773 680	34,75%	2 773 680	24,02%
Total Famille Milchior	4 222 612	52,90%	5 408 544	46,83%
Famille Tarica	1 156 205	14,48%	2 312 410	20,02%
Total Concert	5 378 817	67,38%	7 720 954	66,86%

(1) Groupe de contrôle (depuis l'introduction en bourse, les membres du groupe de contrôle ont indiqué contrôler ensemble le capital et les droits de vote attachés aux actions)

(2) Holding financier de droit américain

(3) Société détenue par M. Pierre Milchior

Répartition en pourcentage de capital :



A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital ou des droits de vote de la société.

Franchissements de seuil déclarés au cours de l'exercice 2011 :

Néant.

2. ACTIONNARIAT SALARIÉ

A la clôture de l'exercice 2011, il n'existait aucune participation des salariés telle que définie à l'article L. 225-102 du Code de Commerce, dans le capital social de la société.

3. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE

A la connaissance de la société :

- La structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites au paragraphe 3. ci-dessus.
- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.
- Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier.
- En matière de pouvoirs de la gérance, les délégations en cours sont décrites dans le tableau des délégations en matière d'augmentation du capital en cours de validation figurant au IV de la présente partie, et s'agissant du rachat d'actions au 7.1 du I de la présente partie ci-après.
- Les règles de nomination et de révocation des membres de la gérance sont les règles légales et statutaires décrites au paragraphe 8.4 du I ci-après.
- La modification des statuts de la société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.
- Il n'existe pas de droits de contrôle spéciaux. Toutefois, nous vous précisons qu'il existe un droit de vote double (cf. paragraphe 6.2).
- Il n'existe pas d'obligation de déclaration de franchissement de seuils statutaires autres que les seuils visés à l'article L. 233-7 du Code de Commerce.
- Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions des gérants.
- Le Groupe a par ailleurs négocié avec certains de ses dirigeants des indemnités à verser en cas de départ. L'engagement global s'élève à 2,10 M€ en 2011 contre 2,44 M€ en 2010.

En cas de changement de contrôle de la société, toutes les sommes dues au titre du crédit multilatéral à moyen terme dit « Club Deal » de juillet 2009, du crédit à moyen terme mis en place dans le cadre de l'OPRA dit « Crédit OPRA » de juin 2010, et du placement privé de type « Schuldscheindarlehen » de juillet 2011 deviendraient immédiatement exigibles de plein droit.

3.1. PACTES D'ACTIONNAIRES – ENGAGEMENT COLLECTIF

Les membres du Groupe familial MILCHIOR (familles Milchior et Tarica), actionnaires de la société Etam Développement, ont signé en date du 31 juillet 2006 un engagement collectif de conservation de titres conformément à l'article 787 B du Code Général des Impôts, aux termes duquel ils se sont engagés à conserver collectivement 2 364 792 actions Etam Développement représentant 20% des droits financiers et 26,72% des droits de vote attachés aux actions émises par la société.

Cet engagement collectif a été conclu pour une durée de deux ans à compter du 31 juillet 2006. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de deux ans et il est toujours en vigueur.

Il est rappelé que les membres du Groupe familial MILCHIOR (familles Milchior et Tarica) agissent de concert.

3.2. DROITS DE VOTE DOUBLE

L'Assemblée Générale du 24 mars 1997 a modifié les statuts de la société et précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis 4 ans au moins, ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques, primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit. Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions en bénéficiant font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou donation familiale.

4. FORME JURIDIQUE

ETAM Développement SCA est une société en commandite par actions française régie notamment par le livre deuxième du Code de Commerce. Ce statut a été adopté par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mai 1996, afin de préserver l'identité et la culture de l'entreprise et d'assurer ainsi sa pérennité à long terme, dans l'intérêt du Groupe et de l'ensemble des actionnaires.

4.1. FONCTIONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS

Au sein d'une société en commandite par actions, il existe deux sortes d'associés :

- Les associés commanditaires, apporteurs de capitaux, qui ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence du montant de leurs apports ;
- Les associés commandités, apporteurs en industrie, qui sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers. Une même personne peut avoir la double qualité d'associé commandité et de commanditaire.

Un Conseil de Surveillance est nommé par l'assemblée générale des actionnaires et chargé de contrôler la gestion de l'entreprise. Les commandités, même commanditaires, ne peuvent être élus, ni participer à la désignation des membres du Conseil de Surveillance.

4.2. ASSOCIÉS COMMANDITÉS DE LA SOCIÉTÉ (ARTICLE 1 DES STATUTS)

Les associés commandités sont Monsieur Pierre Milchior, Madame Marie-Claire Tarica, Mademoiselle Vanessa Milchior, Monsieur Laurent Milchior et Gerset, société par actions simplifiée dont le siège social est à Clichy (92110), 57-59 rue Henri Barbusse.

4.3. DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS COMMANDITÉS (ARTICLE 13 ET 21 DES STATUTS)

Les décisions des assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par la majorité des associés commandités (par exception, l'accord des commandités n'est pas requis pour les décisions concernant la nomination et la révocation des membres du Conseil de Surveillance et des commissaires aux comptes, la fixation de leur rémunération et l'approbation des conventions soumises à autorisation).

Les droits des associés commandités dans le résultat de la société sont rappelés au paragraphe « Répartition des bénéfiques et modalités de paiement des dividendes (Article 23 des statuts) ». Les associés commandités sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers.

Tout associé commandité non gérant est en droit d'exercer un contrôle sur la gestion de la société et dispose à cet effet des mêmes pouvoirs d'investigation que les commissaires aux comptes. La désignation de tout nouvel associé commandité est faite par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire prise avec l'accord de tous les associés commandités.

4.4. LA GÉRANCE (ARTICLES 14 ET 15 DES STATUTS)

Aux termes des statuts, la société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants personnes physiques ou morales ayant la qualité d'associé commandité. Les gérants actuels sont Monsieur Pierre Milchior, Monsieur Laurent Milchior et Madame Marie-Claire Tarica.

4.4.1. NOMINATION-RÉVOCATION DES GÉRANTS

La nomination et la révocation de tout gérant est de la compétence de la société Gerset, pour autant qu'elle ait la qualité d'associé commandité à la date de la décision. A défaut pour Gerset de détenir cette qualité, la nomination et la révocation de tout gérant seront de la compétence de l'assemblée générale Ordinaire des associés commanditaires, agissant sur proposition et avec l'accord de tous les associés commandités.

4.4.2. DURÉE DE LA GÉRANCE

Les fonctions de gérant sont à durée indéterminée. Elles prennent fin par le décès, l'incapacité ou l'interdiction, le redressement, la liquidation judiciaire, la faillite personnelle, la révocation ou la démission et le dépassement de l'âge de 80 ans sauf prorogation décidée par la majorité des associés commandités et ce, pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. En cas de vacance de la gérance pour cause d'incapacité ou de décès simultané de deux gérants, la gérance sera assurée par les commandités statuant à la majorité simple et ce, jusqu'à la désignation de la nouvelle gérance.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 30 mai 2012 de porter la limite d'âge des gérants de 80 à 85 ans.

La perte de la qualité de gérant entraîne automatiquement et de plein droit la perte de la qualité d'associé commandité. La société n'est pas dissoute en cas de cessation des fonctions d'un gérant, pour quelque cause que ce soit. Le gérant qui démissionne doit prévenir chacun des associés commandités six mois au moins à l'avance.

4.4.3. RAPPORT AVEC LES TIERS

Chacun des gérants a tous pouvoirs pour engager la société à l'égard des tiers. Il les exerce dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les statuts au Conseil de Surveillance et aux assemblées générales d'actionnaires. Les cautions, avals et garanties donnés par la société doivent faire l'objet d'une autorisation prise à la majorité des associés commandités ; ces derniers peuvent consentir une autorisation globale annuelle.

4.4.4. RAPPORT AVEC LA SOCIÉTÉ ET LES ACTIONNAIRES

Dans les rapports avec la société et les actionnaires, les gérants peuvent prendre entre eux toutes mesures qu'ils jugent souhaitables pour assurer l'unité de gestion et de représentation de la société. Les gérants peuvent procéder, sous leur responsabilité, à toutes délégations de pouvoirs qu'ils jugent nécessaires au bon fonctionnement de la société et du Groupe.

4.4.5. RÉMUNÉRATION DE LA GÉRANCE

La gérance ne reçoit aucune rémunération statutaire. Toute autre rémunération de la gérance, qu'elle soit fixe, proportionnelle ou indexée, est fixée et modifiée par l'Assemblée Générale Ordinaire statuant avec l'accord de la majorité des associés commandités. Sa répartition entre les gérants est décidée par ces derniers. Des options d'achat ou de souscription d'actions de la société peuvent être accordées aux gérants par décision de la majorité des associés commandités sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire.

PARTIE 3 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS ET AUTORISATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITÉ

Nature de la délégation / autorisation	Date de l'AGE	Date d'expiration n	Montant nominal d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du DPS ⁽¹⁾	20 mai 2011	19 juillet 2013	14 000 000 €	-	14 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS ⁽¹⁾ par offre au public	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 000 000 €	-	10 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS au moyen d'un placement privé réservé à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs	20 mai 2011	19 juillet 2013	20 % du capital par an 2 400 000 € pour les titres de créances pouvant être émis	-	20 % du capital par an
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes	20 mai 2011	19 juillet 2013	171 984 164 €	-	171 984 164 €
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 % du capital	-	10 % du capital
Autorisation d'émettre des stocks options	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital (2)	-	2 % du capital
Autorisation d'attribuer des actions gratuites	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital	-	2 % du capital

(1) Droit Préférentiel de Souscription

(2) Plafond commun aux deux autorisations.

PARTIE 4 : INFORMATIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS AU COURS DE L' EXERCICE

La gérance a été autorisée par l'assemblée générale du 20 mai 2011 (treizième résolution à caractère ordinaire), pour une nouvelle période expirant lors de l'assemblée générale annuelle tenue en 2012 à procéder à l'achat, dans la limite légale, des actions de la société, sans jamais pouvoir détenir plus de 10% du capital de la société, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital. Le prix maximum d'achat a été fixé à 42 euros par actions et le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme à 33.526.697 euros.

Les objectifs de rachat d'actions sont les suivants :

- assurer l'animation du marché de l'action Etam Développement par un prestataire de service d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- conserver en vue de remettre ultérieurement ses actions à titre de paiements ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux autorisés de la société ou de son Groupe, par attribution d'options d'achat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce, ou par attribution d'actions gratuites dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou dans le cadre d'un plan d'actionariat ou d'un plan d'épargne d'entreprise,
- remettre ses actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par conversion, exercice, remboursement ou échange à l'attribution d'actions de la société, dans le cadre de la réglementation boursière,
- annuler les actions conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 20 mai 2011 dans sa quinzième résolution à caractère ordinaire.

Les actions acquises au titre de cette autorisation pourront être conservées, cédées ou transférées par tous moyens y compris par voie de cession de blocs de titres et à tout moment y compris en période d'offre publique.

La Société n'a procédé à aucune opération d'achat ou de vente d'actions propres durant l'exercice 2011. Elle n'a pas de contrat de liquidité.

A ce jour, la société ne détient aucune action propre.



COMPTES ANNUELS

I - Bilan	40
<hr/>	
II - Compte de résultat	41
<hr/>	
III - Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices	42
<hr/>	
IV - Filiales et participations	43
<hr/>	
V - Notes annexes aux comptes annuels	44
<hr/>	

I-BILAN

1. ACTIF

euros	31.12.2011			31.12.2010	31.12.2009
	brut	amort-prov	net		
Immobilisations Corporelles :					
. Autres immobilisations corporelles	15 077	3 077	12 000	12 000	33 855
Immobilisations Financières :					
. Autres Participations	255 873 991	136 241 763	119 632 228	158 828 606	175 247 108
. Autres Titres Immobilisés			-	-	-
. Autres immobilisations financières	16 984		16 984	16 928	52 511
I- TOTAL	255 906 052	136 244 840	119 661 212	158 857 534	175 333 474
Avances & Acptes versés sur commandes	23 144		23 144	-	50
Créances d'exploitation :					
. Créances Clients & Comptes rattachés	1 450 235		1 450 235	1 520 092	2 498 797
. Autres créances	95 440 526	4 749 539	90 690 987	48 474 586	114 000 271
Divers :					
. Valeurs Mobilières de Placement (dont actions propres 0)	785		785	785	785
. Disponibilités	6 173		6 173	14 079	48 673
Charges Constatées d'Avance	1 008		1 008	-	-
II- TOTAL	96 921 872	4 749 539	92 172 333	50 009 542	116 548 575
III- Charges à répartir sur plusieurs exercices					
IV- Primes de remboursement des obligations					
V- Ecart de conversion actif					311
(I à V)- TOTAL GENERAL	352 827 923	140 994 379	211 833 545	208 867 076	291 882 360

2. PASSIF

euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Capital	12 169 314	12 169 314	16 416 415
Primes d'Emission, fusion, apports	5 616 498	5 616 498	100 160 956
Réserve légale	1 818 406	1 818 406	1 818 406
Réserves réglementées			
Autres réserves	5 202 660	5 202 660	5 202 660
Report à nouveau	161 998 809	161 165 008	142 430 652
Résultat de l'exercice	3 880 021	2 470 152	20 362 285
Provision réglementée			
I- TOTAL	190 685 709	188 442 038	286 391 376
II - AUTRES FONDS PROPRES	-	-	-
Provisions pour risques et charges	4 800 160	13 704	338 708
III- TOTAL	4 800 160	13 704	338 708
Dettes Financières :			
. Emprunts & Dettes auprès Ets Crédit	67 912	5 619	1 410
. Emprunts & Dettes Financières divers	13 980 399	16 886 523	1 725 897
Dettes d'exploitation :			
. Dettes Fournisseurs & Comptes Rattachés	538 962	1 989 276	1 916 707
. Dettes Fiscales et Sociales	1 454 954	1 439 968	1 508 263
. Autres dettes	305 449	89 948	
IV- TOTAL	16 347 676	20 411 334	5 152 277
V- Ecart de Conversion Passif			
(I à V)- TOTAL GENERAL	211 833 545	208 867 076	291 882 361

II- COMPTE DE RÉSULTAT

euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Production Vendue :Biens & services	54 024	127 229	
Chiffre d'Affaires Net	54 024	127 229	
Reprises sur provisions & Transferts de charges	60 822	82 308	68 885
Autres Produits	5 111 079	4 361 119	6 008 363
I- TOTAL	5 225 925	4 570 656	6 077 248
CHARGES D'EXPLOITATION :			
Achats de Marchandises	8 935	17 502	4 983
Autres Achats externes	(357 157)	1 453 621	2 886 986
Impôts, Taxes & assimilés	134 982	68 235	196 676
Charges de Personnel :			
. Salaires et traitements	2 073 516	2 128 422	2 630 197
. Charges sociales	634 110	736 464	747 904
Dotations aux Amortissements & Provisions			
. Dotation Amortissements sur Immobilisations		2 115	19 795
. Dotation Provisions sur Actif Circulant		55	17 755
. Dotation Provisions pour Risques & Charges	583	6 514	289
Autres Charges	220 065	198 558	205 360
II- TOTAL	2 715 034	4 611 486	6 709 945
(I-II)- RESULTAT D'EXPLOITATION	2 510 891	(40 830)	(632 697)
PRODUITS FINANCIERS			
. De Participations	40 067 389	22 408 305	17 858 474
. Autres Intérêts & produits assimilés	1 615 414	1 463 339	7 134 438
. Reprises sur provisions & Transferts de charges	4 737 540	3 771 330	17 043 557
. Différence (+) de change	689	462	
. Produits nets sur cessions Val.Mob.Plact			109 178
V- TOTAL	46 421 032	27 643 435	42 145 648
CHARGES FINANCIERES :			
. Dot aux Amortissements & Provisions	53 471 105	36 525 530	31 156 934
. Intérêts & charges assimilées	601 708	58 529	1 176 781
. Différence (-) de change	208	462	
. Charges nettes sur cess. Val.Mob.Plac			81 430
VI- TOTAL	54 073 021	36 584 521	32 415 145
(V-VI)- RESULTAT FINANCIER	(7 651 990)	(8 941 086)	9 730 503
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(5 141 098)	(8 981 916)	9 097 806
PRODUITS EXCEPTIONNELS :			
. Sur Opérations de Gestion		207	0
. Sur Opérations en Capital		20 174	
. Reprises sur Provisions & Transferts Charges		331 207	25 000
VII- TOTAL	-	351 588	25 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES :			
. Sur Opérations de Gestion	577 349	2 676 055	465 967
. Sur Opérations en Capital		19 740	
. Dot exceptionnelles sur Amort. & Provisions			331 207
VIII- TOTAL	577 349	2 695 795	797 174
(VII-VIII)- RESULTAT EXCEPTIONNEL	(577 349)	(2 344 207)	(772 174)
IX- Participation des salariés			
X- Impôt sur les bénéfices	(9 598 469)	(13 796 275)	(12 036 653)
TOTAL DES PRODUITS	51 646 957	32 565 679	48 247 895
TOTAL DES CHARGES	47 766 935	30 095 527	27 885 610
BENEFICE OU PERTE	3 880 021	2 470 152	20 362 285

III-TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>en euros</i>	31.12.2007	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2010	31.12.2011
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	18 184 054	18 184 054	16 416 415	12 169 314	12 169 314
Nombre d'actions ordinaires	11 927 958	11 927 958	10 768 463	7 982 547	7 982 547
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
Nombre maximum d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droit de souscriptions	74 000				
OPERATIONS ET RESULTAT					
Chiffre d'affaires	7 088 324	5 484 820	6 008 363	4 488 347	5 165 092
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	52 547 334	37 117 947	22 783 052	21 087 799	43 013 871
Impôts sur les bénéfices	5 732 270-	13 413 109-	12 036 653-	13 796 275-	9 598 469-
Participation des salariés amortissements & provisions	55 148 717	12 640 199	20 362 285	2 470 152	3 880 021
Résultat distribué	5 963 979				
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation, mais avant dotations aux amortissements & provisions	4,89	4,24	3,23	4,37	6,59
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	4,62	1,06	1,89	0,31	0,49
Dividende attribué	0,50				
PERSONNEL					
Effectif moyen salarié	8,58	7	6	6	5
Montant masse salariale	3 423 952	2 050 516	2 630 197	2 128 421	2 073 516
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales)	1 095 434	517 588	747 904	736 463	634 110

IV - FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital *		Quote part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus (en EUROS)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (en EUROS)	Montant des cautions et avals donnés par la société (en EUROS)	Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé (en EUROS)*	Résultat du dernier exercice clos (en EUROS)*	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en EUROS)*	Observations
	EUROS	EUROS		Brute	Nette						
A) RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS (ci-dessous)											
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu)											
Filiales françaises											
ETAM SA	2 524 388	123 750 450	99,99%	56 750 882	56 750 882	-		30 224 179	8 442 992	8 067 716	
NORTEX SA	389 473	8 263 544	99,97%	28 572 265	28 572 265	17 603 678		20 506 840	5 398 563	9 894 048	
ETAM SCE	8 017 430	3 950 564	100,00%	8 019 470	8 019 470	316 236		31 818 578	691 897		
COMPANS	609 797	3 108 754	100,00%	6 360 000	3 524 949	1 056 457		12 208 463	39 352		
GOUSSAINVILLE	482 110	1 516 726	100,00%	3 578 565	1 498 990	262 709		11 312 534	(304 439)		
ELAN INDUSTRIES	194 221	297 694	99,94%	1 383 001	394 954			4 851 174	125 661		
UNDIZ	335 730	1 181 003	100,00%	8 537 000	8 305 714	996 710		64 319 102	4 667 044		
COVI DEUX	37 000	(26 775)	100,00%	37 000	37 000				(963)		
1.2.3. SAS	6 414 350	(11 262 922)	100,00%	31 896 506	0	2 013 326		134 884 592	(20 626 520)		
ETAM LINGERIE	5 607 500	13 548 159	100,00%	12 528 004	12 528 004	29 112 221		296 350 545	7 001 018	22 105 625	
ETAM PAP	5 846 820	(19 416 473)	100,00%	98 211 298	0	2 736 213		223 595 746	(25 886 572)		
Total				255 873 991	119 632 228						
Filiales étrangères											
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu)											
Filiales françaises											
B) RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS											
1. Filiales non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères :											
2. Participations non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères											

* Ces informations non disponibles ne sont pas renseignées

V -NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Les informations ci-après constituent l'Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2011, dont le total est de 211.834 milliers d'euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 3.880 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2011.

Sauf mention contraire, les informations chiffrées sont données en euros.

Les notes et les tableaux, n°1 à 6 ci-après, font partie intégrante des comptes annuels et sont exprimés en euros.

1. FAITS CARACTÉRISTIQUES

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les années 2008 et 2009. Le redressement notifié a été comptabilisé dans les comptes de 2011 à hauteur de 1.644 € correspondant aux intérêts sur T.V.A. déduite par anticipation.

2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises en vigueur (Plan Comptable Général 1999 actualisé par les règlements du Comité de la Réglementation comptable).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, sur la base de :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- l'indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les principales règles d'évaluation sont les suivantes :

2.1. IMMOBILISATIONS : OPTIONS COMPTABLES

Coûts d'acquisitions des immobilisations corporelles (honoraires, commissions etc.. liés à l'acquisition) : la société Etam Développement a opté pour le maintien de leur comptabilisation en charges.

Les coûts d'emprunts sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

2.1.1. Immobilisations corporelles

Les amortissements économiquement justifiés sont déterminés en fonction de la durée de vie prévue, en mode linéaire.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

Véhicules	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	0 à 10 ans

2.1.2. Immobilisations financières

Titres de participation : les titres de participation sont évalués à leur valeur historique hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité et leurs perspectives d'évolution économique.

Autres titres immobilisés : ce poste qui comprend les actions propres Etam Développement, acquises conformément aux autorisations octroyées par l'Assemblée Générale, hormis les actions affectées aux plans d'options d'achat d'actions attribués à certains salariés, est évalué au prix d'acquisition des actions.

Une dépréciation est comptabilisée si le cours de bourse moyen du mois précédant la clôture des comptes est inférieur à la valeur comptable.

2.2. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement.

2.3. OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. En fin d'exercice, la différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. La perte de change latente est provisionnée.

Les comptes bancaires en devises sont convertis au cours du 31 décembre 2011.

2.4. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières sont comptabilisées à leur prix d'acquisition. Elles sont constituées, entre autres, d'actions propres destinées aux plans d'achat d'actions attribuées à certains salariés, et d'actions propres destinées à un compte de liquidité. Elles sont provisionnées si nécessaire, à hauteur du prix de levée de l'option ou du cours moyen de bourse du dernier mois précédant la clôture des comptes si celle-ci est inférieure.

Les autres valeurs mobilières de placement font également l'objet d'une dépréciation si à la clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire (cours du 31 décembre) est inférieure à la valeur comptable.

2.5. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie équivalente fait l'objet d'une comptabilisation au titre d'une provision, conformément au règlement n°2000-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs.

2.6. INTÉGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} janvier 1999, Etam Développement a opté pour le régime d'intégration fiscale des filiales françaises contrôlées à plus de 95 %, prévu à l'article 223A du Code Général des Impôts.

Les économies d'impôt liées aux déficits réalisés par les sociétés du groupe sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice. Au titre de l'exercice où les filiales redeviendront bénéficiaires, la société mère supportera alors une charge d'impôt.

Pour la société Etam Développement, qui est la tête du groupe d'intégration fiscale, l'effet d'impôt au titre de l'exercice, inscrit au compte de résultat est composé :

- du produit global, égal à la somme des impôts versés par les filiales bénéficiaires,
- de la charge nette d'impôt, ou du produit de la créance de report en arrière, résultant de la déclaration d'intégration fiscale,
- de la charge d'impôt correspondant aux éventuels reversements d'économie d'impôt faits aux filiales déficitaires, ou au produit d'impôt correspondant à leurs remboursements par les filiales,
- des régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs.

2.7. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant se rattachant aux activités ordinaires de la société sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

2.8. INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE

Elles sont constatées en engagements hors-bilan.

Ce régime définit le montant qui sera perçu par les salariés de la Société lors de leur départ à la retraite. Le montant de cette indemnité est fonction notamment de l'ancienneté et du salaire du bénéficiaire, et sous condition de présence dans les effectifs au moment où il quitte l'entreprise.

La Société estime le montant de ses engagements sur la base de calculs actuariels conformes à IAS 19.

2.9. RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE

Il est constaté en engagements hors-bilan.

Certains cadres de la Société Etam Développement bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire fermé aux nouveaux entrants depuis 2003, prévoyant le paiement d'une rente viagère dont le niveau est déterminé en fonction de l'ancienneté dans la Société et sous condition de présence dans les effectifs au moment de la liquidation de la retraite. Le régime est financé auprès d'un assureur.

La Société estime le montant de ses engagements sur la base de calculs actuariels conformes à IAS 19.

2.10. MÉDAILLES DU TRAVAIL

Elles sont provisionnées dans les comptes sociaux.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Constructions	Agencements	Autres immo. corporelles	TOTAL
Valeur brute				
Au 31 décembre 2009		-	81 077	81 077
Augmentation				-
Transfert				-
Diminution			(66 000)	(66 000)
Au 31 décembre 2010	-	-	15 077	15 077
Augmentation				-
Transfert				-
Diminution				-
Au 31 décembre 2011	-	-	15 077	15 077

	Constructions	Agencements	Autres immo. corporelles	TOTAL
Dépréciation				
Au 31 décembre 2009	-	-	47 221	47 221
Dotation			2 115	2 115
Autre			(46 260)	(46 260)
Reprise				-
Au 31 décembre 2010	-	-	3 076	3 076
Dotation				-
Autre				-
Reprise				-
Au 31 décembre 2011	-	-	3 076	3 076

	Constructions	Agencements	Autres immo. corporelles	TOTAL
Valeurs nettes				
Au 31 décembre 2009	-	-	33 856	33 856
Au 31 décembre 2010	-	-	12 001	12 001
Au 31 décembre 2011	-	-	12 001	12 001

3.2. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
Valeur brute					
Au 31 décembre 2009	239 537 981	-	52 511		239 590 492
Augmentation	16 336 010		68		16 336 078
Transfert					-
Diminution			(35 650)		(35 650)
Au 31 décembre 2010	255 873 991	-	16 928	-	255 890 919
Augmentation			56		56
Transfert					-
Diminution					-
Au 31 décembre 2011	255 873 991	-	16 985	-	255 890 976

	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
Dépréciation					
Au 31 décembre 2009	64 290 873	-	-		64 290 873
Dotation	36 525 530				36 525 530
Autre					-
Reprise	(3 771 019)				(3 771 019)
Au 31 décembre 2010	97 045 384	-	-	-	97 045 384
Dotation	43 933 919				43 933 919
Autre					-
Reprise	(4 737 540)				(4 737 540)
Au 31 décembre 2011	136 241 763	-	-	-	136 241 763

	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
Valeurs nettes					
Au 31 décembre 2009	175 247 108	-	52 511	-	175 299 619
Au 31 décembre 2010	158 828 607	-	16 928	-	158 845 535
Au 31 décembre 2011	119 632 228	-	16 985	-	119 649 213

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts de garantie à plus d'un an au 31 décembre 2011.

La dépréciation des titres de participation concerne les sociétés :

- Entrepôts Compans pour 2.835.051 €
- Entrepôts Goussainville pour 2.079.575 €
- Elan Industries pour 988.047 €
- Undiz pour 231.286 €
- Etam PAP pour 98.211.298 €
- 1.2.3. pour 31.896.506 €.

3.3. CRÉANCES

	2011			2010	2009
	Brut	Provision	Net		
Clients Provisions Factures à établir	1 450 235	-	1 450 235	1 520 093	2 498 797
TOTAL CRÉANCES	1 450 235	-	1 450 235	1 520 093	2 498 797

L'intégralité des créances clients est à moins d'un an.

3.4. AUTRES CRÉANCES

	Créances fiscales	Comptes courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
Valeur brute				
Au 31 décembre 2009	4 975 944	109 000 473	40 733	114 017 151
Au 31 décembre 2010	4 375 927	44 076 109	22 606	48 474 641
Au 31 décembre 2011	1 723 696	93 697 119	19 711	95 440 526

Variation des dépréciations des créances :

	Créances fiscales	Comptes courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
Dépréciation				
Au 31 décembre 2009	-	-	16 881	16 881
Dotation de l'exercice	-	-	56	56
Reprise de l'exercice	-	-	(16 881)	(16 881)
Au 31 décembre 2010	-	-	56	56
Dotation de l'exercice	-	4 749 539	-	4 749 539
Reprise de l'exercice	-	-	(56)	(56)
Au 31 décembre 2011	-	4 749 539	-	4 749 539

La dépréciation des comptes courants concerne les sociétés :

- ETAM PRET A PORTER pour 2.736.213 €
- 1.2.3. pour 2.013.326 €

	Créances fiscales	Comptes courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
Valeur nettes				
Au 31 décembre 2009	4 975 944	109 000 473	23 853	114 000 271
Au 31 décembre 2010	4 375 927	44 076 109	22 550	48 474 586
Au 31 décembre 2011	1 723 696	88 947 580	19 711	90 690 987

L'ensemble des autres créances est à moins d'un an.

3.5. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Valeur brute	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
Au 31 décembre 2009	-	-	785	785
Augmentation	-	-	-	-
Diminution	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010	-	-	785	785
Augmentation	-	-	-	-
Diminution	-	-	-	-
Au 31 décembre 2011	-	-	785	785

Dépréciations	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
Au 31 décembre 2009	-	-	-	-
Augmentation	-	-	-	-
Diminution	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010	-	-	-	-
Augmentation	-	-	-	-
Diminution	-	-	-	-
Au 31 décembre 2011	-	-	-	-

Valeurs nettes	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
Au 31 décembre 2009	-	-	785	785
Au 31 décembre 2010	-	-	785	785
Au 31 décembre 2011	-	-	785	785

3.6. CAPITAUX PROPRES

Le capital social est de 12 169 313 euros. Il est divisé en 7 982 547 actions. Le résultat par action est de 0,49 €.

	31/12/2009	Affectation des résultats	Augmentation de capital	Réduction de capital	31/12/2010	Affectation des résultats	31/12/2011
Capital	16 416 415		76 225	(4 323 326)	12 169 314		12 169 314
Prime d'émission	917 133		389 276		1 306 408		1 306 408
Prime d'apport-fusion	99 243 824			(94 933 734)	4 310 090		4 310 089
Rés. légale	1 818 407				1 818 407		1 818 407
Rés. spéciale PVL	-				-		-
Rés. facultative	5 202 660				5 202 660		5 202 660
Report à nouveau	142 430 652	18 734 356			161 165 008	833 801	161 998 809
Dividendes		1 627 929				1 636 352	
Résultat de l'ex.	20 362 285	(20 362 285)			2 470 153	(2 470 153)	3 880 021
	286 391 376	-	465 500	(99 257 060)	188 442 040	-	190 685 708

3.7. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

<i>Au 31 décembre</i>	2009	2010	Dotations 2011	Reprises 2011		2011
				Utilisées	non utilisées	
Provisions pour autres risques courants	331 207	6 051	583			6 634
Provisions pour médailles du travail	1 469	1 932	92		1 774	250
Provision pour impôts	5 721	5 721				5 721
Provision pour perte de change	311					-
Provision pour risque financier			4 787 555			4 787 555
	338 708	13 704	4 788 230	-	1 774	4 800 160

3.8. EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

<i>Au 31 décembre</i>	2011	2010	2009
Soldes créditeurs de banques	67 151	3 998	-
Int. courus s/concours bancaires	762	1 621	1 410
	67 912	5 619	1 410

L'ensemble des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit est à moins d'un an.

3.9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES DIVERSES

<i>Au 31 décembre</i>	2011	2010	2009
Comptes courants groupe créditeurs	13 378 702	16 827 994	549 117
Int. courus s/ comptes courants créditeurs	601 696	58 529	1 176 780
	13 980 399	16 886 523	1 725 897

L'ensemble des emprunts et dettes financières est à moins d'un an.

3.10. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

<i>Au 31 décembre</i>	2011	2010	2009
Fournisseurs et comptes rattachés	538 962	1 989 276	1 916 707
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
	538 962	1 989 276	1 916 707

L'intégralité de la dette fournisseurs est à moins d'un an.

3.11. DETTES FISCALES ET SOCIALES

Au 31 décembre	2011	2010	2009
I.S.	-	-	-
Autres dettes fiscales et sociales	1 454 954	1 439 968	1 508 263
	1 454 954	1 439 968	1 508 263

L'ensemble des dettes fiscales et sociales est à moins d'un an.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGES

Ce poste comprend :

- un transfert de charges d'assurances payées par la société Etam Développement pour le compte de ses filiales,
- une reprise sur dépréciation de fournisseurs débiteurs.
- Une reprise de provision pour risques et charges.

4.2. AUTRES PRODUITS

Les autres produits correspondent à la refacturation des charges de fonctionnement et des frais supportés pendant l'exercice, dans le cadre de la gestion de ses filiales.

4.3. AUTRES CHARGES

Les autres charges correspondent essentiellement aux jetons de présence alloués aux organes de surveillance pour l'exercice.

4.3.1 Effectif moyen

Au 31 décembre	2011	2010	2009
CADRES	5	6	6
AGENTS DE MAITRISE			
EMPLOYES			
OUVRIERS			
	5	6	6

4.3.2 Rémunération des dirigeants

	2011	2010	2009
- Des organes de direction	1 903 268	1 881 077	2 355 795
- Des organes de surveillance ⁽¹⁾	151 524	110 052	202 244
	2 054 792	1 991 129	2 558 039

(1) il s'agit des sommes payées aux membres du Conseil de Surveillance

Les montants comptabilisés en charges s'élèvent à 220.000 € en 2011, 200.000 € en 2010 et 199.196 € en 2009.

4.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre	2011	2010	2009 Pro-forma *
Engagements en matière de pension	175 983	154 106	109 771
Régime de retraite supplémentaire	1 116 435	891 790	0
Autres engagements :			
Loyers restant dûs au titre des locations simples	33 671	63 857	
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	1 326 089	1 109 753	109 771
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	0	0	0

*suite au changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux engagements de retraite dans les comptes consolidés IFRS

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2011 sont :

- Taux d'actualisation : 4,50 %
- Evolution des salaires : inflation + 1%
- Tables de mortalité : INSEE 2000-02 H/F et TGH-TGF 2005

Régime de retraite supplémentaire

	2011	2010
Dette actuarielle à la clôture	(2 161 711)	(1 941 312)
Juste valeur des actifs à la clôture	1 015 711	950 668
Coût des services passés non reconnus	29 565	98 854
Engagement net à la clôture	(1 116 435)	(891 790)

Evolution de la dette actuarielle et de la juste valeur des actifs

	Ret. Suppl.	I.D.R.
Engagement au 01/01/2011	(1 941 312)	(154 106)
Coût des services rendus	(100 510)	(17 249)
Charge d'intérêt	(89 879)	(7 320)
Gains et (Pertes) actuariels	(92 540)	2 692
Modification du régime	62 529	
Autres		
Engagement au 31/12/2011	(2 161 712)	(175 983)
Juste valeur des actifs au 01/01/2011	950 668	
Rendement attendu des actifs	14 808	
Gains et (Pertes) actuariels	50 235	
Juste valeur des actifs au 31/12/2011	1 015 711	

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 a permis le changement d'option de taxe sur les régimes à prestations définies. ETAM DEVELOPPEMENT ayant opté pour la contribution sur les rentes en 2004, a donc eu la possibilité d'opter en faveur de la contribution sur le financement en 2011 soit un paiement de la taxe sur les cotisations en lieu et place de la taxe sur les rentes.

Droits Individuels à la Formation

Au 31 décembre 2011, les droits individuels à la formation acquis et qui n'ont pas donné lieu à demande s'élèvent à 344,23 heures.

4.5. STOCKS OPTIONS

4.5.1. Options de souscription ou d'achat

La société n'a consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions aux mandataires sociaux ni aux salariés de la société au cours de l'année 2011.

Il n'existe pas d'autre plan d'attribution de titres Etam Développement que ceux mentionnés ci-après.

a. « OPTIONS 2008 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-septième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions de la société (ci-après les « Options 2008 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 363 681 Options 2008.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2011 qui a été clos le 20 mai 2011 sans jamais avoir eu de bénéficiaire.

b. « OPTIONS 2011 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-troisième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions de la société (ci-après les « Options 2010 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 363 681 Options 2011.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2011.

4.5.2. Attribution d'actions gratuites

a. « ACTIONS GRATUITES 2008 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-huitième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la société (ci-après les « Actions gratuites 2008 »), dans la limite de 10% du capital de la société.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2011 qui a été clos le 17 juin 2011 sans jamais avoir eu de bénéficiaire.

b. « ACTIONS GRATUITES 2011 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-quatrième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011 aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la société (ci-après les « Actions gratuites 2011 »), dans la limite de 2% du capital de la société.

4.6. RÉSULTAT FINANCIER

Au 31 décembre	Produits			Charges		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Dividendes encaissés & prov. acompte	40 067 389	22 408 305	17 858 474			
Autres opérations financières groupe	1 615 414	1 366 194	7 134 438	601 696		
Dot.repr.provisions	4 737 540	3 771 330	17 043 557	53 471 105	36 525 530	31 156 934
Différences de change	689	462	-	208	462	-
Divers produits fin./Intérêts des		97 144		12	58 529	1 176 781
Charges nettes sur cessions de VMP			109 178			81 430
	46 421 032	27 643 435	42 145 648	54 073 021	36 584 521	32 415 145

4.7. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Au 31 décembre	Produits			Charges		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Sur opérations de gestion						
Amendes-pénalités fiscales				37 706	1 703	41 266
Autres ⁽¹⁾		207	-	539 644	2 674 352	424 700
Sur opérations en capital						
Cession d'immo incorporelles						
Cession d'immo corporelles		20 174			19 740	
Cession d'immo financières						
Autres						
Sur opérations exceptionnelles						
Provisions réglementées						
Autres provisions		331 207	25 000			331 207
	-	351 588	25 000	577 349	2 695 795	797 174

⁽¹⁾ en 2009 : dont 357 000 euros relatifs à des indemnités transactionnelles versées au personnel.
en 2010 : dont 2 333 229 euros relatifs aux coûts de réalisation de l'O.P.R.A.
en 2011 : dont 538 000 euros relatifs à des indemnités transactionnelles versées au personnel.

4.8. VENTILATION DE L'IMPÔT SOCIÉTÉ

4-7) Ventilation de l'impôt Société

	Résultat avant impôt	Impôt
RESULTAT COURANT	(5 141 098)	(0)
RESULTAT EXCEPTIONNEL (hors participation)	(577 349)	(9 598 469)
RESULTAT COMPTABLE (hors participation)	(5 718 447)	(9 598 471)

RESULTAT COURANT	(5 141 098)			
Réintégrations	39 234 669			
Déductions	(38 072 544)			
	<u>Base IS =</u>	<u>(3 978 973)</u>	X	
Contribution exceptionnelle				33,33% (1 326 324)
				3,30% -
			Produit intégration fiscale	1 326 324
			IS	(0)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(577 349)			
Réintégrations	39 349			
Déductions	-			
Imputation déficit				
	<u>Base IS =</u>	<u>(538 000)</u>	X	
Contribution exceptionnelle				33,33% (179 333)
				3,30% -
			Produit intégration fiscale	179 333
			IS	(0)
			Intégration fiscale IS ex antérieurs	479 035
			IS sur contrôle fiscal	
			Produit d'intégration fiscale groupe	(10 077 504)
			IS	(9 598 469)

4.9. ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

	Montant
ACCROISSEMENTS	
PROVISIONS REGLEMENTEES	
-amortissements dérogatoires	
- provisions pour hausse des prix	
- provisions pour fluctuation des cours	
AUTRES	
-Intérêts sur prêts	
- Ecart de conversion actif	
- Divers provisions pour risques	
TOTAL DES ACCROISSEMENTS	0
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	
- pour congés payés	
- participation des salariés	
- contribution sociale de solidarité	8 574
AUTRES :	
- Divers provisions pour risques	
- Ecart de conversion passif	
- Provision pour perte de change latente	
- Amortissements économiques excédentaires	
- Provisions pour dépréciation des titres de participation	
TOTAL DES ALLEGEMENTS	8 574

Les allègements mentionnés ci-dessus concernent les bases d'impôt.

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1 INFORMATIONS SUR LES POSTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Participations	255 873 991
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	16 984
Créances clients et comptes rattachés	1 443 335
Autres créances	93 697 119
Emprunts et dettes financières	13 980 399
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247
Autres dettes	147 025
Produits de participation	40 067 389
Autres produits financiers	6 352 954
Charges financières	54 072 709

Sont considérées comme entreprises liées, toutes les sociétés du groupe, françaises et étrangères, quel que soit le pourcentage du capital détenu.

5.2. CHARGES À PAYER – PRODUITS À RECEVOIR

5.2.1 Charges à payer

<i>Au 31 décembre</i>	2011	2010	2009
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit	762	1 621	1 410
Emprunts et dettes financières	601 696	58 529	1 176 780
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	511 818	1 827 812	1 782 002
Dettes fiscales et sociales	1 241 984	1 251 971	1 361 088
Autres dettes	305 449	89 948	-
	2 661 710	3 229 881	4 321 281

5.2.2 Produits à recevoir

<i>Au 31 décembre</i>	2011	2010	2009
Autres immobilisations financières			
Créances clients et comptes rattachés	1 450 235	1 520 093	2 498 797
Autres créances	1 703 035	1 436 328	7 241 261
	3 153 269	2 956 421	9 740 058

5.2.3. Charges constatées d'avance

<i>Au 31 décembre</i>	2011	2010	2009
Exploitation	1 008	-	-
Financier	-	-	-
	1 008	-	-

6. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.



COMPTES CONSOLIDÉS

I - Bilan consolidé	61
II - Compte de résultat consolidé	62
III - Etat du résultat global consolidé	63
IV - Tableau de flux de trésorerie consolidé	64
V - Tableau de Variation des capitaux propres consolidés	65
VI - Notes annexes aux états financiers	66

I. BILAN CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2011	31/12/2010
ACTIF			
Goodwill	3	4 197	4 454
Immobilisations incorporelles	4	259 768	263 524
Immobilisations corporelles	5	277 491	290 664
Participations dans les entreprises associées	7	1 558	1 800
Actifs financiers non courants	8	20 658	19 739
Actifs d'impôts différés	25	17 532	13 826
Total des Actifs non courants		581 204	594 008
Stocks et en-cours	9	201 969	218 464
Avances et acomptes versés		4 208	6 315
Créances clients	10	88 597	71 320
Autres créances	11	18 235	21 838
Actifs d'impôts exigibles		1 927	4 355
Charges constatées d'avance	12	17 887	15 068
Instruments dérivés actifs	16.8	8 145	1 972
Trésorerie et équivalents trésorerie	13	87 461	67 449
Total des Actifs Courants		428 429	406 781
Actifs détenus en vue d'être cédés	28	2 382	-
TOTAL ACTIF		1 012 015	1 000 790
PASSIF			
Capital social		12 169	12 169
Ecart de réévaluation	14.5	209 187	222 318
Réserves		53 460	33 074
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		274 816	267 561
Capitaux propres - Part revenant aux intérêts non contrôlés		40 909	32 360
Capitaux propres de l'ensemble		315 725	299 921
Provisions pour risques et charges non courantes	15	14 268	13 122
Emprunts et dettes financières à long terme	16	212 139	217 277
Passifs d'impôts différés	25	101 476	107 776
Total des Passifs non courants		327 883	338 175
Provisions pour risques et charges courantes	15	7 425	8 993
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		192 084	226 724
Passifs d'impôt exigible		1 487	4 762
Dettes sociales et fiscales		62 743	57 799
Autres dettes	17	41 585	37 029
Instruments dérivés passifs	16.8	4 696	5 688
Crédits à court terme et banques	16	55 845	21 698
Total des Passifs courants		365 865	362 694
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	28	2 542	-
TOTAL PASSIF		1 012 015	1 000 790

II - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2011	2010*
Chiffre d'affaires		1 184 068	1 127 116
Coût des ventes		(499 939)	(460 059)
Marge Brute	18	684 129	667 057
Coûts de distribution		(595 963)	(562 314)
Charges administratives		(51 465)	(50 944)
Autres Produits et (charges) d'exploitation	22	4 828	(1 022)
Résultat Opérationnel Courant		41 529	52 777
Autres produits et (charges) opérationnels	24	(7 005)	(5 452)
Résultat Opérationnel		34 525	47 325
Coût de la dette financière nette		(11 558)	(9 198)
Autres Produits et (Charges) financiers		(4 086)	631
Résultat Financier	25	(15 644)	(8 567)
Charges d'impôt	26	(4 560)	(10 140)
Quote-part des résultats dans des entreprises associées	7	(242)	(2 171)
Résultat des activités poursuivies		14 079	26 447
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	28	(2 827)	(1 867)
Résultat Net de l'ensemble consolidé		11 252	24 579
<i>dont part du résultat net attribuable aux :</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe		5 980	17 963
- Intérêts non contrôlés		5 272	6 617
Résultat par action (euros)			
Part attribuable au Propriétaire de la société mère du Groupe	27		
- Résultat de base par action		0,541	1,786
- Résultat dilué par action		0,541	1,786

(*) Le compte de résultat publié au 31 décembre 2010 a été retraité rétrospectivement pour prendre en compte l'application de la norme IFRS 5 sur les activités lingerie en Italie. Par ailleurs la composante "produit/charge financier net" des engagements d

III - ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2011	2010
Résultat Net de l'ensemble consolidé		11 252	24 579
Ecart de conversion		9 473	7 953
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		4 751	(2 845)
Réévaluation des immobilisations		(8 001)	27 777
Profits (Pertes) actuariels des régimes à prestations définies		(886)	(17 452)
Impôts sur les autres éléments du résultat global		1 098	(2 422)
Total des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	14.6	6 434	13 012
Résultat global total		17 686	37 591
Dont part du Groupe		10 201	29 102
Dont part des intérêts non contrôlés		7 484	8 489

IV - TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2011	2010*
Résultat net des activités poursuivies		14 079	26 447
Quote part dans résultat sociétés en équivalence		242	2 171
Dotations aux amortissements		48 277	44 515
Dotations aux provisions		15 108	11 512
Reprises sur provisions		(8 440)	(5 820)
Valeur nette comptable des immobilisations cédées		7 564	6 957
Produit de cession des éléments d'actif cédés		(9 568)	(3 810)
Autres produits et charges calculés		3 509	622
Capacité d'autofinancement		70 771	82 594
Charges et produits d'intérêts financiers		11 558	9 198
Dividendes reçus		-	0
Charge nette d'impôt		4 560	10 140
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		86 889	101 932
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (**)		(19 391)	(11 671)
Impôts sur le résultat payés		(13 473)	(9 150)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		54 025	81 112
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(57 810)	(54 565)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		9 529	4 007
Acquisitions de filiales		0	0
Cessions de filiales		0	0
Acquisitions d'autres immobilisations financières		(1 647)	(2 056)
Cessions d'autres immobilisations financières		715	1 344
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements		(49 213)	(51 271)
Augmentation de capital de la société Etam Développement		0	466
Augmentations de capital des filiales souscrites par les minoritaires		0	0
Autres opérations avec les actionnaires		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société Etam Développement		(1 636)	(1 628)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées		0	0
Achats d'actions propres		0	(101 551)
Emission d'emprunts		65 828	98 807
Remboursement d'emprunts		(42 277)	(8 557)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières		0	(13)
Intérêts versés		(11 558)	(9 198)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		10 357	(21 674)
Flux nets avec les actifs détenus en vue de la vente		(581)	(1 114)
Incidence des variations de cours de change		2 344	2 996
Variation nette de la trésorerie		16 932	10 049
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture de l'exercice		65 862	55 813
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture de l'exercice	13	82 392	65 862
(**) Détail de la variation du fonds de roulement lié à l'activité			
Créances clients (actif)		(12 322)	(5 188)
Stocks (actif)		23 709	(51 903)
Autres créances (actif)		789	(4 143)
Dettes fournisseurs (passif)		(38 860)	42 898
Dettes sociales et fiscales (passif)		6 165	3 578
Autres passifs courants		1 128	3 088
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(19 391)	(11 671)

(*) Le tableau des flux de trésorerie publié au 31 décembre 2010 a été retraité rétrospectivement pour prendre en compte l'application de la norme IFRS 5 sur les activités lingerie en Italie. Par ailleurs la composante "produit/charge financier net" des e

V- TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	Capitaux propres		
						Total Groupe ETAM	Intérêts non contrôlés	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2009	10 768 463	16 416	62 825	116 262	145 197	340 700	23 871	364 571
Augmentation de capital Etam Développement	50000	76	389			466		466
Actions propres	(2 835 916)	(4 323)	(63 214)	(34 014)		(101 551)		(101 551)
Dividendes distribués				(1 628)		(1 628)		(1 628)
Résultat de l'exercice				17 963		17 963	6 617	24 579
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global					11 139	11 139	1 872	13 011
Résultat Net et gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		0	0	17 963	11 139	29 101	8 489	37 591
Variations de périmètre						0		0
Autres variations				473		473	0	473
Capitaux propres au 31 décembre 2010	7 982 547	12 169	0	99 055	156 336	267 560	32 360	299 920
Dividendes distribués				(1 636)		(1 636)		(1 636)
Résultat de l'exercice				5 980		5 980	5 272	11 252
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global					4 221	4 221	2 213	6 434
Résultat Net et gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		0	0	5 980	4 221	10 201	7 484	17 686
Paiements fondés sur les actions				(1 064)		(1 064)	1 064	0
Autres variations				(245)		(245)		(245)
Capitaux propres au 31 décembre 2011	7 982 547	12 169	0	102 090	160 557	274 816	40 909	315 725

VI - NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Note	Page	Note	Page
1 Informations générales	67	19 Charges par nature	118
2 Résumé des principales méthodes comptables	67	20 Paiement sur la base d'actions	118
3 Goodwill	90	21 Dotations et reprises de dépréciations et pertes de valeur	118
4 Immobilisations incorporelles	90	22 Autres produits et charges d'exploitation	118
5 Immobilisations corporelles	92	23 Calcul de l'EBITDA	119
6 Test de dépréciation des actifs non financiers	93	24 Autres produits et charges opérationnels	119
7 Participation dans les entreprises associées	95	25 Résultat financier	120
8 Actifs financiers non courants	96	26 Impôts	121
9 Stocks	96	27 Résultat par action	125
10 Clients	97	28 Actifs détenus en vue de la vente; activités arrêtées, cédées ou en cours de cession	126
11 Autres créances	98	29 Transactions avec les parties liées	129
12 Charges constatées d'avance	98	30 Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers	131
13 Trésorerie nette	98	31 Faits exceptionnels et litiges	132
14 Capitaux propres	99	32 Cours des devises	132
15 Provisions pour risques et charges	104	33 Honoraires des commissaires aux comptes	132
16 Endettement financier	109	34 Périmètre du Groupe	133
17 Autres dettes	114	35 Evènements post clôture	133
18 Information sectorielle	115		

NOTE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES

ETAM Développement SCA (la «Société») et ses filiales (constituant ensemble «le Groupe») conçoivent, distribuent et commercialisent les produits de la mode féminine (prêt-à-porter, lingerie et accessoires) au travers d'un réseau de 4 635 magasins dans plus de 40 pays à l'enseigne de ses différentes marques. Chaque marque conçoit ses collections et fait appel à un réseau de sous-traitants et d'industriels du textile dans le monde entier. Le Groupe s'adresse aux femmes au travers de trois marques distinctes et complémentaires - ETAM, 1.2.3 et Undiz - et couvre la majeure partie du marché de l'habillement féminin, en termes d'âge et de gamme de prix.

ETAM Développement SCA est une société en commandite par actions et domiciliée en France. Son siège social est situé à Paris, 67-73, rue de Rivoli 75001.

L'action Etam Développement est cotée depuis le 20 juin 1997, sur le Compartiment B de Nyse Euronext.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, établis en milliers d'euros, comprennent la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint. Ils ont été présentés au conseil de surveillance et ont été arrêtés par la gérance le 17 avril 2012. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 mai 2012.

NOTE 2 - RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés et d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

NOTE 2.1. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des droits au bail et assimilés, des terrains et constructions, réévalués, des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, et des instruments dérivés.

Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent notamment les tests de dépréciation, les impôts différés et les provisions pour engagements de retraite des salariés.

Note 2.1.1 Référentiel IFRS appliqué

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2011

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2011 sont entrés en vigueur sans avoir d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2011. Il s'agit principalement de :

- La version révisée de la norme IAS 24 « Information relative aux parties liées ». Cette révision a eu pour principaux objectifs :
 1. de préciser la définition d'une partie liée et,
 2. d'alléger les informations à fournir par les entreprises publiques qui ne sont plus obligées de fournir le détail de leurs transactions avec l'Etat et avec les autres entreprises publiques ;
- L'amendement de la norme IAS 32 « Instruments financiers : Présentation » relatif au classement des droits de souscription. Selon cet amendement, les droits de souscription d'actions à prix fixe, dès lors qu'ils sont octroyés à l'ensemble des porteurs d'une même classe d'actions et au prorata des droits de chacun, sont considérés comme des opérations entre actionnaires, même si leur prix d'exercice est libellé dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Dans ces conditions, ces droits doivent en conséquence être enregistrés comme des instruments de capitaux propres ;
- L'amendement de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », relatif à l'information à fournir sur la variation des autres éléments du résultat global. Cet amendement précise que le rapprochement entre la valeur comptable en début et en fin de période de chaque catégorie des autres éléments du résultat global peut être présenté, soit dans l'état de variation des capitaux propres, soit dans les notes annexes. Le Groupe a choisi de présenter ce rapprochement dans les notes annexes ;
- L'amendement de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », relatif à l'information à fournir sur les événements et les transactions significatives. Selon IAS 34, cet amendement renforce les informations à fournir dans les états financiers intermédiaires en se concentrant sur les événements et transactions significatifs de la période ;
- L'amendement de la norme IFRS 7 « Instruments financiers, Informations à fournir » Cet amendement apporte des clarifications au titre des informations à fournir sur les éléments suivants :
 1. les risques : un nouveau paragraphe est inséré afin de souligner la pertinence d'une présentation conjointe des informations qualitatives et quantitatives, qu'elles soient issues du reporting interne ou qu'il s'agisse d'informations minimales ;
 2. les garanties reçues : il est dorénavant nécessaire de chiffrer l'impact financier, et non plus seulement d'en donner une description ;
 3. l'obligation de donner une information quantitative minimale : la référence à la matérialité est supprimée ;
 4. les informations obligatoires : des allègements au titre d'informations difficiles à suivre ont été apportés. Ne sont ainsi plus requises les informations suivantes :
 - a. l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit pour les actifs et expositions hors bilan, lorsque les montants comptabilisés pour ces instruments représentent déjà l'exposition maximale au risque de crédit ;
 - b. la valeur nette comptable des actifs qui auraient été en souffrance (« past due ») ou dépréciés s'ils n'avaient pas été renégociés ;
 - c. pour les actifs en souffrance ou dépréciés, la juste valeur des garanties ou de tout autre rehaussement de crédit détenus ;

- L'interprétation IFRIC 13 « Programme de fidélisation clients ». Cet amendement clarifie le guide d'application relatif à la détermination de la juste valeur des avantages accordés dans le cadre d'un achat initial. Il est confirmé que cette juste valeur doit prendre en compte le montant des réductions ou des avantages sur le même achat futur qui seraient accordés à un client qui n'aurait pas effectué cet achat initial avec prise en compte de la proportion attendue des déchéances futures ;
- L'amendement de l'interprétation IFRIC 14 « Paiements d'avance d'exigences de financement minimal ». Cet amendement vise à clarifier la comptabilisation des paiements volontaires d'avance faits dans le cadre d'un régime à prestations définies pour lequel il existe une obligation de financement minimum ;
- L'interprétation IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ». Selon IFRIC 19, si un gain ou une perte est constaté lors de l'extinction d'une dette financière par l'émission d'instruments de capitaux propres de l'entité, ce gain ou cette perte doit être comptabilisé en résultat. Le montant du gain ou de la perte comptabilisé en résultat est égal à la différence entre la valeur comptable de la dette financière éteinte et la contrepartie payée correspondant à la juste valeur des instruments de capitaux propres émis.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas anticipé de normes, d'amendements de normes et d'interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2011.

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire postérieurement à 2011

Les normes applicables au Groupe à compter du 1er janvier 2013 (sous réserve d'adoption par l'Union européenne) sont les suivantes :

Les normes sur la consolidation

- La norme IFRS 10 « Etats Financiers Consolidés ». Cette norme propose un nouveau modèle du contrôle pour toutes les entités (entités classiques et entités ad hoc). Elle remplace la norme IAS 27 (sur la partie comptes consolidés) et l'interprétation SIC 12 (entités ad hoc).
- La norme IFRS 11 « Partenariats ». Cette norme supprime l'intégration proportionnelle pour la comptabilisation des joint-ventures. En conséquence, pour les joint-ventures, seule la méthode de la mise en équivalence sera désormais possible. Toutefois, pour les joint operations une sorte d'intégration proportionnelle sera applicable. Elle remplace la norme IAS 31 (« Participations dans les coentreprises »).
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». Cette norme regroupe l'ensemble des informations à fournir pour chaque type de participation (filiales, accords conjoints, entités associées) et en requiert de nouvelles notamment sur certaines entités non consolidées.

Les impacts éventuels de ces textes sont en cours d'évaluation.

Autres normes, amendements et interprétations

- L'amendement de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », relatif à l'information à fournir sur la variation des autres éléments du résultat global. Cet amendement introduit notamment la nécessité de distinguer au sein des autres éléments du résultat global (éléments constitutifs des capitaux propres) ceux qui seront ultérieurement reclassés en résultat net et ceux qui ne le seront pas.

L'application de cet amendement de la norme IAS 1 aura un impact de présentation dans les états financiers du Groupe.

- les amendements de la norme IAS 19 relative aux engagements en matière d'avantages au personnel, prévoyant notamment la reconnaissance immédiate des écarts actuariels en capitaux propres, et le calcul du rendement des actifs financiers selon le taux d'actualisation utilisé pour valoriser l'engagement, et non selon le taux de rendement attendu.

Le Groupe applique déjà la méthode de reconnaissance immédiate et totale des écarts actuariels en capitaux propres (voir note 2.19.). Le calcul du rendement des actifs financiers selon le taux d'actualisation utilisé pour valoriser l'engagement ne devrait pas avoir d'impact significatif dans les états financiers du Groupe.

NOTE 2.2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Note 2.2.1. Filiales

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité ou lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes sont également éliminées pour les actifs cédés et elles sont considérées comme un indicateur de perte de valeur.

Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Note 2.2.2. Entreprises associées

Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition (voir la Note 7).

La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé et sa quote-part dans les autres éléments du résultat global postérieurement à l'acquisition est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé des variations postérieures à l'acquisition. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance, représentative d'un intérêt à long-terme, non garantie, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro. Le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

Les gains sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence en proportion de la participation du Groupe dans les

entreprises associées. Les pertes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

Note 2.2.3. Coentreprises

Les coentreprises sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint. Le contrôle conjoint pouvant exister dans le cadre d'un accord contractuel de partage d'une activité économique lorsque les décisions stratégiques, financières et opérationnelles nécessitent le consentement mutuel des parties partageant le contrôle, les intérêts du Groupe sont comptabilisés suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

Note 2.2.4. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises, dans les cas où le Groupe obtient le contrôle d'une ou plusieurs autres activités, sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les regroupements antérieurs au 1er janvier 2009 ont été comptabilisés selon les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2008.

Les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1er janvier 2009 sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Si la différence est négative, le profit au titre d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat. Pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter pour une évaluation à la juste valeur des intérêts non contrôlés. Dans ce cas, le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables (méthode du goodwill complet).

Le goodwill est déterminé à la date de prise de contrôle de l'entité acquise et ne fait l'objet d'aucun ajustement ultérieur au-delà de la période d'évaluation.

Les opérations d'acquisition et de cession d'intérêts non contrôlés ne modifiant pas le contrôle sont comptabilisées directement dans les capitaux propres du Groupe.

La comptabilisation d'un regroupement d'entreprises doit être achevée dans un délai de 12 mois après la date d'acquisition. Ce délai s'applique à l'évaluation des actifs et passifs identifiables, de la contrepartie transférée et des intérêts non contrôlés.

NOTE 2.3. INFORMATION SECTORIELLE

Un secteur opérationnel est une composante de l'entité qui s'engage dans des activités susceptibles de lui faire percevoir des produits et de supporter des charges y compris les produits et les charges liés aux transactions avec d'autres composantes de la même entité :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances ;
- et pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

Le Groupe présente son information sectorielle en adéquation avec sa structure de management, à savoir une direction générale exécutive pour l'Europe et une direction générale exécutive pour la Chine, les deux directions rapportant directement à la gérance, qui forme le principal organe de décision du Groupe. Le Groupe ETAM est donc constitué de deux secteurs opérationnels : l'Europe et la Chine.

NOTE 2.4. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVISES

Note 2.4.1. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

Note 2.4.2. Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat, sauf lorsqu'ils sont imputés en autres éléments du résultat global, au titre de couvertures éligibles soit de flux de trésorerie, soit d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Note 2.4.3. Sociétés du Groupe

Les comptes de toutes les entités du Groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste) dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- et toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Lors de la consolidation, les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger et d'emprunts et autres instruments de change désignés comme instruments de couverture de ces investissements sont imputés en autres éléments du résultat global. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en autres éléments du résultat global sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession.

Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

NOTE 2.5. GOODWILL

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Si la différence est négative, le profit au titre d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur de goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill de l'entité cédée.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation des tests de dépréciation. Une unité génératrice de trésorerie correspond à un magasin.

Les unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwill sont affectés sont ceux susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux goodwill

Lors de sa transition aux IFRS, le Groupe n'a pas choisi de retraiter rétrospectivement tous les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 dans son bilan d'ouverture. Pour les acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2004, le goodwill représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

NOTE 2.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Note 2.6.1. Droits au bail et assimilés

Le Groupe a opté pour la méthode comptable de la réévaluation : tous les droits au bail et assimilés sont comptabilisés à leur juste valeur qui correspond à leur valeur de marché.

Les valeurs de marché des droits au bail et assimilés sont déterminées par la direction du Développement du Groupe selon des méthodes couramment utilisées par la profession et faisant référence aux valeurs locatives au m² pondérées, publiées régulièrement par différents organismes spécialisés. Compte tenu des possibles fluctuations du marché, ces évaluations sont effectuées annuellement. Des expertises externes sont effectuées par sondage pour s'assurer de la fiabilité des méthodes utilisées.

Les augmentations de la valeur comptable découlant de la réévaluation des droits au bail et assimilés sont créditées en autres éléments du résultat global et cumulées en capitaux propres sous la rubrique écarts de réévaluation. Les diminutions de la valeur comptable qui viennent réduire des augmentations antérieures d'un même actif sont d'abord imputées aux autres éléments du résultat global, dans la limite de l'écart de réévaluation créditeur antérieurement constaté sur ces actifs; toutes les autres diminutions sont comptabilisées en résultat. Chaque année, le cas échéant, la différence entre l'amortissement fondé sur la valeur comptable réévaluée de l'actif, comptabilisé au compte de résultat, et l'amortissement fondé sur le coût initial de l'actif, est transférée des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués.

Les montants cumulés au titre des amortissements à la date de réévaluation sont déduits des valeurs comptables brutes des actifs et les montants nets sont retraités afin de correspondre aux valeurs réévaluées des actifs.

Les droits au bail et assimilés ont été réévalués pour la première fois au 1er janvier 2004.

La valeur réévaluée de ces actifs est amortie linéairement sur la durée du bail uniquement dans les pays où leur durée de vie est déterminable.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

Pays	Durées
Belgique	9 à 27 ans
Italie	7 à 14 ans
Espagne	7 à 14 ans
Pologne	5 à 10 ans

En France, la durée de vie des droits au bail n'étant pas déterminable, ils ne sont pas amortis. En effet, le droit au bail en France constitue l'un des éléments incorporels qui composent le fonds de commerce. Il se définit comme une somme d'argent que le preneur verse au locataire en place, en vue d'obtenir le titre locatif et de bénéficier des garanties légales qui y sont attachées. C'est donc juridiquement le droit d'être locataire mais également de céder son bail.

Il s'agit d'une spécificité française née du Décret du 30 septembre 1953 qui régit les baux commerciaux et dont le fondement vise la protection du fonds de commerce. Le droit au bail en tant qu'outil de travail se trouve protégé par un décret contraignant pour le bailleur et qui prévoit :

- un bail d'une durée minimum de 9 ans,
- le droit au renouvellement et, à défaut d'une indemnité d'éviction,
- le droit à la fixation d'un prix contrôlé lors du renouvellement du bail ou lors des révisions en cours de contrat,
- le droit à la déspecialisation.

Le droit au renouvellement en France étant acquis, la durée d'utilité d'un droit au bail en France ne peut être déterminée.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation. Les montants liés aux réévaluations antérieures inclus dans les autres éléments du résultat global sont transférés en résultat non distribué.

Note 2.6.2. Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels allant de trois à sept ans.

Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Les coûts directement associés à la production de logiciels qui remplissent l'ensemble des critères imposés par la norme IAS 38, sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles. Les coûts directement associés à la production comprennent les charges liées aux coûts salariaux du personnel ayant développé les logiciels et une quote-part appropriée des frais généraux de production.

Les coûts de développement de logiciels portés à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 3 ans et 7 ans.

Note 2.6.3. Marques et Enseignes

Les marques et les enseignes acquises sont comptabilisées à leur coût, déduction faite du montant cumulé des pertes de valeurs.

Les marques et enseignes ont une durée d'utilité indéterminée.

Les coûts engagés par le Groupe pour défendre ses marques sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

NOTE 2.7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Comptabilisation et évaluation

Note 2.7.1. Ensembles immobiliers

Les terrains et constructions sont rattachés aux magasins, aux entrepôts et aux bureaux. Les terrains et constructions sont comptabilisés à leur juste valeur selon le modèle de la réévaluation, diminuée, pour les constructions, des amortissements.

Les valeurs de marché des ensembles immobiliers sont déterminées par la direction du Développement du Groupe selon des méthodes couramment utilisées par la profession et faisant référence aux valeurs locatives au m² pondérées, publiées régulièrement par différentes revues spécialisées. Compte tenu des possibles fluctuations du marché, ces évaluations sont effectuées tous les trois ans, sauf situations particulières qui seraient liées à une évolution brutale et matérielle d'un marché local. Des expertises externes sont effectuées par sondage pour s'assurer de la fiabilité des méthodes utilisées.

Les augmentations de la valeur comptable découlant de la réévaluation des terrains et constructions sont créditées en autres éléments du résultat global et cumulées en capitaux propres sous la rubrique écarts de réévaluation. Les diminutions de la valeur comptable qui viennent réduire des augmentations antérieures d'un même actif sont d'abord imputées en autres éléments du résultat global, à concurrence du cumul des autres éléments du résultat global antérieurement constatée sur ces actifs. Toutes les autres diminutions sont comptabilisées en résultat. Chaque année, la différence entre l'amortissement fondé sur la valeur comptable réévaluée de l'actif, comptabilisé au compte de résultat, et l'amortissement fondé sur le coût initial de l'actif, est transférée des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués.

Les montants cumulés au titre des amortissements à la date de réévaluation sont déduits des valeurs comptables brutes des actifs et les montants nets sont retraités afin de correspondre aux valeurs réévaluées des actifs.

Les ensembles immobiliers ont été réévalués pour la première fois au 1^{er} janvier 2004.

Note 2.7.2. Agencements magasins et autres immobilisations corporelles

Toutes les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, diminué du montant cumulé des amortissements et des pertes de valeur. Le coût comprend tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée, et donc leur durée d'amortissement, sont significativement différentes.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Coûts ultérieurs

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de manière fiable. La valeur comptable des éléments remplacés est dé-comptabilisée.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire afin de ramener, par constatation d'une charge annuelle constante d'amortissement, le coût de chaque actif (ou son montant réévalué) à sa valeur résiduelle compte tenu de sa durée d'utilité estimée. Les actifs loués sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et celle de leur utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

Immobilisations	Durées
Constructions et leurs composants :	
- Magasins	10 à 33 ans
- Entrepôts	10 à 25 ans
- Siège	10 à 50 ans
Agencements et aménagements des magasins	6 ans 2/3
Installations techniques – Matériel des entrepôts	3 à 20 ans
Matériels informatiques	3 à 7 ans
Mobilier de bureau	6 ans 2/3 et 10 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture. La valeur résiduelle est nulle à la fin de la durée d'utilité de l'actif.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation.

Lorsque des actifs réévalués sont cédés, les montants liés aux réévaluations antérieures inclus dans les autres réserves sont transférés en résultat non distribué.

NOTE 2.8. DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Les actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute.

Par ailleurs, les goodwill et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée (notamment les droits au bail et assimilés) ou qui ne sont pas encore prêts à être mise en service sont en plus soumis à un test annuel de dépréciation systématique.

Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de l'évaluation d'une perte de valeur, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Dans son organisation actuelle, le Groupe a défini le magasin comme unité génératrice de trésorerie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité.

Afin de déterminer la valeur d'utilité d'un actif, le Groupe s'appuie sur des estimations de flux de trésorerie futurs avant impôt générés par l'actif sur une période de sept ans. Cette période correspond à la durée de vie moyenne d'un concept magasin. Les flux de trésorerie au-delà de la cinquième année sont calculés en appliquant un taux de croissance stable ou décroissant aux flux de la cinquième année sans prise en compte d'une valeur terminale. Les flux de trésorerie estimés sont

actualisés en prenant des taux du marché long terme avant impôt qui reflètent les estimations du Groupe de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs.

Pour les actifs non financiers (autres que les goodwill) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture s'il existe un indice que la perte de valeur n'existe plus ou a diminué.

NOTE 2.9. CONTRATS DE LOCATION

Les biens acquis en location-financement et qui transfèrent au Groupe substantiellement la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement sont comptabilisées à l'actif et au passif initialement, pour des montants équivalents à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Ces immobilisations suivent les méthodes et règles d'évaluation, amortissement et dépréciation de la catégorie de biens auxquelles elles sont rattachées. Les dettes correspondantes sont inscrites en dettes financières au passif du bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

Les plus-values générées par les cessions réalisées dans le cadre d'opérations de cessions-bails sont constatées intégralement en résultat au moment de la cession lorsque le bail est qualifié de location simple et dans la mesure où l'opération a été effectuée à la juste valeur.

NOTE 2.10. ACTIFS FINANCIERS

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes :

- actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat,
- prêts et créances,
- et actifs disponibles à la vente.

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. La direction détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale.

Note 2.10.1. Actifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat

Les actifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat sont les actifs financiers détenus à des fins de transaction. Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement dans le but d'être revendu à court terme.

Cette catégorie comprend exclusivement les valeurs mobilières de placement. Ces éléments sont classés en équivalents de trésorerie. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur qui correspond à la valeur de marché à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Note 2.10.2. Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Cette catégorie inclut :

- les créances rattachées à des participations, les prêts "aides à la construction", les autres prêts et créances et les créances clients. Ces éléments figurent en actifs financiers non courants, en créances clients et en autres créances courantes.

Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées initialement au montant de la facture d'origine si le taux d'intérêt effectif a un impact négligeable.

Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû et la part non amortie des coûts d'acquisition. Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

- les dépôts et cautionnements classés en actifs financiers non courants.

Il s'agit des sommes versées aux bailleurs en garantie de loyers. La valeur de ces actifs est réajustée régulièrement lors de la révision des loyers. Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Note 2.10.3. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont évalués à leur juste valeur. Les plus ou moins-values constatées sont comptabilisés en autres éléments du résultat global jusqu'à leur cession. Cependant, lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée est comptabilisée en résultat.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés. Ces éléments sont classés en actifs financiers non courants

NOTE 2.11. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférents dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Le Groupe désigne certains dérivés comme :

- couvertures de la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés (couverture de juste valeur) ; ou
- couvertures d'un risque spécifique associé à un passif comptabilisé ou à une transaction future hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ; ou bien
- couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger (couverture d'un investissement net).

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou passifs courants.

Note 2.11.1. Couverture de juste valeur

Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés qui satisfont aux critères de couverture de juste valeur et sont désignés comme tels, sont comptabilisées au compte de résultat en autres produits et charges financiers, de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert.

Lorsque la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert pour lequel la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée doit être amorti en contrepartie du résultat sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance de l'instrument couvert.

Note 2.11.2. Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels, est comptabilisée en autres éléments du résultat global. Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat en autres produits et charges financiers.

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsqu'une vente prévue faisant l'objet d'une couverture se réalise).

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement constaté en résultat lorsque la transaction prévue est in fine comptabilisée en résultat. Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulée qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat dans les gains et pertes de change.

Note 2.11.3. Instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture et sont comptabilisés à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en gains et pertes de change.

NOTE 2.12. STOCKS

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des produits finis englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs y compris les coûts logistiques jusqu'à l'entrée des produits dans les magasins et les escomptes reçus des fournisseurs. Il ne comprend pas les coûts d'emprunt. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais marginaux de vente.

A chaque clôture (annuelle ou semestrielle), le Groupe déprécie le cas échéant ses stocks, y compris les stocks relatifs à la collection en cours de telle sorte qu'ils soient valorisés à la valeur nette de réalisation. Cette valeur est déterminée en constatant les pertes réelles supportées par le Groupe au cours des périodes de promotions qui suivent chaque fin de saison commerciale, puis en estimant sur la base de ces pertes réelles les pertes restant à courir sur les produits à vendre en magasin et sur les produits à vendre chez des soldeurs.

NOTE 2.13. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat en Autres produits et charges d'exploitation. Lorsqu'une créance est irrécouvrable, elle est dé-comptabilisée en contrepartie de la reprise de la provision pour dépréciation des créances. Les recouvrements de créances précédemment dé-comptabilisées sont crédités dans les Autres produits et charges d'exploitation au compte de résultat.

NOTE 2.14. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « emprunts », en passif courant.

Dans le tableau des flux de trésorerie, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » inclut les variations de juste valeur des actifs présentés en trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les découverts bancaires à court terme.

NOTE 2.15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporelles. Des impôts différés sont constatés au titre des différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf lorsque le calendrier de renversement de ces différences temporelles est contrôlé par le Groupe et qu'il est probable que ce renversement n'interviendra pas dans un avenir proche.

NOTE 2.16. CAPITAL APPORTÉ

Note 2.16.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel.

Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés. Le Groupe n'a aucun plan actif mis en place postérieurement au 7 novembre 2002.

Note 2.16.2. Actions propres

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. Le produit de la cession éventuelle des actions propres, net des effets d'impôt, est comptabilisé directement en capitaux propres, n'affectant pas le résultat de l'exercice.

Note 2.16.3. Capitaux propres

Les capitaux propres comprennent le capital social, les primes d'émission, les résultats non distribués, les écarts de réévaluations, les réserves de conversion et les réserves liées aux couvertures de flux de trésorerie.

Le Groupe n'a pas émis de titres subordonnés qu'il considère comme étant une composante des capitaux propres « ajustés ».

NOTE 2.17. RÉSULTAT PAR ACTION

Le Groupe présente un résultat de base par action et un résultat par action dilué. Ces informations sont également déclinées à partir du résultat des activités poursuivies quand il diffère du résultat net. Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net-part du Groupe de l'exercice, diminué des propositions d'attribution aux associés commandités, par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de l'exercice, ajusté du nombre d'actions ordinaires rachetées ou émises au cours de l'exercice.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période et des actions ordinaires potentielles qui sont converties ou expirées à la date de clôture pour la période pendant laquelle elles étaient en circulation. Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net-part du Groupe diminué des propositions d'attribution aux associés commandités, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant.

Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché.

Les actions propres portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

En cas d'éléments non courants significatifs et de nature à perturber la lisibilité du résultat par action et du résultat dilué par action, un résultat net hors éléments non courants par action est calculé en corrigeant le résultat net – part du Groupe des éléments non courants pour leur montant net d'intérêts non contrôlés. Les éléments non courants pris en compte pour ce calcul correspondent alors à l'ensemble des éléments inclus sur les lignes « autres produits et charges opérationnels » pour leur montant net d'impôt.

Note 2.18. PROVISIONS POUR COÛTS DE RESTRUCTURATION ET POUR ACTIONS EN JUSTICE

Les provisions pour coûts de restructuration et pour actions en justice sont comptabilisées lorsque le Groupe :

- est tenu par une obligation actuelle légale ou implicite découlant d'événements passés ;
- qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Dans le cas des restructurations, une provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé, et que le Groupe a, soit commencé à exécuter ce plan, soit l'a rendu public. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture.

NOTE 2.19. AVANTAGES DU PERSONNEL

Note 2.19.1. Engagements de retraite

Les sociétés du Groupe disposent de différents régimes de retraite. Les régimes sont généralement financés par des cotisations versées à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds administrés et évalués sur la base de calculs actuariels périodiques. Le Groupe dispose de régimes à prestations définies et de régimes à cotisations définies.

Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents. Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en fonction, en général, d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite et assimilés à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs des régimes, ainsi que des ajustements au titre des coûts des services passés non comptabilisés. L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Un actif est comptabilisé pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrats d'assurance) qui présentent un excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations, après déduction des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore comptabilisés en résultat. Un actif net n'est enregistré au bilan du Groupe que dans la mesure où il correspond à un avantage économique futur réellement disponible pour le Groupe sous forme de remboursement en trésorerie ou de réduction des cotisations futures à verser au régime concerné.

Les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles, sont comptabilisés immédiatement et en totalité parmi les autres éléments résultat du résultat global (OCI) et sans possibilité de les recycler en résultat au cours des exercices ultérieurs.

Les coûts au titre des services passés sont immédiatement comptabilisés en résultat, à moins que les modifications du régime de retraite ne soient subordonnées au maintien des employés en activité pendant une période déterminée (la période d'acquisition des droits). Dans ce dernier cas, les coûts au titre des services passés sont amortis de façon linéaire sur cette période d'acquisition des droits.

S'agissant des régimes à cotisations définies, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou facultative. Une fois les cotisations versées, le Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance donne lieu à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

Note 2.19.2. Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite ou lorsqu'un salarié accepte de percevoir des indemnités dans le cadre d'un départ volontaire. Le Groupe comptabilise ces indemnités de fin de contrat de travail lorsqu'il est manifestement engagé soit à mettre fin au contrat de travail de membres du personnel conformément à un plan détaillé sans possibilité réelle de se rétracter, soit à accorder des indemnités de fin de contrat de travail suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités payables plus de 12 mois après la clôture sont ramenées à leur valeur actualisée.

Note 2.19.3. Plans d'intéressement, de primes et autres engagements sociaux

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre des intéressements et des primes, sur la base d'une formule qui tient compte du bénéfice revenant aux actionnaires du Groupe, après certains ajustements. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

Pour les filiales françaises, le Groupe constate un engagement au titre du versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail (Note 15.2)

NOTE 2.20. EMPRUNTS

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement évalués à leur coût amorti. Toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le Groupe dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants.

NOTE 2.21. DÉFINITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

La notion d'endettement financier net utilisée par le Groupe est constituée de l'endettement financier brut diminué de la trésorerie nette.

L'endettement financier brut est constitué des passifs financiers à long terme et court terme, des instruments de couverture de juste valeur inscrits au bilan relatifs aux passifs constitutifs de l'endettement financier brut ainsi que des intérêts courus afférents.

La trésorerie nette est constituée des disponibilités, placements à court terme de moins de trois mois, aisément convertibles en un montant connu de liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur, diminués des découverts bancaires. Les intérêts courus non échus se rapportant aux éléments constitutifs de la trésorerie nette sont intégrés à la trésorerie nette.

NOTE 2.22. FOURNISSEURS

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 2.23. ACTIFS NON COURANTS (OU GROUPES D'ACTIFS) DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente qui font l'objet d'une présentation sur une ligne à part à l'actif et au passif du bilan, sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) est classé en « actif détenu en vue de la vente » seulement si la vente est hautement probable dans un délai inférieur à 12 mois, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente de l'actif a été engagé par la direction.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, qui a été cédée ou qui est détenue en vue de la vente. Les activités abandonnées sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat comprenant le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

NOTE 2.24. PRINCIPES DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Note 2.24.1. Compte de résultat

A compter du 1^{er} janvier 2009, le Groupe a décidé de présenter son compte de résultat consolidé par fonction. Cette présentation est sans effet sur les principales méthodes comptables appliquées par le Groupe.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits finis et revenus des marques après déduction des remises, ristournes et des effets de la fidélisation de la clientèle (carte de fidélité).

Par ailleurs, les sociétés du Groupe peuvent reprendre auprès de leurs clientes et distributeurs les produits invendus ou abîmés. Lorsque cette pratique est établie, les ventes enregistrées sont diminuées d'un montant correspondant à une estimation de ces retours, en contrepartie de la réduction des créances clients et d'une inscription en stocks. Le taux de retour retenu pour l'établissement de ces estimations est calculé sur la base de statistiques.

Coût des ventes

Le coût des ventes englobe le coût de revient des produits vendus déterminé conformément à la note 2.12.

Coûts de distribution

Les coûts de distribution englobent les charges opérationnelles liées principalement au fonctionnement des magasins, des directions commerciales, marketing et des enseignes.

Charges administratives

Les charges administratives représentent l'ensemble des frais liés au fonctionnement des directions générales finance, des ressources humaines et de la gérance.

Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation englobent principalement les dotations nettes aux provisions pour pertes de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles, les plus (ou moins) values sur cessions d'actifs non courants liés à l'exploitation et les revenus immobiliers locatifs.

Autres produits et charges opérationnels

Les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante sont classées en « autres produits et charges opérationnels ».

Elles comprennent notamment :

- les plus ou moins values de cessions ou dépréciations importantes et inhabituelles d'actifs, corporels ou incorporels ;
- les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- les provisions de matérialité très significative.

EBITDA

Le Groupe utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « EBITDA ». Cet indicateur financier correspond au Résultat Opérationnel Courant

- augmenté :
 - o des dotations aux amortissements et pertes de valeurs sur des immobilisations corporelles et incorporelles
 - o des dépréciations des actifs courants
 - o des dotations aux provisions pour risques et charges
 - o des moins values de cessions des immobilisations corporelles et incorporelles
- et diminué :
 - o des reprises de pertes de valeurs sur des immobilisations incorporelles et corporelles
 - o des reprises de provisions sur actifs courants
 - o des reprises de provisions pour risques et charges
 - o des plus values sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles.

Résultat financier

Le poste « résultat financier » est ventilé en :

- Coût de l'endettement financier net qui correspond à la charge d'intérêts sur les dettes financières à long terme et sur les crédits à court terme, diminuée des produits financiers enregistrés sur les placements de trésorerie.
- Un solde intitulé « autres produits et charges financiers » qui comprend les produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du coût de l'endettement financier net, notamment :
 - o Les gains (pertes) de change
 - o La part inefficace des couvertures de flux de trésorerie
 - o La charge d'intérêts liée aux engagements de retraite et assimilés
 - o Les effets de l'actualisation des actifs et passifs financiers.

Charge d'impôt

La charge d'impôt englobe le montant :

- des impôts exigibles sur les bénéfices payables ou recouvrables sur l'exercice ;

- des impôts différés sur les bénéfices payables ou recouvrables au cours d'exercices futurs au titre des différences temporelles et du report en avant des pertes fiscales ou de crédit d'impôt inutilisés ; et
- des impôts sur le résultat conformément à la norme IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables »). Ainsi, les entités françaises enregistrent dans cette rubrique le montant de leur Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) due et introduite par la loi de Finance pour 2010.

Note 2.24.2. Bilan

Les actifs et les passifs sont classés en éléments courants lorsque leur date attendue de recouvrement ou de règlement intervient dans un délai de douze mois à compter de la date d'arrêté comptable ou lorsque le Groupe s'attend à les réaliser ou régler dans le cadre du cycle normal de l'activité.

Note 2.24.3. Informations sectorielles

- Le secteur opérationnel « Europe » regroupe les activités des marques ETAM et 123 exploitées dans les zones suivantes :
 - o La France,
 - o Les autres pays de l'Europe dont les principaux sont : l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, le Benelux, l'Italie, la Pologne et la Suisse.
 La marque ETAM regroupe les activités de lingerie et de prêt-à-porter.
- Le secteur opérationnel « Chine » regroupe toutes les activités des marques du Groupe exploitées en Chine.

NOTE 2.25. IMPACT DES CHANGEMENTS DE CLASSEMENT

Note 2.25.1 Classement de la composante charge financière de la charge de retraite dans le résultat financier

Jusqu'au 31 décembre 2010, la totalité de la charge de retraite était comptabilisée dans le résultat opérationnel.

A compter du 1^{er} janvier 2011, la composante charge financière de la charge de retraite est comptabilisée en résultat financier.

Ce changement de classification a été retenu afin d'améliorer l'information donnée aux utilisateurs des états financiers. Ainsi, le résultat opérationnel ne sera plus affecté par la charge de désactualisation de la dette actuarielle et le produit financier au titre des actifs de régime.

Ce changement de classification est sans effet sur les capitaux propres.

Au compte de résultat, les charges administratives ont été minorées de 525 milliers d'euros et les autres charges financières dans le résultat financier augmentées à due concurrence au 31 décembre 2010.

L'information comparative retraitée est présentée dans la note 2.25.2

Note 2.25.2. Retraitement de l'information comparative

Le changement de classification de la charge de retraite, sans impact dans les capitaux propres d'ouverture, a été appliqué de façon rétrospective au 31 décembre 2010, conformément aux dispositions de la norme IAS 8. Les informations comparatives présentées ont été retraitées.

Le Groupe a décidé de céder l'activité lingerie en Italie qui représente une ligne d'activité principale et distincte pour le Groupe. Conformément à IFRS 5 – « Actifs non courants détenus en de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de cette activité sont présentés au bilan sur les lignes Actifs détenus en vue d'être cédés et Passifs détenus en vue d'être cédés, tandis que les produits et charges afférents sont présentés au compte de résultat sur la ligne Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession. Le détail de ces lignes est fourni dans la Note 28.

Par ailleurs, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie de la période comparative ont été retraités afin de refléter cette nouvelle classification.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2010

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2010 retraité	<i>IFRS 5</i>	<i>IAS 19</i>	2010 publié
Chiffre d'affaires		1 127 116	(7 426)		1 134 541
Coût des ventes		(460 059)	2 973		(463 031)
Marge Brute		667 057	(4 453)	0	671 510
Coûts de distribution		(562 314)	5 867		(568 181)
Charges administratives		(50 944)	319	525	(51 788)
Autres Produits et (charges) d'exploitation		(1 022)	388		(1 410)
Résultat Opérationnel Courant		52 777	2 121	525	50 132
Autres produits et (charges) opérationnels		(5 452)	0		(5 452)
Résultat Opérationnel		47 325	2 121	525	44 679
Coût de la dette financière nette		(9 198)	0		(9 198)
Autres Produits et (Charges) financiers		631	54	(525)	1 102
Résultat Financier		(8 567)	54	(525)	(8 096)
Charges d'impôt		(10 140)	(307)	0	(9 833)
Quote-part des résultats dans des entreprises associées		(2 171)	0		(2 171)
Résultat des activités poursuivies		26 447	1 867	0	24 579
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		(1 867)	(1 867)		0
Résultat Net de l'ensemble consolidé		24 579	0	0	24 579
<i>dont part du résultat net attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe		17 963	0	0	17 963
- Intérêts non contrôlés		6 617	0		6 617

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2010

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2010 retraité	IFRS 5	2010 publié
Résultat net des activités poursuivies		26 447	1 867	24 579
Quote part dans résultat sociétés en équivalence		2 171		2 171
Dotations aux amortissements		44 515	(1 578)	46 093
Dotations aux provisions		11 512	(412)	11 924
Reprises sur provisions		(5 820)	359	(6 179)
Valeur nette comptable des immobilisations cédées		6 957	(240)	7 197
Produit de cession des éléments d'actif cédés		(3 810)	3	(3 812)
Autres produits et charges calculés		622		622
Capacité d'autofinancement		82 594	(1)	82 595
Charges et produits d'intérêts financiers		9 198		9 198
Dividendes reçus		-		0
Charge nette d'impôt		10 140	307	9 833
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		101 932	306	101 626
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (**)		(11 671)	448	(12 119)
Impôts sur le résultat payés		(9 150)	63	(9 213)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		81 112	818	80 294
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(54 565)	307	(54 872)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		4 007	(3)	4 009
Acquisitions de filiales		0		0
Cessions de filiales		0		0
Acquisitions d'autres immobilisations financières		(2 056)		(2 056)
Cessions d'autres immobilisations financières		1 344	(8)	1 352
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements		(51 271)	296	(51 567)
Augmentation de capital de la société Etam Développement		466		466
Augmentations de capital des filiales souscrites par les minoritaires		0		0
Autres opérations avec les actionnaires		0		0
Dividendes versés aux actionnaires de la société Etam Développement		(1 628)		(1 628)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées		0		0
Achats/Cessions d'actions propres		(101 551)		(101 551)
Emission d'emprunts		98 807		98 807
Remboursement d'emprunts		(8 557)		(8 557)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières		(13)		(13)
Intérêts versés		(9 198)	0	(9 198)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		(21 674)	0	(21 674)
Flux nets avec les actifs détenus en vue de la vente		(1 114)	(1 114)	0
Incidence des variations de cours de change		2 996		2 996
Variation nette de la trésorerie		10 049	0	10 049
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture de l'exercice		55 813		55 813
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture de l'exercice		65 862		65 862
(**) Détail de la variation du fonds de roulement lié à l'activité				
Créances clients (actif)		(5 188)	196	(5 384)
Stocks (actif)		(51 903)	(44)	(51 859)
Autres créances (actif)		(4 143)	(120)	(4 023)
Dettes fournisseurs (passif)		42 898	47	42 851
Dettes sociales et fiscales (passif)		3 578	31	3 547
Autres passifs courants		3 088	339	2 749
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(11 671)	448	(12 119)

NOTE 2.26. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

A l'exception de la fusion-absorption de la société 123GmbH par Etamil GmbH en Allemagne, et de Financière Castères SAS par Etam SAS en France, le Groupe n'a pas enregistré d'autre évolution de son périmètre au cours de l'exercice 2011.

NOTE 3 - GOODWILL

Goodwill en valeurs nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Goodwill	12 292	8 095	4 197	4 454
Total	12 292	8 095	4 197	4 454

Goodwill : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
A l'ouverture de l'exercice	12 549	8 095	4 454
Variations	(257)		(257)
TOTAL à la clôture	12 292	8 095	4 197

Les goodwill concernent uniquement le secteur opérationnel Europe. La méthodologie des tests de dépréciation est décrite en note 2.8 et les hypothèses retenues sont présentées en note 6.1.2
Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau de chaque magasin.

NOTE 4 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs brutes	Amortissements/ dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Droit au bail et assimilés	258 433	6 230	252 203	254 883
Logiciels	36 310	30 800	5 510	6 259
Marques et licences	1 178	-	1 178	1 178
Autres immobilisations incorporelles	1 246	369	877	1 204
TOTAL	297 167	37 399	259 768	263 524

Immobilisations incorporelles : variations de l'exercice

Valeurs brutes

<i>(en milliers d'euros) :</i>	Droit au bail et assimilés			Logiciels	Marques et licences	Autres immobilisations incorporelles
	France	Autres pays Européens	Total			
A l'ouverture de l'exercice	238 647	23 647	262 294	34 504	1 178	1 452
Acquisitions	11 291	0	11 291	1 207	0	477
Réévaluations créditées/débitées directement dans capitaux propres	(8 876)	(697)	(9 573)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	(2 522)	0	(2 522)	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	804	(5)	799	0	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	(2 474)	(2 474)	0	0	0
Cession et mises hors services	(1 181)	(440)	(1 621)	(4)	0	0
Effets de variations de change	0	(61)	(61)	82	0	0
Autres variations	248	52	300	521	0	(683)
TOTAL à la clôture	238 411	20 022	258 433	36 310	1 178	1 246

Amortissements et pertes de valeurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	Droit au bail et assimilés			Logiciels	Marques et licences	Autres immobilisations incorporelles
	France	Autres pays Européens	Total			
A l'ouverture de l'exercice	0	7 411	7 411	28 245	0	248
Amortissements comptabilisés au cours de la période	0	2 059	2 059	2 522	0	121
Réévaluations créditées/débitées directement dans capitaux propres	0	(2 055)	(2 055)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	0	0	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0	(25)	(25)	0	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	(697)	(697)	0	0	0
Cessions et mises hors services	0	(440)	(440)	(4)	0	0
Effets de variations de change	0	(9)	(9)	37	0	0
Autres variations	0	(14)	(14)	0	0	0
TOTAL à la clôture	0	6 230	6 230	30 800	0	369

Valeurs nettes des immobilisations incorporelles par nature au coût historique

Le tableau ci-dessous indique les montants des immobilisations incorporelles nettes par nature si celles-ci étaient maintenues à leur coût historique (concerne les droits au bail et assimilés).

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Droits au bail & assimilés	133 180	124 534
Logiciels	5 510	6 259
Marques & licences	1 178	1 178
Autres immobilisations incorporelles	877	1 204
TOTAL immobilisations incorporelles	140 746	133 175

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011		Valeurs Nettes	2010
	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations		Valeurs Nettes
Terrains	49 156	0	49 156	49 252
Constructions	188 458	41 454	147 004	151 629
Agencements magasins	241 770	174 951	66 819	76 231
Installations techniques, matériels et outillages industriels	18 833	16 407	2 426	2 713
Autres immobilisations corporelles et en cours	40 732	28 646	12 086	10 839
Total immobilisations corporelles	538 949	261 458	277 491	290 664

Immobilisations corporelles : variations de l'exercice

Valeurs brutes

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains & constructions	Agencements magasins	Installations techniques, matériel & outillage	Autres immobilisations et en-cours
A l'ouverture de l'exercice	241 250	224 079	18 591	37 701
Acquisitions	4 435	17 117	269	19 701
Réévaluations créditées (débitées) directement dans les capitaux propres	(1 184)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	(95)	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	(144)	0	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	(19)	(1 872)	(0)	(136)
Cessions et mises hors service	(7 377)	(17 347)	(99)	(282)
Effets de variations de change	0	3 787	33	748
Autres variations	748	16 006	40	(17 001)
TOTAL à la clôture	237 614	241 770	18 833	40 732

Amortissements et pertes de valeurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains & constructions	Agencements magasins	Installations techniques, matériel & outillage	Autres immobilisations et en-cours
A l'ouverture de l'exercice	40 369	147 848	15 878	26 862
Amortissements comptabilisés au cours de la période	6 819	34 260	615	1 880
Réévaluations créditées (débitées) directement dans les capitaux propres	(1 431)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	8 220	4	49
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	(1 092)	(1 898)	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	(15)	(778)	0	(106)
Cessions et mises hors service	(3 250)	(15 107)	(90)	(269)
Effets de variations de change	(0)	2 421	23	280
Autres variations	55	(14)	(23)	(50)
TOTAL à la clôture	41 454	174 951	16 407	28 646

Valeurs nettes des immobilisations corporelles par nature au coût historique

Le tableau ci-dessous indique les montants des immobilisations corporelles nettes par nature s'ils étaient maintenus à leur coût historique (concerne les terrains et constructions) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Terrains et constructions	105 997	108 912
Agencements magasins	66 819	76 231
Installations techniques, matériel et outillage	2 426	2 713
Autres immobilisations corporelles et en-cours	12 105	10 839
TOTAL immobilisations corporelles	187 347	198 695

Immobilisations corporelles en location-financement

Le tableau ci-dessous indique la part des immobilisations corporelles du Groupe acquis en vertu de contrats de location financement.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs Brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Terrains	23 940	0	23 940	23 946
Constructions	73 815	4 436	69 379	72 889
Installations techniques, matériel et outillage	23	23	0	1
Autres immobilisations corporelles et en-cours	4 079	4 058	21	273
TOTAL Immobilisations en location-financement	101 857	8 517	93 340	97 109

NOTE 6 - TEST DE DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les principes de dépréciation des actifs non financiers sont détaillés dans la Note 2.8.

NOTE 6.1 HYPOTHESES RETENUES POUR LES TESTS DE DÉPRÉCIATION

Pour le calcul de la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie, le taux d'actualisation avant impôt appliqué aux projections de flux de trésorerie est de 9,23% en 2011 et de 9,84% en 2010.

Les taux de progression des flux de trésorerie attendus sont déterminés pour chaque secteur opérationnel puis adaptés par activité composant ledit secteur opérationnel.

Note 6.1.1. Test de dépréciation des agencements magasins

Les tests de dépréciation réalisés par la méthode des flux de trésorerie actualisés générés par les magasins portent sur des agencements et aménagements de concept des magasins, c'est-à-dire sur la catégorie des actifs qui ne sont pas évalués selon la méthode comptable de la réévaluation. Pour ces tests, les flux de trésorerie sont estimés sur une période explicite de 7 ans. Aucune valeur terminale n'est prise en compte.

La variation de 100 points du taux d'actualisation utilisé, n'a pas d'impact significatif dans les états financiers du Groupe.

Note 6.1.2. Test de dépréciation des goodwill

Pour tester les goodwill affectés à chaque unité génératrice de trésorerie, le Groupe a retenu un taux de croissance à l'infini des flux de trésorerie, au-delà de la période de 7 ans, de 2%. Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les goodwill par le Groupe au 31 décembre 2011.

La variation de 100 points du taux d'actualisation utilisé, n'a pas d'impact significatif dans les états financiers du Groupe.

Note 6.1.2.3. Dépréciation exceptionnelle des agencements et installations du magasin Rivoli

Le Groupe a acté une perte de valeur sur les actifs du magasin ETAM de la rue Rivoli traduisant un changement dans sa politique de communication et une évolution défavorable des conditions de marché dans l'environnement géographique proche.

Pour la marque ETAM, le défilé annuel du mois de janvier-février devient le vecteur principal de sa communication avec des retombées médiatiques considérables dans la presse et sur internet et une utilisation des images en magasin.

Le Flagship du 67-73 rue de Rivoli, 75001 Paris, continue toutefois de remplir un rôle unique de vitrine, en plein cœur de Paris, des 4 enseignes que sont ETAM Lingerie, ETAM Prêt-à-porter, 1.2.3 et Undiz.

A ce facteur propre à l'évolution de la communication du Groupe viennent s'ajouter des facteurs récents liés spécifiquement au magasin du 67-73 rue de Rivoli tels que la baisse de la fréquentation et la sous utilisation de la superficie commerciale du site.

Enfin s'ajoutent des facteurs négatifs sur la commercialité du site pour une période à venir de quelques années notamment le chantier majeur de la Samaritaine et la rénovation de la galerie commerçante du Forum des Halles, deuxième de France après La Défense, dont la réouverture est prévue en 2018.

Ces éléments sont de nature non récurrente et significatifs au niveau de la performance consolidée du Groupe.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de la valeur d'utilité sont les suivantes :

- projections de flux de trésorerie futurs attendus établies sur la base des budgets et plans à moyen terme sur un horizon de cinq ans ;
- un taux de croissance perpétuelle d'un flux normatif annuel égal à 0,5% pour le calcul de la valeur terminale et,
- un taux d'actualisation avant impôt appliqué aux projections de trésorerie de 9,23%

Les résultats du test de dépréciation ont amené le Groupe à comptabiliser une perte de valeur de 5 062 milliers d'euros sur les agencements, installations travaux de gros-œuvre du magasin ETAM de la rue Rivoli.

La variation de 50 points du taux de croissance utilisé pour extrapoler les projections de flux de trésorerie à l'infini n'a pas d'impact significatif sur le montant de la perte de valeur comptabilisée dans les états financiers du Groupe.

NOTE 7- PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La valeur de la participation du Groupe dans MOA s'élevé au 31 décembre 2011 à :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs Nettes
Part dans l'actif net des entreprises associées au 1er janvier	3 200	(1 400)	1 800	2 972
Part dans le résultat de l'exercice	(242)		(242)	(2 171)
Augmentation de capital			0	1 000
Autres variations				(1)
TOTAL à la clôture	2 958	(1 400)	1 558	1 800

Au premier semestre 2010, Les perspectives commerciales de la société MOA étant incertaines, il a paru prudent au Groupe de déprécier une partie du goodwill de MOA et de prendre en compte un facteur de risque sur cette participation supérieur à ce qu'il était en 2009.

Etats financiers agrégés et résumés de MOA et de sa filiale BRANDTEAM

La société MOA et le groupe Rand Frères ont créé courant 2011 une co-entreprise pour la commercialisation de marques blanches notamment. En conséquence, les états financiers résumés 2011 de MOA présentés ci-après ont été agrégés avec ceux de BRANDTEAM au prorata de sa participation dans cette dernière. La période antérieure n'a pas été retraitée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011*	2010*
<u>BILAN SIMPLIFIÉ</u>		
Total actifs non courants	7 833	7 944
Total actifs courants	7 719	6 589
Total des Actifs	15 552	14 533
Capitaux propres	2 944	162
Dettes financières	6 946	8 950
Dettes d'exploitation	5 662	5 420
Total des Passifs	15 552	14 532
<u>COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIÉ</u>		
Chiffre d'affaires	18 440	15 357
Résultat d'exploitation	(393)	(1 058)
Résultat net	(830)	(2 199)

* comptes non audités

NOTE 8 - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Actifs financiers non courants par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Titres de participations	313	157	156	155
Prêts et autres créances	1 436	144	1 292	1 325
Dépôts et cautionnements versés	19 296	86	19 210	18 259
Total Actifs financiers non courants	21 045	387	20 658	19 739

Actifs financiers non courants : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Titres de participations	Prêts et autres créances	Dépôts et cautionnements versés
31 décembre 2010	156	1 325	18 259
Acquisitions		1	1 645
Cessions/Remboursements			(715)
Actifs détenus en vue d'être cédés			(7)
Effets des variations de change		(2)	(4)
Autres variations		(32)	32
31 décembre 2011	156	1 292	19 210

NOTE 9 - STOCKS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Matières premières et autres approvisionnements	19 719	7 460	12 259	18 595
En-cours de production de biens	5 740	0	5 740	7 791
Produits finis	107 411	11 669	95 742	87 078
Marchandises	108 504	18 250	90 254	107 050
Perte d'inventaire		2 026	(2 026)	(2 050)
TOTAL	241 374	39 405	201 969	218 464

Stocks : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Solde au 31 décembre 2010	256 365	37 901	218 464	158 411
Variations du stock brut	(23 367)		(23 367)	59 793
Variations de la provision pour dépréciation		341	(341)	(7 934)
Actifs détenus en vue d'être cédés	(717)	(54)	(663)	0
Effets des variations de change	9 093	1 217	7 876	8 274
Autres variations	0	(0)	0	(80)
Solde au 31 décembre 2011	241 374	39 405	201 969	218 464

NOTE 10 - CLIENTS

Les créances au bilan sont principalement liées :

- aux créances sur les affiliés en fin de période (prélèvement du chiffre d'affaires réalisé en début de période suivante),
- aux créances sur les grands magasins en Chine, qui disposent de termes de paiement pour reverser le chiffre d'affaires nette de commissions au Groupe et,
- aux créances sur les franchisés internationaux.

Au 31 décembre 2011, les créances commerciales se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Affiliés	6 541	65	6 476	3 742
Franchises internationales	14 085	628	13 457	10 168
Grands magasins	71 020	2 584	68 436	57 016
Autres clients	235	7	228	394
Total des créances clients	91 881	3 284	88 597	71 320

Le risque de crédit est pour l'essentiel concentré sur les franchises internationales. La politique du Groupe est de couvrir son exposition en obtenant des garanties bancaires sur les encours significatifs.

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les franchises internationales :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	7 093		7 093	5 998	9	5 989
Echues depuis 30 jours au plus	4 165		4 165	2 124		2 124
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	1 932		1 932	1 836	33	1 803
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	319	52	267	275	17	258
Echues depuis 360 jours	576	576	0	896	902	(6)
TOTAL	14 085	628	13 457	11 129	961	10 168

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les affiliés :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	4 540		4 540	3 008		3 008
Echues depuis 30 jours au plus	1 071		1 071	327		327
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	369		369	100		100
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	45		45	106		106
Echues depuis 360 jours	516	65	451	377	176	201
TOTAL	6 541	65	6 476	3 918	176	3 742

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les Grands magasins :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	54 953	247	54 706	45 819	310	45 509
Echues depuis 30 jours au plus	8 186		8 186	6 641	11	6 630
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	4 366	1 226	3 140	3 436	944	2 492
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	1 113	653	460	468	32	436
Echues depuis 360 jours	2 402	458	1 944	3 619	1 276	2 343
TOTAL	71 020	2 584	68 436	59 983	2 573	57 410

NOTE 11 - AUTRES CRÉANCES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011		2010	
	Echéancier		Valeurs nettes	Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		
Créances sociales et fiscales	11 697	1	11 698	11 889
Comptes courants débiteurs	283	0	283	277
Débiteurs divers	5 559	1 230	6 789	10 168
Provisions sur Débiteurs divers	(535)	0	(535)	(496)
Total autres Créances	17 004	1 231	18 235	21 838

NOTE 12 - CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011		2010	
	Echéancier		Valeurs nettes	Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		
Loyers constatés d'avance	16 856	0	16 856	14 047
Autres charges	1 031	0	1 031	1 021
Total charges constatées d'avance	17 887	0	17 887	15 068

NOTE 13 - TRÉSORERIE NETTE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan actif	87 461	67 449
Découverts bancaires et intérêts courus	(5 069)	(1 587)
Total trésorerie et équivalents du tableau de flux de trésorerie	82 392	65 862

NOTE 14 - CAPITAUX PROPRES

14.1. CAPITAL SOCIAL

Note 14.1.1. Evolution du capital social

La société d'ETAM Développement a été autorisée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie le 31 mai 2010, dans sa huitième résolution, à réduire le capital social d'un montant nominal maximum de 4.355.685 euros par voie de rachat d'actions en vue de leur annulation, d'un nombre maximum de 2.857.142 actions représentant 26,53% du capital d'ETAM Développement au prix de 35 € par action. La Gérance a décidé, à l'issue de cette assemblée générale, de mettre en œuvre la réduction de capital par voie d'Offre Publique de Rachat d'Actions de la société, en vue de leur annulation.

A l'issue de l'opération, 2 835 916 actions, représentant 26,34% du capital social d'ETAM Développement, ont été apportées à l'Offre, soit 99,26% du nombre maximum d'actions visées par l'Offre. Le 8 juillet 2010 les 2 835 916 actions ainsi acquises ont été annulées. Le capital se trouvant ainsi réduit d'un montant de 4 323 326 €, et le capital social étant depuis lors d'un montant de 12 169 313 €, divisé en 7 982 547 titres.

Au 31 décembre 2011, le capital social est d'un montant de 12.169.313 € divisé en 7.982.547 titres.

Note 14.1.2. Droits de vote double

L'assemblée générale du 24 mars 1997 a modifié les statuts de la société et précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis 4 ans au moins, ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, à raison des actions bénéficiant de ce droit. Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions qui en bénéficient font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou donation familiale.

Il n'existe pas d'obligation de déclaration de franchissement de seuils statutaires autres que les seuils visés à l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

Note 14.1.3. Capital autorisé non émis au 31 décembre 2011

Nature de la délégation / autorisation	Date de l'AGE	Date d'expiration n	Montant nominal d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du DPS ⁽¹⁾	20 mai 2011	19 juillet 2013	14 000 000 €	-	14 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS ⁽¹⁾ par offre au public	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 000 000 €	-	10 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS au moyen d'un placement privé réservé à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs	20 mai 2011	19 juillet 2013	20 % du capital par an 2 400 000 € pour les titres de créances pouvant être émis	-	20 % du capital par an
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes	20 mai 2011	19 juillet 2013	171 984 164 €	-	171 984 164 €
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 % du capital	-	10 % du capital
Autorisation d'émettre des stocks options	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital (2)	-	2 % du capital
Autorisation d'attribuer des actions gratuites	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital	-	2 % du capital

(2) Droit Préférentiel de Souscription

(2) Plafond commun aux deux autorisations.

Note 14.1.4. Autorisation de rachat de ses propres actions par la société

La gérance a été autorisée par l'assemblée générale du 20 mai 2011 (treizième résolution à caractère ordinaire), pour une nouvelle période expirant lors de l'assemblée générale annuelle tenue en 2012, à procéder à l'achat, dans la limite légale, des actions de la société, sans jamais pouvoir détenir plus de 10% du capital de la société, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital. Le prix maximum d'achat a été fixé à 25 euros par actions et le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme à 19.956.367 euros.

La Société n'a procédé à aucune opération d'achat ou de vente d'actions propres durant l'exercice 2011. Elle n'a pas de contrat de liquidité.

A ce jour, la société ne détient aucune action propre.

NOTE 14.2. DIVIDENDE

La distribution est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, au cours des trois derniers exercices les distributions de dividendes et autres revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Dividende par action	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
		Dividende	Autres revenus distribués aux seuls commandités	
2008	0,00 €	0,00 €	1 438 693,44 €	-
2009	0,00 €	0,00 €	1 627 929,38 €	-
2010	0,00 €	0,00 €	1 636 351,61 €	
2011*	0,00 €	0,00 €	1 658 788,31 €	

* Soumis au vote de l'assemblée générale du 30 mai 2012

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires, de ne pas distribuer de dividende.

NOTE 14.3. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Options de souscription ou d'achat

La société n'a consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions aux mandataires sociaux ni aux salariés de la société au cours de l'année 2011.

Il n'existe pas d'autre plan d'attribution de titres Etam Développement que ceux mentionnés ci-après.

14.3.1. « OPTIONS 2008 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-septième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions de la société (ci-après les « Options 2008 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 363 681 Options 2008.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2011 qui a été clos le 20 mai 2011 sans jamais avoir eu de bénéficiaire.

14.3.2. « OPTIONS 2011 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-troisième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions de la

société (ci-après les « Options 2011 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 363 681 Options 2011.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2011.

NOTE 14.4. ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

14.4.1. « ACTIONS GRATUITES 2008 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 17 juin 2008 (dix-huitième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 17 juin 2008, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la société (ci-après les « Actions gratuites 2008 »), dans la limite de 10% du capital de la société.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2011 qui a été clos le 20 mai 2011 sans jamais avoir eu de bénéficiaire.

14.4.2 « ACTIONS GRATUITES 2011 »

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-quatrième résolution) a autorisé la gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011 aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la société (ci-après les « Actions gratuites 2011 »), dans la limite de 2% du capital de la société.

La gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2011.

NOTE 14.5. ÉCART DE RÉÉVALUATION

Les mouvements affectant le poste Ecart de réévaluation au cours de l'exercice sont résumés dans le tableau ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Droits au bail et assimilés	Terrains et constructions	Total Ecart de réévaluation
Au 1^{er} janvier 2010	133 142	64 027	197 169
Augmentations	4 375	28 773	33 148
Diminutions	(5 370)	0	(5 370)
Transfert en résultats accumulés non distribués	(1 797)	(832)	(2 629)
Solde au 31 décembre 2010	130 350	91 968	222 318
Augmentations	2 642	2 489	5 131
Diminutions	(10 168)	(2 242)	(12 409)
Variations relatives aux actifs détenus en vue d'être cédés	(1 422)		(1 422)
Transfert en résultats accumulés non distribués	(2 377)	(2 053)	(4 430)
Solde au 31 décembre 2011	119 025	90 162	209 187

NOTE 14.6. AUTRES ELEMENTS DU RESULTATS GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	BRUT	IMPÔT	NET
Ecart de conversion	7 953		7 953
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(2 845)	979	(1 865)
¹ Variation de juste valeur	(2 845)		
¹ Recyclage en résultat	0		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			0
Réévaluation des immobilisations	27 777	(9 410)	18 367
Profits (Pertes) actuariels des régimes à prestations définies	(17 452)	6 009	(11 443)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence	0		0
Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2010	15 433	(2 422)	13 012
Ecart de conversion	9 473		9 473
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	4 751	(1 715)	3 036
¹ Variation de juste valeur	4 751		
¹ Recyclage en résultat	0		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	0		0
Réévaluation des immobilisations	(8 001)	2 507	(5 494)
Profits (Pertes) actuariels des régimes à prestations définies	(886)	305	(581)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence	0		0
Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2011	5 336	1 098	6 434

NOTE 15 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

NOTE 15.1. ANALYSE PAR CATÉGORIE

Provisions pour risques et charges non courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2010	Mouv. de Péri-mètre	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise non-utilisée	Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	Autres Variations	Ecart de conversion	2011
Provisions litiges commerciaux									
Provisions pour pensions, retraites et médailles du travail	13 115		1 554	900	38		530		14 261
Provisions pour impôts	0								0
Provisions pour autres risques	7								7
Total	13 122	0	1 554	900	38		530	0	14 268

Provisions pour risques et charges courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2010	Mouv. de Péri-mètre	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise non-utilisée	Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	Autres Variations	Ecart de conversion	2011
Provisions pour litiges salariés et organismes sociaux	1 901		2 075	356	230	(70)	(56)		3 264
Provisions pour litiges commerciaux	3 740		155	2 516	452	(42)	(5)		880
Provisions pour pensions, retraites et médailles du travail	2 459					(378)	416		2 497
Provisions autres risques et charges	894		184	77	202	(0)	(12)	(2)	784
Total	8 993	0	2 414	2 949	884	(490)	343	(2)	7 425

NOTE 15.2. DÉTAIL DES PROVISIONS POUR PENSIONS ET AVANTAGES ASSIMILÉS PAR NATURE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Pensions	55	49
Indemnités de fin de carrière	3 148	3 474
Régime de retraite supplémentaire	12 943	11 099
Médailles du travail	605	568
Autres avantages	7	384
Total provisions pour pensions et autres avantages assimilés	16 758	15 574

Note 15.2.1. Pensions, Indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

	PENSIONS		INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE		MEDAILLES DU TRAVAIL	
	Belgique		France		France	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<i>en milliers d'Euros</i>						
Evolution de l'engagement au cours de l'exercice						
Engagement à l'ouverture	309	278	3 474	1 983	568	538
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5	4	164	146	44	43
Charge d'intérêt	15	15	165	103	27	28
Versements complémentaires	0	0				
Prestations payées	(1)	(1)	(732)	(151)	(29)	(37)
Gains / (Pertes) actuariels	1	13	77	1 392	(5)	(4)
Liquidation du régime					0	0
Modification du régime					0	0
Retraitements						
Transfert						
Engagement à la clôture de l'exercice	330	309	3 148	3 474	605	568
Actifs financiers de couverture						
Valeur en début d'exercice	(260)	(246)				
Variations de périmètre						
Rendement constaté des actifs	(9)	(11)				
Versements complémentaires	(4)	(4)				
Gains / (pertes) actuariels	(2)	(0)				
Prestations payées	1	1				
Acquisitions/cessions/liquidations						
Variations de change						
Transfert						
Valeur en fin d'exercice	(274)	(260)				
Composantes de la charge annuelle						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5	4	164	146	44	43
Charge d'intérêt	15	15	165	103	27	28
Rendement escompté des actifs	(9)	(11)			0	0
Amortissement des services passés					0	0
Amortissement des (pertes) et gains actuariels					(5)	(4)
Gains / (pertes) de liquidation					0	0
Gains / (pertes) de réduction					0	0
Retraitements						
Ajustements liés à la non reconnaissance d'un surplus					0	0
Charge de l'exercice	10	8	329	249	66	67
Réconciliation Engagement / (Actifs) net et provision à la clôture de l'exercice						
Engagements totaux	330	309	3 148	3 474	605	568
Valeur des actifs financiers de couverture	(274)	(260)				
(Pertes) / gains actuariels non reconnus			0	0	0	0
Coûts des services passés non reconnus						
Autres						
Provisions / (actif) à la clôture de l'exercice	56	49	3 148	3 474	605	568
Variation des provisions au bilan						
Provisions au début de l'exercice	49	32	3 474	1 983	568	538
Charge de l'exercice	10	8	329	249	66	67
Gains / (pertes) actuariels par capitaux propres	(1)	13	77	1 392		
Versements complémentaires	(3)	(4)				
Prestations payées	0	0	(732)	(151)	(29)	(37)
Retraitements			0	0	0	0
Modification du régime						
Provisions à la clôture de l'exercice	55	49	3 148	3 474	605	568
Hypothèses actuarielles principales						
Taux d'actualisation	4,50%	4,75%	4,50%	4,75%	4,50%	4,75%
Taux de rendement des actifs financiers	3,60%	3,60%	3,50%	0,00%	3,50%	0,00%
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	4,00%	4,00%	3,50%	3,00%	3,50%	3,00%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	0,00%
Nombre de salariés	3	3	4032	3988	4032	3988
Durée résiduelle d'activité			19	19,33	19	23,99
Taux de charges patronales			39,50%	39,50%	39,50%	39,50%
Âge de départ à la retraite			TAUX PLEIN	65 ans	TAUX PLEIN	65 ans

Les taux de rotation du personnel retenus sont définis de la manière suivante :

Pour COMPANS et GOUSSAINVILLE

(concerne les Cadres, Agents de Maîtrise et employés)

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	34 ans	6,50 %
35 ans	44 ans	3,50 %
45 ans	54 ans	3,00 %
55 ans	et +	0,00 %

Pour ELAN INDUSTRIE

(concerne les Cadres, Agents de Maîtrise et employés)

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	44 ans	4,00 %
45 ans	54 ans	1,00 %
55 ans	et +	0,00 %

Pour les autres sociétés

Cadres ne travaillant pas en magasin

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	32 ans	10,50 %
33 ans	44 ans	15,00 %
45 ans	49 ans	9,50 %
50 ans	54 ans	8,50 %
55 ans	59 ans	6,00 %
60 ans	et +	0,00 %

Non Cadres ne travaillant pas en magasin

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	27 ans	11,00 %
28 ans	49 ans	20,00 %
50 ans	et +	0,00 %

Salariés travaillant en magasin - hors hôtesses

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	29 ans	19,00 %
30 ans	34 ans	14,00 %
35 ans	39 ans	10,00 %
40 ans	49 ans	9,00 %
50 ans	59 ans	6,00 %
60 ans	et +	0,00 %

Hôtesses

Classes d'ancienneté		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
0 ans	3 ans	57,50 %
4 ans	14 ans	19,00 %
15 ans	29 ans	9,00 %
30 ans	et +	0,00 %

Note 15.2.2. Régime de retraite supplémentaire

<i>en milliers d'Euros</i>	France	
	2011	2010
Evolution de l'engagement		
Engagement à l'ouverture	(24 161)	(5 827)
Coût des services rendus	(559)	(515)
Charge d'intérêt	(676)	(379)
(Pertes) et gains actuariels	(1 041)	(16 042)
Cotisations versées par les salariés	0	0
Prestations payées	551	403
Acquisition	0	0
Cession	0	0
Modification du régime	778	(1 320)
Transfert intra-groupe	0	0
Réduction du régime	0	0
Liquidation du régime	0	0
Autres	0	(481)
Ecart de change	0	0
Engagement à la clôture	(25 109)	(24 161)
Evolution de la juste valeur des actifs		
Juste valeur des actifs à l'ouverture	11 832	11 769
Cotisations versées par l'employeur	0	0
Cotisations versées par les salariés	0	0
Prestations payées	(446)	(403)
Rendement attendu des actifs	184	471
(Pertes) et gains actuariels	227	(5)
Acquisition	0	0
Cession	0	0
Modification du régime	0	0
Transfert intra-groupe	0	0
Réduction du régime	0	0
Liquidation du régime	0	0
Autres	0	0
Ecart de change	0	0
Juste valeur des actifs à la clôture	11 798	11 832
Charge de l'exercice		
Coût des services rendus	(559)	(515)
Charge d'intérêt	(676)	(379)
Rendement attendu des actifs	184	471
Amortissement des services passés	(84)	(90)
Amortissement des (pertes) et gains actuariels	0	0
Gains/(pertes) de liquidation	0	0
Gains/(pertes) de réduction	0	0
Autres	0	(481)
(Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(1 135)	(995)
Evolution de la provision		
(Provision) / Actif à l'ouverture	(11 099)	5 943
Charge de l'exercice	(1 135)	(995)
Prestations payées par l'employeur	105	0
Cotisation au fonds versées par l'employeur	0	0
Autres ajustements (acquisition, cession, ...)	0	0
Reconnaissance des écarts de l'année en SORIE	(814)	(16 047)
Ecart de change	0	0
Transfert intra-groupe	0	0
(Provision)/Actif de fin d'exercice	(12 943)	(11 099)
Reconciliation de l'engagement financé et de la provision		
(Engagement)/surplus net	(13 311)	(12 329)
Pertes/(gains) actuariels non reconnus	0	0
Services passés non reconnus	368	1 230
Ajustement lié à la limite de la reconnaissance d'un surplus	0	0
(Provision)/Actif de fin d'exercice	(12 943)	

Les autres hypothèses d'évaluation du régime supplémentaires sont :

Hypothèses d'évaluation			
Taux d'actualisation		4,50%	4,75%
Taux de rendement des actifs financiers		3,50%	3,50%
Taux d'inflation		2,00%	2,00%
Evolution des salaires			
	jusqu'à 55 ans	Inflation +1%	Inflation +1%
	+ 55 ans	Inflation +1%	Inflation +1%
Taux technique		2,00%	1,75%
Taux de cotisation ARRCO		6,00%	6,00%
Taux de cotisation AGIRC		16,00%	16,00%
Salaire de début de carrière		1,2 fois le PASS historique	1,2 fois le PASS historique
Taux de croissance du PASS		Inflation + 0,50%	Inflation + 0,50%
Evolution de la valeur du point (ARRCO/AGIRC)		Inflation - 0,25%	Inflation - 0,25%
Evolution du salaire de référence (ARRCO/AGIRC)		Inflation + 0,50%	Inflation + 0,50%
Paramètres démographiques			
Age de début d'activité		23 ans Données nominatives - au minimum âge de liquidation sans décote (selon réforme 2010)	23 ans Données nominatives - au minimum âge de liquidation sans décote (selon réforme 2010)
Age de la retraite		TH 00-02 /TF 00-02	TH 00-02 /TF 00-02
Table de survie en activité		TPGH05 / TPGF05	TPGH05 / TPGF05
Table de survie en retraite			
Taux de revalorisation des rentes		1,50%	1,50%
Chargement		2,00%	2,00%
Réversibilité		60%	60%
Age du conjoint		Age réel si connu sinon époux plus âgé de 3 ans	Age réel si connu sinon époux plus âgé de 3 ans
Périodicité de la rente		Trimestrielle	Trimestrielle
Terme		Echu	Echu
Nombre de bénéficiaires		121	130
Durée résiduelle d'activité		10	4
Taux de rotation			
	jusqu'à 30 ans	13%	13%
	30 - 35 ans	10%	10%
	35 - 40 ans	5%	5%
	40 - 50 ans	2%	2%
	+ 50 ans	0,00%	0,00%

Pour la France, la sensibilité de l'engagement à une variation de taux est la suivante :

Taux	en milliers d'euros		
	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Régime supplémentaire
	2 011		
4,25%	3 236	616	25 540
4,50%	3 148	605	25 109
4,75%	3 064	594	24 702
	2 010		
4,25%	3 653	589	24 733
4,75%	3 474	568	24 161
5,25%	3 311	548	23 646

En 2010, des écarts actuariels importants ont été générés dans les régimes des indemnités de fin de carrière et de retraite supplémentaire en raison du changement d'hypothèses de départ en retraite des cadres dirigeants qui était, en particulier en 2009, une continuation du contrat de travail jusqu'au décès.

NOTE 16 - ENDETTEMENT FINANCIER

NOTE 16.1. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	201 965	174 306
Contrats de location financement	51 743	57 691
Crédits à court terme et découverts bancaires	3 422	531
Autres dettes à caractère financier	14 997	12 806
Intérêts courus	1 647	1 056
Moins coûts de mise en place de financement	(5 789)	(7 415)
Total dette financière brute	267 984	238 975
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(87 461)	(67 449)
Endettement financier net	180 523	171 526

NOTE 16.2. ANALYSE DE LA DETTE FINANCIERE BRUTE PAR DEVISE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Euros	261 768	233 242
Dollars US		
Yuan	6 216	5 733
Autres devises		
Total dette financière brute	267 984	238 975

NOTE 16.3. PRINCIPAUX EMPRUNTS ET LIGNES DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2011, la dette du Groupe est principalement composée d'un crédit multilatéral à moyen terme dit « Club Deal », d'un crédit à moyen terme mis en place dans le cadre de l'OPRA 2010, d'un placement privé de type « Schuldscheindarlehen » et de contrats de location financement.

Le Club Deal a été mis en place le 8 juillet 2009 par Etam Finances SNC pour un montant global de 245 m€ pour une durée initiale de trois ans avec une option d'extension pour 2 ans supplémentaires. Au mois de mai 2010, le Groupe a obtenu l'accord de la totalité de ses partenaires bancaires pour exercer cette option et porter ainsi l'échéance du Club Deal au 8 juillet 2014.

Ce Club Deal se compose de deux tranches :

- La Tranche A est un crédit à moyen terme d'un montant de 100 m€ pendant trois ans avec amortissement de 25 M€ en juillet 2012 et 25 M€ en juillet 2013.
- La Tranche B est une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum de 145 m€, et utilisable en euros et en dollars américains.

Au 31 décembre 2011, la Tranche A est tirée pour 100 m€. La Tranche B est tirée pour 25 m€.

Le 13 avril 2010, Etam Finances SNC a contracté un crédit de 50 m€ d'une durée de quatre ans, amortissable par quart à chaque date anniversaire. Ce financement dit « Crédit OPRA » bénéficie d'une documentation et de conditions financières identiques à celles du club Deal.

Il a été remboursé par anticipation à hauteur de 750 K€ lors de la clôture de l'OPRA en juillet 2010. Au 31 décembre 2011, l'encours du Crédit OPRA s'élève à 36.9 m€.

Dans le cadre du Club Deal et du Crédit OPRA, le Groupe s'est engagé à respecter de façon identique sur les deux contrats :

- certains ratios financiers (le ratio d'endettement consolidé, le ratio d'endettement financier et le ratio de couverture des frais financiers) jusqu'à échéance ;
- certains covenants juridiques usuels.

En juillet 2011, Etam Finances a procédé à l'émission d'un placement privé pour 40 M€ sous la forme d'un « *Schuldscheindarlehen* ». Cet emprunt in-fine de maturité 5 ans a été mis en place pour 8,5 M€ à taux fixe et 31,5 M€ à taux variable. Les obligations relatives à cet emprunt sont similaires à celles en vigueur sur les emprunts bancaires existants du Groupe. En particulier, les ratios financiers à respecter sont identiques.

Tous les ratios financiers du Groupe sont calculés et appliqués une fois l'an sur la base des comptes consolidés clos le 31 décembre. Tous les ratios financiers et covenants juridiques usuels étaient respectés au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, la marge applicable sur le Club Deal et le crédit OPRA est ajustable annuellement en fonction de l'évolution du ratio d'endettement financier.

Le Groupe dispose également de financements dans le cadre de contrats de location financement dont l'encours au 31 décembre s'élève à 51.7 M€.

En 2010, le Groupe Etam a notamment procédé à la mise en place d'un crédit bail portant sur son siège administratif de Clichy pour un montant initial de 52 M€. Ce crédit bail est amortissable sur une durée de 12 ans.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes bancaires bilatérales confirmées ou non dans plusieurs pays, y compris en France, permettant de réaliser les ajustements de financement et de trésorerie.

Enfin, 7.7 M€ de dette financière correspondent à l'ajustement de prix relatif à l'acquisition, en novembre 2009, de 10% du capital de Modasia.

Au 31 décembre 2011, l'essentiel de la dette financière brute du Groupe était libellé en euros.

NOTE 16.4. ECHEANCIER DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Montants autorisés au 31/12/2011</i>	Moins de 1			Au-delà
		an	1 à 3 ans		
Lignes bancaires moyen-long terme	322 465	37 840	244 625	40 000	
Contrats de location-financement	51 743	6 420	7 188	38 135	
Crédits à court terme Europe					
Crédits à court terme Chine	12 257	12 257			
Découverts et lignes non confirmées	19 000	19 000			
Total	405 465	75 516	251 813	78 135	

NOTE 16.5. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Après exercice de l'option d'extension, le Club Deal a pour échéance le 8 juillet 2014. Le Crédit OPRA, amortissable, a pour échéance avril 2014.

Le placement privé de type «Schuldscheindarlehen» a quant à lui pour échéance juillet 2016, et permet d'allonger la maturité moyenne de la dette du Groupe.

Ces financements deviendraient exigibles en cas de non respect des ratios financiers décrits dans la note 16.3.

La mise en place en décembre 2010 d'un nouveau crédit bail de 52 M€ portant sur le siège administratif du Groupe pour une durée de 12 ans a par ailleurs permis d'augmenter la réserve de liquidité et d'allonger la maturité moyenne de la dette du Groupe.

L'exigibilité des encours de la dette financière brute au 31 décembre 2011 est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Encours au 31/12/2011</i>	Moins de				au-delà
		1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans		
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	201 965	37 340	124 625	40 000	0	
Contrats de location financement	51 743	6 420	7 188	7 019	31 116	
Crédits court terme et découverts	3 422	3 422				
Autres dettes à caractère financier	14 997	8 875	1 773	3 555	794	
Intérêts courus	1 647	1 647				
Coûts de mise en place de financement	(5 789)	(1 858)	(2 697)	(361)	(873)	
Total dette financière brute	267 984	55 845	130 889	50 213	31 037	

Le risque de liquidité du Groupe s'analyse en intégrant, outre les échéances contractuelles des dettes financières et les intérêts associés, les autres passifs financiers, principalement les dettes fournisseurs.

L'échéancier des passifs financiers du groupe au 31 décembre 2011 est le suivant (hors produits dérivés) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Encours au 31/12/2011	flux de trésorerie associés				
			< 1an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	au-delà
Passifs Financiers non dérivés						
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	201 965	222 578	44 977	134 391	43 210	0
Contrats de location-financement	51 743	60 910	7 852	9 543	9 599	33 916
Crédits à court terme et découverts bancaires	3 422	3 490	3 490	0	0	0
Autres dettes à caractère financier et intérêts courus	16 644	16 644	10 522	1 773	3 555	794
Coûts de mise en place de financement	(5 789)	(5 789)	(1 858)	(2 697)	(361)	(873)
TOTAL DETTE FINANCIERE BRUTE	267 984	297 833	64 984	143 009	56 003	33 837
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	296 411	296 411	296 411			
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	564 395	594 243	361 394	143 009	56 003	33 837

Les dettes fournisseurs et autres dettes s'inscrivent dans le cours normal du cycle d'exploitation du Groupe.

NOTE 16.6. RISQUE DE CHANGE

L'exposition au risque de change du Groupe résulte principalement des achats en dollars américains réalisés dans le cadre de l'approvisionnement en marchandises des différentes enseignes. La gestion du risque de change du Groupe est centralisée à la Direction Générale Finances du Groupe pour l'ensemble des enseignes.

L'encours des contrats de couverture du risque de change libellés en dollars américains s'élève au 31 décembre 2011 à 148 MUSD afin de couvrir des budgets d'achats et des commandes en cours en dollar américain.

Cet encours s'élevait à 134 MUSD au 31 décembre 2010.

Le Groupe est par conséquent exposé aux futures fluctuations de la parité euro/dollar américain dont une évolution défavorable à l'euro pourrait avoir un impact négatif sur ses marges.

NOTE 16.7. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Afin de couvrir son exposition au risque de taux, le Groupe a recours à des instruments financiers permettant de figer et/ou de plafonner le taux d'intérêt payé sur une partie significative de sa dette financière. La gestion du risque de taux est centralisée. Elle s'appuie sur la mise en place de produits simples, swaps et/ou options, éligibles à la comptabilité de couverture.

Au 31 décembre 2011, le Groupe a mis en place avec ses principaux partenaires bancaires les couvertures suivantes :

- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois pour un notionnel total de 120 m€ jusqu'au 1^{er} juillet 2014.
- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois en départ 1^{er} décembre 2011 à 7 et 10 ans pour un notionnel total de 20 m€.

Sur la base de l'endettement financier constaté au 31 décembre 2011, une augmentation des taux d'intérêt de 1% aurait pour conséquence une augmentation de 1 171 milliers d'euros de la charge d'intérêt annuelle sur la dette brute et de 829 milliers d'euros sur la charge d'intérêt annuelle de la dette nette.

Les variations de juste de valeur de ces instruments de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres.

NOTE 16.8. INSTRUMENTS DÉRIVÉS EN VALEUR DE MARCHÉ

Le Groupe utilise divers instruments financiers fermes ou optionnels qualifiés de dérivés dans le cadre de l'application des normes IFRS afin de couvrir son exposition au risque de change. Au 31 décembre 2011, ces dérivés éligibles à la comptabilité de couverture couvrant majoritairement des achats futurs en devises figurent à l'actif du bilan au poste « instruments dérivés actifs » en valeur de marché.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	Dont Taux d'intérêt	Dont Change	2010
Dérivés actifs	8 145	0	8 145	1972
Dérivés actifs - à la juste valeur par le résultat				(189)
Dérivés actifs - couverture de flux de trésorerie	6 120		6 120	2161
Dérivés actifs - couverture de juste valeur	2 025		2 025	
Dérivés passifs	4 697	5 037	(340)	5688
Dérivés passifs - à la juste valeur par le résultat	-			0
Dérivés passifs - couverture de flux de trésorerie	4 902	5 037	(135)	5688
Dérivés passifs - couverture de juste valeur	(205)		(205)	
Total	3 448	(5 037)	8 485	(3 716)

Les dérivés de couverture de change ont une échéance inférieure à un an.

NOTE 16.9. PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Note 16.9.1. Engagements au titre des contrats de location simple

Certaines sociétés du Groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location simple irrévocables, d'une durée supérieure à un an, et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers.

Le montant des loyers futurs, déterminé en fonction de l'engagement minimum futur pris par le Groupe en termes de durée, s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
A moins d'un an	73 432	75 665
Entre un an et cinq ans	81 801	82 996
A plus de cinq ans	6 888	8 959
Total	162 121	167 620

Note 16.9.2. Engagements au titre des contrats de location financement

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en « Emprunts et dettes financières » et concernant des biens activés répondant à la définition de contrats de location-financement de la norme IAS 17 est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011		2010	
	Paiements minimaux	Valeur actuelle des paiements minimaux	Paiements minimaux	Valeur actuelle des paiements minimaux
A moins d'1 an	7 852	6 420	9 922	8 413
A plus d'1 an mais moins de 5 ans	19 142	14 207	21 721	14 618
A plus de 5 ans	33 916	31 116	35 613	34 660
Total des paiements minimaux	60 910	51 743	67 256	57 691
Montant des intérêts inclus dans les paiements minimaux	(9 167)		(9 565)	
Valeur actuelle des paiements minimaux	51 743	51 743	57 691	57 691

Note 16.9.3. Droit Individuel à la Formation (DIF)

Conformément à la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises du Groupe bénéficient d'un crédit d'heures de formation de 20 heures par an, cumulable sur 6 ans, et plafonné à 120 heures. Toute action de formation effectuée dans le cadre du DIF vient s'imputer sur le capital acquis.

Le volume d'heures de formation acquises par les salariés et non consommées au 31 décembre 2011 s'élève à 217 789,73 heures (199 651,38 heures au 31 décembre 2010).

Note 16.9.4. Autres engagements hors bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010	
	Echéancier			Total	
	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	
Engagements donnés	7 690	984	1 528	10 201	9 852
- Garanties solidaires accordées dans le cadre de cessions de droits au bail ou de fonds de commerce	157	86	-	242	450
- Autres engagements donnés	7 533	898	1 528	9 959	9 402
Engagements reçus	202	1 543	6 043	7 788	9 150
- Nantissements en garantie de stock en dépôt	82	1 483	5 742	7 307	8 510
- Autres engagements reçus	120	60	301	481	640

Le Groupe a mis en place toutes les procédures nécessaires afin d'identifier les engagements hors bilan et en effectuer le contrôle ainsi que pour identifier les nantissements au titre de l'exploitation ou du financement.

NOTE 17- AUTRES DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011		2010	
	Echéancier		Valeurs nettes	
	Moins de 1 an	Plus de 1 an	Valeurs nettes	
Avances et acomptes sur commandes	5 389	0	5 389	4 948
Fournisseurs d'immobilisations	10 419	457	10 876	13 526
Comptes courants créditeurs	52		52	50
Produits constatés d'avance	3 266	0	3 266	7 133
Dettes diverses	21 449	553	22 002	11 376
Total autres dettes	40 575	1 010	41 585	37 033

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 18 - INFORMATION SECTORIELLE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe		Chine		Consolidé	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Chiffre d'affaires externe	756 854	744 596	427 214	382 520	1 184 068	1 127 116
Chiffre d'affaires inter secteurs						
Chiffre d'affaires total	756 854	744 596	427 214	382 520	1 184 068	1 127 116
Marge Brute	438 339	444 929	245 790	222 128	684 129	667 057
Coûts de distribution	(387 472)	(380 154)	(208 491)	(182 160)	(595 963)	(562 314)
Charges administratives	(39 802)	(41 861)	(11 663)	(9 083)	(51 465)	(50 944)
Autres produits et (charges) d'exploitation	5 072	(969)	(243)	(53)	4 828	(1 022)
Résultat opérationnel courant	16 137	21 945	25 393	30 832	41 529	52 777
Autres produits et (charges) opérationnels	(7 005)	(5 452)		0	(7 005)	(5 452)
Résultat opérationnel	9 132	16 493	25 393	30 832	34 525	47 325
Résultat financier	(16 085)	(9 407)	441	840	(15 644)	(8 567)
Charge d'impôt	(69)	(5 242)	(4 491)	(4 898)	(4 560)	(10 140)
Quote part résultat ME	(242)	(2 171)		0	(242)	(2 171)
Résultat net des activités poursuivies	(7 264)	(327)	21 343	26 773	14 079	26 447
Activités arrêtées ou en cours de cession	(2 827)	(1 867)			(2 827)	(1 867)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(10 091)	(2 194)	21 343	26 773	11 252	24 579
AUTRES INFORMATIONS						
Actifs sectoriels	766 153	773 622	245 881	227 168	1 012 034	1 000 790
Passifs sectoriels	580 258	568 790	117 870	132 079	698 128	700 868
Investissements incorporels	12 691	9 801	284	269	12 975	10 070
Investissements corporels	22 550	27 235	18 972	20 081	41 522	47 316
Amortissements	(31 171)	(30 276)	(17 099)	(14 239)	(48 270)	(44 515)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	(7 476)	(4 766)	0	0	(7 476)	(4 766)
Charges sans contrepartie en trésorerie autres que l'amortissement	(4 570)	(8 228)	(1 302)	(1 035)	(5 872)	(9 263)

NOTE 18.1. DÉTAIL DE L'EUROPE PAR MARQUES

	Marque ETAM Europe		Marque 123		Fonctions centrales, immobilières et éliminations interco(1)		Total Europe	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires externe	603 337	579 438	153 506	165 158	11	0	756 854	744 596
Chiffre d'affaires inter secteurs							0	0
Chiffre d'affaires total	603 337	579 438	153 506	165 158	11	0	756 854	744 596
Marge Brute	353 812	344 970	82 279	97 780	2 249	2 179	438 339	444 929
Coûts de distribution	(305 155)	(293 805)	(92 353)	(96 251)	10 035	9 902	(387 472)	(380 154)
Charges administratives	(26 221)	(26 413)	(7 196)	(7 463)	(6 385)	(7 985)	(39 802)	(41 861)
Autres produits et (charges) d'exploitation	(3 188)	(3 947)	(291)	(1 146)	8 551	4 124	5 072	(969)
Résultat opérationnel courant	19 248	20 805	(17 561)	(7 080)	14 450	8 221	16 137	21 945
Autres produits et (charges) opérationnels	(4 453)	(4 059)	(2 158)	(384)	(394)	(1 010)	(7 005)	(5 452)
Résultat opérationnel	14 796	16 746	(19 720)	(7 464)	14 056	7 211	9 132	16 493
Résultat financier							(16 085)	(9 407)
Charge d'impôt							(69)	(5 242)
Quote part résultat ME	(242)	(2 171)					(242)	(2 171)
Résultat net des activités poursuivies							(7 264)	(327)
Activités arrêtées ou en cours de cession	(2 827)	(1 867)					(2 827)	(1 867)
Actifs sectoriels non courants	286 537	286 880	68 282	77 647	189 697	195 367	544 516	562 789

(1) Afin de donner une meilleure analyse de la performance opérationnelle de chacune des marques du Groupe, la fonction immobilière du Groupe est désormais isolée de l'activité des marques.

NOTE 18.2. RÉCONCILIATION DES ACTIFS ET PASSIFS SECTORIELS

Le total des actifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des actifs du Groupe :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010		
	Europe	Chine	Total	Europe	Chine	Total
Droit au bail et assimilés	252 114	0	252 114	254 883	0	254 883
Logiciels	4 925	586	5 511	5 861	397	6 259
Marques et licences	1 178	0	1 178	1 178	0	1 178
Autres immobilisations incorporelles	966	1	967	1 204	1	1 205
Total immobilisations incorporelles	259 182	587	259 769	263 126	398	263 524
Terrains	49 156	0	49 156	49 252	0	49 252
Constructions	147 004	0	147 004	151 629	0	151 629
Agencements magasins	47 241	19 696	66 937	57 709	18 481	76 190
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 180	129	2 308	2 459	294	2 753
Autres immobilisations corporelles et en cours	5 636	6 469	12 105	6 021	4 819	10 840
Total immobilisations corporelles	251 217	26 293	277 510	267 070	23 594	290 664
Ecarts d'acquisition	4 197	0	4 197	4 454	0	4 454
Participations dans les entreprises associées	1 558	0	1 558	1 800	0	1 800
Actifs financiers non courants	20 658	0	20 658	19 739	0	19 739
Actifs d'impôts différés	7 704	9 828	17 532	6 600	7 226	13 826
Total actif sectoriels non courants	544 516	36 707	581 223	562 789	31 219	594 007
Stocks et en-cours	95 497	106 471	201 969	113 603	104 861	218 464
Avances et acomptes versés	1 822	2 386	4 208	2 689	3 626	6 315
Créances clients	23 738	64 859	88 597	18 996	52 324	71 320
Autres créances	15 434	2 800	18 234	14 670	7 168	21 838
Actifs d'impôts exigibles	1 926	1	1 927	4 321	34	4 355
Charges constatées d'avance	17 234	653	17 887	14 853	215	15 068
Instruments dérivés actifs	8 145	0	8 145	1 972	0	1 972
Trésorerie et équivalents trésorerie	55 457	32 004	87 461	39 730	27 719	67 449
Actifs détenus en vue d'être cédés	2 382	0	2 382	0	0	0
Total actif sectoriels courants	221 637	209 174	430 810	210 834	195 949	406 783
Total actif	766 153	245 881	1 012 034	773 622	227 168	1 000 790

Le total des passifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des passifs du Groupe :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010		
	Europe	Chine	Total	Europe	Chine	Total
Provisions pour risques et charges non courantes	14 268	0	14 268	13 122	0	13 122
Emprunts et dettes financières à long terme	207 059	5 080	212 139	212 347	4 930	217 277
Passifs d'impôts différés	101 477	0	101 477	107 776	0	107 776
Total des Passifs sectoriels non courants	322 803	5 080	327 883	333 245	4 930	338 175
Provisions pour risques et charges courantes	7 425	0	7 425	8 993	0	8 993
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 147	80 937	192 084	127 730	98 995	226 724
Passifs d'impôt exigible	644	843	1 487	491	4 271	4 762
Dettes sociales et fiscales	52 959	11 622	64 582	49 546	8 253	57 799
Autres dettes	23 334	18 252	41 585	22 202	14 827	37 029
Instruments dérivés passifs	4 696	0	4 696	5 688	0	5 688
Crédits à court terme et banques	54 709	1 137	55 845	20 895	803	21 698
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	2 542	0	2 542	0	0	0
Total des Passifs sectoriels courants	257 454	112 790	370 245	235 545	127 149	362 693
Total Passif	580 258	117 870	698 128	568 790	132 079	700 868

NOTE 19 - CHARGES PAR NATURE DANS LE RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Loyers et charges locatives	211 458	193 537
Impôts et taxes	12 927	11 294
Charges de personnel	237 923	218 733
Autres charges	177 735	181 767
TOTAL	640 043	605 331

NOTE 20 - PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Un paiement fondé sur des actions a été accordé en rémunération de services passés à un dirigeant. Ces actions étant remboursables en cas de départ, l'avantage est considéré comme un paiement se dénouant en trésorerie et fait donc l'objet d'un classement en dettes dans les comptes consolidés du groupe. Cet avantage a généré une charge de 2,0 millions d'euros sur l'exercice 2011, comptabilisée en charges de personnel dans le résultat opérationnel courant.

NOTE 21 - DOTATIONS ET REPRISES DE DEPRÉCIATIONS ET PERTES DE VALEUR

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dotations		Reprises	
	2011	2010	2011	2010
Ecart d'acquisition	257	1 400	0	0
Immobilisations incorporelles – amortissements	4 702	4 773	0	0
Immobilisations incorporelles – pertes de valeur	2 522	1 214	824	403
Immobilisations corporelles – amortissements	43 575	39 743	0	0
Immobilisation corporelles – pertes de valeur	8 367	4 438	2 846	2 104
Actif financiers non courants	0	19	0	0
Stocks	30 237	31 189	29 896	23 163
Autres actifs courants	1 327	1 466	1 697	2 303
Autres risques et charges	3 961	5 842	4 770	3 314
Total	94 948	90 084	40 033	31 287

NOTE 22 - DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Revenus immobiliers locatifs externes	3 458	3 155
Plus ou (moins) values sur cessions d'actifs non courants	1 915	(1 992)
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(1 326)	(3 366)
Autres produits (charges) nets	781	1 181
Autres produits et charges d'exploitation	4 828	(1 022)

NOTE 23 - CALCUL DE L'EBITDA

<i>(en milliers d'euros)</i>		2011		2010	
Résultat opérationnel Courant	<i>(a)</i>	41 529		52 777	
		Dotations	Reprises	Dotations	Reprises
Goodwill		257	0	0	0
Immobilisations incorporelles - amortissements		4 702	0	4 773	0
Immobilisations incorporelles - pertes de valeur		2 522	824	1 214	403
Immobilisations corporelles - amortissements		43 575	0	39 743	0
Immobilisations corporelles - pertes de valeur		8 367	2 846	4 438	2 104
Perte de valeur (P&L opérationnel)		(6 185)	(293)	(354)	(575)
Sous total amortissements et pertes de valeur	<i>(b)</i>	49 861		47 882	
Dépréciation des stocks		30 237	29 896	31 189	23 163
Autres actifs circulants		1 327	1 697	1 466	2 303
Sous total dotations nettes pour dépréciation	<i>(c)</i>	(29)		7 189	
Provisions pour risques et charges		3 961	4 770	5 842	3 314
Provisions pour risques et charges (résultat opérationnel)		(1 275)	(2 796)	(2 720)	(1 402)
Provisions pour risques et charges (résultat financier)		(883)		(525)	
Provisions pour impôt (comptabilisées en charge d'impôt)		(9)			
Sous total Provisions pour Risques et Charges	<i>(d)</i>	(180)		685	
Plus ou (moins) values de cession des actifs non courants	<i>(e)</i>		1 914	1 914	(1 992)
EBITDA = (a) + (b) + (c) + (d) - (e)	(f)	89 267		110 525	

NOTE 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2 011	2 010
Programme de réduction des effectifs	(93)	(1 484)
Rationalisation du parc magasin (1)	50	(1 683)
CAP ETAM	(43)	(3 167)
Litige fournisseur	553	(2 285)
Programme de réduction des effectifs	(1 383)	
Rationalisation du parc magasin (1)	(865)	
Autres frais	(204)	
Premium 123	(2 452)	
Dépréciation travaux gros-œuvre Rivoli (2)	(5 062)	
TOTAL	(7 005)	(5 452)

(1) résultats de fermetures/cessions de magasins

(2) voir commentaires en Note 6.1.2.3.

CAP ETAM

Une réflexion a été engagée fin 2008 sur les plans d'action permettant au Groupe de faire face à la crise et d'améliorer sa rentabilité opérationnelle à moyen terme.

Cette réflexion, menée avec l'aide d'un cabinet de consultants de renommée internationale, s'est traduite au premier trimestre 2009 par un plan libellé « CAP ETAM 2010 », décliné en plusieurs chantiers d'économies et de productivité dont la mise en œuvre, étalée sur les années 2009 et 2010, devrait permettre au Groupe d'améliorer sa position concurrentielle, sa rentabilité et son cash flow sur la durée.

Les coûts de mise en œuvre du plan « CAP ETAM 2010 » sont par nature d'ordre non – courant et matériels au regard du résultat opérationnel courant Groupe et sont assimilables à une réorganisation fondamentale.

Litige fournisseur

Dénouement d'un contentieux avec un fournisseur de travaux, de forte antériorité et ayant un caractère significatif et inhabituel pour le groupe. A l'origine, le jugement avait été rendu en faveur d'Etam et ce litige paraissait par conséquent éteint.

Premium 123

Le plan de restructuration « Premium 123 » désigne la réflexion engagée par la gérance sur les plans d'action permettant un retour à la rentabilité de la marque 123, principalement à travers le repositionnement de son réseau de magasins.

Ce plan de restructuration « Premium 123 » se traduira, sur les trois prochaines années, par la réduction, en France, du nombre de magasins non rentables ou qui, de par leur emplacement, ne sont pas en adéquation avec l'image de la marque. Ils représentent à terme 29% du parc total actuel de magasins de la marque 123.

Les coûts de mise en œuvre du plan « Premium 123 » sont par nature d'ordre non – courant et matériels au regard du résultat opérationnel courant Groupe et sont assimilables à une réorganisation fondamentale. Seuls les coûts remplissant les conditions pour leur comptabilisation d'une provision pour restructuration ont été actés au bilan au 31 décembre 2011.

NOTE 25 - RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Intérêts sur emprunts bancaires	(10 331)	(8 834)
Intérêts sur location financement	(1 589)	(795)
Revenus des VMP	0	0
Produits sur cession des VMP	371	436
Charges sur cession des VMP	(8)	(4)
Coût de la dette	(11 557)	(9 198)
Gains (pertes) de change	(4 166)	2 026
Part inefficace des couvertures de flux de trésorerie	2 412	(215)
Charges d'intérêts liées aux engagements de retraite	(883)	(525)
Effets de l'actualisation des actifs et passifs	(1 509)	(622)
Produits de cession d'immobilisations financières	39	3
Valeur nette comptables des immobilisations financières cédées	0	(4)
Autres nets	20	(32)
Autres produits et charges financiers	(4 087)	631
Résultat financier	(15 644)	(8 567)

NOTE 26 - IMPÔTS

NOTE 26.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Impôt exigible	(8 446)	(8 486)
Impôts différés	8 419	2 353
CVAE	(4 524)	(4 007)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices antérieurs	(9)	0
Charge d'impôt de l'exercice	(4 560)	(10 140)
Résultat avant impôt des activités poursuivies	18 639	36 587
Taux facial d'impôt du Groupe rapporté au résultat avant impôt des activités poursuivies	24,5%	27,7%

A- Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays. Depuis le 1^{er} janvier 2000, la société Etam développement a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 233 A du Code général des impôts pour elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%.

B- Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2.15. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3% de l'impôt de base dû. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1%.

Pour les exercices clos entre le 31 décembre 2011 et le 30 décembre 2013, la loi de finances rectificative pour l'exercice 2011 a instauré une contribution exceptionnelle égale 5% de l'impôt de base dû par les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,67 % pendant cette période pour atteindre 36,10%.

C- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E)

En France, la loi de finances pour 2010 a introduit une nouvelle taxe : la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Par cohérence avec le traitement de taxes analogues au sein du Groupe, la CVAE a été qualifiée par le Groupe d'impôt sur le résultat au regard de la norme IAS 12. En conséquence, elle est comptabilisée en « impôt sur le résultat ».

NOTE 26.2. INTÉGRATION FISCALE : ÉCONOMIE D'IMPÔT RÉALISÉE PAR LE GROUPE ET LISTE DES SOCIÉTÉS MEMBRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Impôt dû par les sociétés si elles étaient imposées séparément	10 078	13 663
Impôt dû par le Groupe	0	0
Economie (charge) d'impôt effective de l'exercice	10 078	13 663
Liste des sociétés intégrées fiscalement		
ETAM DEVELOPPEMENT	0	0
ETAM SA	0	0
ELAN INDUSTRIES	0	0
NORTEX SA	0	0
SARL ENTREPOTS COMPANS	0	0
ENTREPOTS GOUSSAINVILLE	0	0
123 SAS (ex. Financière Jaurès SAS)	0	0
ETAM DESTOCK (ex. Financière Barbusse SAS)	0	0
FINANCIERE CASTERES	N	0
NORPIERRE SAS (ex : SAS RUE DE CLICHY)	0	0
ETAM FORMATION SAS	0	0
ETAM SCE	0	0
ETAM PRÊT A PORTER (ex. Sci Nimelyon)	0	0
ETAM LINGERIE	0	0
UNDIZ	0	0
COVI DEUX SAS	0	0
Nombre de sociétés intégrées	15	16

NOTE 26.3. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Résultat net des activités poursuivies	14 079	26 447
Impôt exigible	(8 446)	(8 486)
Impôts différés	8 419	2 353
CVAE	(4 524)	(4 007)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices	(9)	0
Résultat des activités poursuivies avant impôt	18 639	36 587
Dépréciation des goodwill	257	0
Elimination des résultats internes	(984)	750
Autres	3 757	2 505
Total des différences permanentes (charges non déductibles)	3 030	3 255
Résultat non taxé ou taxé à taux réduit	(1 247)	1 203
Résultat taxable des activités poursuivies au taux courant	20 422	41 045
Taux courant d'impôt en France	36,10%	34,43%
Impôt (théorique) au taux courant français	(7 372)	(14 132)
Effets sur l'impôt théorique :		-
- du différentiel de taux courant des pays étrangers	4 816	6 082
- des pertes fiscales de l'exercice non utilisées	(23)	(196)
- de l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs	665	0
- impacts changement taux d'impôts différés	632	645
- CVAE nette d'impôt	(2 942)	(2 628)
- impôts sans base	(188)	226
- autres	(149)	(138)
Total	2 811	3 991
Impôt au taux normal	(4 560)	(10 140)
Impôt au taux réduit		
Charge d'impôt du Groupe	(4 560)	(10 140)
Résultat Opérationnel	34 525	47 325
Résultat financier	(15 644)	(8 567)
Quote part résultat M.E.Q.	(242)	(2 171)
Résultat des activités poursuivies avant impôt	18 639	36 587
Charge d'impôt au taux courant	(2 556)	(8 050)
Taux courant d'impôt du Groupe	13,7%	22,0%

NOTE 26.4. ORIGINE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011			2010		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Immobilisations incorporelles	5 281	(54 536)	(49 256)	2 258	(55 042)	(52 784)
Immobilisations corporelles	6 725	(42 015)	(35 290)	3 382	(42 514)	(39 132)
Stocks	3 702	0	3 702	2 792	0	2 792
Instruments financiers	1 818	(3 060)	(1 242)	1 282	0	1 282
Autres actifs	925	(1 597)	(672)	405	(4 001)	(3 596)
Provisions pour engagement envers le personnel	5 530	(0)	5 530	5 008		5 008
Provisions pour hausse des prix	0	(7 618)	(7 618)	-	(7 103)	(7 103)
Amortissements dérogatoires	6	(3 867)	(3 861)	16	(3 791)	(3 775)
Autres provisions pour risques et charges	471	(249)	222	53	(280)	(227)
Autres passifs	7 329	(4 247)	3 082	7 576	(4 287)	3 289
Reports fiscaux déficitaires	1 445	(0)	1 445	283	0	283
Autres impôts différés	14	0	14	14	0	14
Actifs (passifs) d'impôts différés nets	33 245	(117 190)	(83 945)	23 069	(117 018)	(93 949)
Impôts différés actifs au bilan			17 532			13 826
Impôts différés passifs au bilan			(101 477)			(107 776)
Solde net			(83 945)			(93 949)

NOTE 26.5. VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Net au 31.12.10	Inscrits dans le résultat	Inscrits dans les autres éléments du résultat global	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart conversion	Net au 31.12.11
Immobilisations incorporelles	(52 784)	806	2 587		121	14	(49 256)
Immobilisations corporelles	(39 132)	3 885	(85)		(242)	284	(35 290)
Stocks	2 792	565	0		68	277	3 702
Instruments financiers	1 282	(808)	(1 715)		0	0	(1 242)
Autres actifs	(3 596)	3 097	(172)		(37)	37	(671)
Provision pour engagement envers le personnel	5 008	216	305		2	(0)	5 530
Provisions pour hausse des prix	(7 103)	(516)	0		0	0	(7 619)
Amortissements dérogatoires	(3 775)	(87)	0		(0)	0	(3 862)
Autres provisions pour risques et charges	(227)	447	0		2	(1)	221
Autres passifs	3 289	(325)	0		(32)	151	3 082
Reports fiscaux déficitaires	283	1 140	0		24	(2)	1 446
Autres impôts différés	14	0	0		0	0	14
Actifs (passifs) d'impôts différés nets	(93 949)	8 419	919	0	(94)	760	(83 945)

NOTE 26.6. ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS

L'ensemble des déficits reportables non activés génèrerait une économie d'impôt potentielle de 25,2 m€ en 2011 (25,8 m€ en 2010).

Au 31 décembre 2011				
<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	77 564	26 554	1 403	25 151
Autres	0	0	0	0
Total	77 564	26 554	1 403	25 151

Au 31 décembre 2010				
<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	75 480	25 757	0	25 757
Autres	0	0	0	0
Total	75 480	25 757	0	25 757

Les impôts différés actifs sont activés au regard des plans d'affaires établis pour chaque filiale. Ces derniers sont conformes avec ceux retenus dans le cadre des tests de dépréciation des actifs.

NOTE 27 - RÉSULTAT PAR ACTION

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre	(a) 7 982 547	10 797 630
Actions d'autocontrôle portées en déduction des capitaux propres	(b) 0	1 654 284
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice (c)=(a)-(b)	7 982 547	9 143 346
Nombre moyen pondéré d'actions dilutives	(d) -	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) (e)=(c)+(d)	7 982 547	9 143 346
Résultat net - part du groupe	5 980	17 963
Propositions d'attributions aux associés commandités	(1 659)	(1 636)
Résultat net part du groupe utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action	4 321	16 326
- Résultat de base par action (en euros)	0,541	1,786
- Résultat dilué par action (en euros)	0,541	1,786
Résultat net des activités poursuivies	14 079	26 447
Propositions d'attributions aux associés commandités	(1 659)	(1 636)
Résultat net des activités poursuivies utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action	12 420	24 810
- Résultat de base par action (en euros)	1,56	2,71
- Résultat dilué par action (en euros)	1,56	2,71
Résultat net des activités poursuivies hors non courant	15 812	25 282
Propositions d'attributions aux associés commandités	(1 659)	(1 636)
Résultat net des activités poursuivies hors non courant utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action	14 153	23 645
- Résultat de base par action (en euros)	1,77	2,59
- Résultat dilué par action (en euros)	1,77	2,59
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(2 827)	(1 867)
- Résultat de base par action (en euros)	(0,354)	(0,204)
- Résultat dilué par action (en euros)	(0,354)	(0,204)

NOTE 27-1. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES HORS ÉLÉMENTS NON COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Résultat net des activités poursuivies	14 079	26 447
<i>dont part du résultat net des activités poursuivies attribuable aux :</i>		
<i>- Propriétaires de la société Mère du Groupe</i>	<i>8 807</i>	<i>19 830</i>
<i>- Intérêts Minoritaires</i>	<i>5 272</i>	<i>6 617</i>
Éléments non courants - part du groupe	(7 005)	(5 452)
<i>dont part des éléments non courants attribuable aux :</i>		
<i>- Propriétaires de la société Mère du Groupe</i>	<i>(7 005)</i>	<i>(5 452)</i>
<i>- Intérêts Minoritaires</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Résultat net part du groupe des activités poursuivies hors éléments non courants	15 812	25 282

NOTE 28 – ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITÉS ARRÊTÉES, CÉDÉES OU EN COURS DE CESSIION

Le Groupe a décidé de céder son activité lingerie en Italie représentant une activité significative et distincte dans le reporting sur le secteur opérationnel Europe. En conséquence, la contribution de l'activité lingerie en Italie a été présentée conformément à la norme IFRS 5 en « activités arrêtées, cédées ou en cours de cession ».

Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat net de cette activité est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession » et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

Impact sur les états financiers

Note 28.1. Compte de résultat et flux de trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2011	2010
Chiffre d'affaires		7 281	7 426
Coût des ventes		(3 069)	(2 973)
Marge Brute		4 212	4 453
Coûts de distribution		(4 922)	(5 867)
Charges administratives		(334)	(319)
Autres Produits et (charges) d'exploitation		(66)	(388)
Résultat Opérationnel Courant		(1 109)	(2 121)
Autres produits et (charges) opérationnels		(1 970)	0
Résultat Opérationnel		(3 079)	(2 121)
Coût de la dette financière nette		0	0
Autres Produits et (Charges) financiers		(54)	(54)
Résultat Financier		(54)	(54)
Charges d'impôt		(306)	(307)
Quote-part des résultats associés			
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		(2 827)	(1 867)
Résultat Net		(2 827)	(1 867)
<i>dont part du résultat net attribuable aux :</i>			
- Propriétaires de la société Mère du Groupe		(2 827)	(1 867)
- Intérêts non contrôlés		-	-
<i>en milliers d'euros</i>		2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(693)	(436)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(28)	(296)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		0	0
Flux nets de trésorerie		(722)	(732)
Trésorerie d'ouverture ou flux nets et variation des flux intragroupes		141	(382)
Flux nets liés aux activités abandonnées(1)		(581)	(1 114)

(1) ligne présentée dans le tableau des flux de trésorerie du Groupe

Note 28.2. Actifs détenus en vue de la vente

	2011	2010
Immobilisations incorporelles	534	1 777
Immobilisations corporelles	72	1 111
Actifs financiers non courants	6	7
Actifs d'impôts différés	0	0
Total des Actifs non courants	611	2 895
Stocks et en-cours	635	663
Avances et acomptes versés	(9)	(9)
Créances clients	29	12
Autres créances	408	306
Actifs d'impôts exigibles	0	0
Charges constatées d'avance	340	443
Instruments dérivés actifs	0	0
Trésorerie et équivalents trésorerie	369	404
Total des Actifs Courants	1 771	1 818
Total des actifs détenus en vue d'être cédés	2 382	4 713

Note 28.3. Passifs relatifs aux actifs détenus en vue de la vente

PASSIF	2011	2010
Provisions pour risques et charges non courantes	1 170	0
Emprunts et dettes financières à long terme	0	0
Passifs d'impôts différés	0	0
Total des Passifs non courants	1 170	0
Provisions pour risques et charges courantes	494	490
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	579	457
Passifs d'impôt exigible	(15)	18
Dettes sociales et fiscales	287	306
Autres dettes	27	41
Instruments dérivés passifs	0	0
Crédits à court terme et banques	0	0
Total des Passifs courants	1 372	1 313

NOTE 29 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

NOTE 29.1. RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS

Il s'agit des rémunérations allouées aux membres du comité de direction, du conseil de surveillance, des conseils d'administration des filiales et aux associés commandités.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011					2010
	Comité de Direction	Associés Commandités	Conseil de Surveillance	Conseils d'Admin.	TOTAL	
Avantages à court terme (rémunérations, primes, avantages en nature, etc.)	2 361	2 444	0	0	4 805	4 761
Jetons de présence	3	49	176	7	234	156
Avantages long terme et postérieurs à l'emploi (retraites, médailles du travail, etc.)	0	0	0	0	0	0
Stock options	0	0	0	0	0	0
Total	2 364	2 492	176	7	5 039	4 917

Par ailleurs, la part des dirigeants dans les provisions de retraites et assimilés se décompose au 31 décembre 2011 comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2011	2010
Indemnités de départ à la retraite	332	1 274
Régime de retraite supplémentaire	20 866	21 271
Total	21 198	22 545

Le Groupe a par ailleurs négocié avec certains de ces dirigeants des indemnités à verser en cas de départ du Groupe. L'engagement global s'élève à 2,10 m € en 2011 contre 2,44 m € en 2010.

NOTE 29.2. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

Le Groupe n'a pas conclu de transactions significatives en 2011 et en 2010 avec ses participations non consolidées.

NOTE 29.3. PARTIES LIÉES AYANT UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE GROUPE

Comme indiqué à l'article 23 des statuts, le droit aux bénéfices des associés commandités est égal à 1% du montant du bénéfice distribuable de chaque exercice. Il est prélevé sur le bénéfice distribuable de chaque exercice. Le versement des sommes correspondant au droit aux bénéfices des associés commandités intervient dans les 3 mois suivant l'approbation des comptes de chaque exercice par l'assemblée générale.

Il a ainsi été distribué 1,64 m € en 2011 et 1,63 m € en 2010.

Par ailleurs, un des associés commandités a liquidé ses droits à retraite au 30 juin 2011 et signé un contrat de travail au 1er juillet 2011.

Hormis les opérations mentionnées ci-dessus, le Groupe n'a pas conclu de transactions significatives avec les parties liées au cours de l'exercice 2011 autres que les transactions courantes décrites dans la note 28.4 ci-après.

NOTE 29.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La société MOA, dont le Groupe détient 25% du capital, exerce une activité de distribution d'accessoires de mode à travers un réseau de points de vente. Au titre des points de vente au sein du réseau ETAM, la société MOA verse au Groupe une redevance d'exploitation représentant un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé dans ces points de vente.

Au cours de l'année 2011, les transactions avec la société MOA sont :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010
Redevance	3 588	3 926
Achats de petit matériel	0	0
Avance de trésorerie (Prêt)	490	330
Dettes fournisseurs	(883)	(508)

NOTE 29.5. SOCIÉTÉS FAISANT PARTIE DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les transactions avec les sociétés consolidées par intégration proportionnelle et par intégration globale sont principalement :

- les achats/ventes de marchandises,
- les prestations de services,
- les redevances de marque,
- les charges et produits d'intérêt financier sur comptes courants,
- les dividendes.

NOTE 30 – CLASSIFICATION COMPTABLE ET VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	31/12/2011			ventilation par classification comptable				
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture	instruments dérivés sans comptabilité de couverture
<i>(En millions d'euros)</i>								
Actif non courant								
Actifs financiers non courants	20 658	20 658		156	20 502			
Actif courant								
Avances et acomptes versés	4 208	4 208				4 208		
Créances clients	88 597	88 597				88 597		
Autres créances	18 235	18 235				18 235		
Instruments dérivés actifs	8 145	8 145	2 025				6 120	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	87 461	87 461	28 905			58 556		
Passif non courant								
Emprunts et dettes financières à long terme	212 139	212 139				212 139		
Passif courant								
Dettes fournisseurs	192 084	192 084				192 084		
Dettes sociales et fiscales	62 743	62 743				62 743		
Autres dettes	41 585	41 585				41 585		
Instruments dérivés passifs	4 696	4 696	(205)				4 901	
Crédits à court terme et Banques	55 845	55 845				55 845		
31/12/2010								
	31/12/2010			ventilation par classification comptable				
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture	instruments dérivés sans comptabilité de couverture
<i>(En millions d'euros)</i>								
Actif non courant								
Actifs financiers non courants	19 739	19 739		156	19 583			
Actif courant								
Avances et acomptes versés	6 315	6 315				6 315		
Créances clients	71 320	71 320				71 320		
Autres créances	21 838	21 838				21 838		
Instruments dérivés actifs	1 972	1 972	(189)				2 161	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	67 449	67 449	16 965			50 484		
Passif non courant								
Emprunts et dettes financières à long terme	217 277	217 277				217 277		
Passif courant								
Dettes fournisseurs	226 724	226 724				226 724		
Dettes sociales et fiscales	57 799	57 799				57 799		
Autres dettes	37 029	37 029				37 029		
Instruments dérivés passifs	5 688	5 688					5 688	
Crédits à court terme et Banques	21 698	21 698				21 698		

Au 31 décembre 2011, les méthodes de valorisation retenues pour les instruments financiers sont les suivantes :

- Les valeurs mobilières de placement : la valeur de marché a été déterminée sur la base du dernier cours de bourse connu au 31 décembre 2011 ;
- Les instruments financiers dérivés : la valeur de marché a été calculée à l'aide des méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché en date de clôture.

NOTE 31 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe pas, à ce jour, de faits exceptionnels et litiges pouvant avoir une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le résultat, le patrimoine et les perspectives d'avenir de la Société ou de son Groupe.

NOTE 32 - COURS DES DEVISES

	2011		2010	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
CNY	0,111878	0,122567	0,110772	0,113353
HKD	0,092302	0,099493	0,097015	0,096287
RON	0,23593	0,231305	0,237498	0,234632
INR	0,015416	0,014553	0,016493	0,016734
SGD	0,571731	0,594566	0,553095	0,583567
PLN	0,242809	0,224316	0,250426	0,251572
CHF	0,807412	0,822639	0,72273	0,799744

NOTE 33 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	CONSTANTIN				KPMG			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Audit								
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	296,56	395,69	92,5%	100,0%	387,39	395,17	90,1%	99,7%
* Emetteur	86,17	90,06	26,9%	22,8%	93,17	79,74	21,7%	20,1%
* Filiales intégrées globalement	210,39	305,63	65,6%	77,2%	294,22	315,43	68,4%	79,6%
- Missions accessoires	13,00	-	4,1%	0,0%	42,69	1,30	9,9%	0,3%
* Emetteur		-	0,0%	0,0%	16,55		3,8%	0,0%
* Filiales intégrées globalement	13,00		4,1%	0,0%	26,14	1,30	6,1%	0,3%
Sous-total	309,56	395,69	96,5%	100,0%	430,08	396,47	100,0%	100,0%
Autres Prestations								
- Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
- Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-
- Audit interne	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)	11,10	-	3,5%	-	-	-	-	-
Sous-total	11,10	-	0,03	-	-	-	-	-
TOTAL	320,66	395,69	100%	100%	430,08	396,47	100%	100%

(1) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande du commissaire aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

NOTE 34 - PÉRIMÈTRE DU GROUPE

SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<i>Sociétés Françaises</i>				
ETAM DEVELOPPEMENT SCA	75 - PARIS	308 382 035	MERE	MERE
ETAM SA	92 - CLICHY	552 015 307	100,00%	100,00%
ELAN INDUSTRIES	92 - CLICHY	344 825 245	99,96%	99,96%
NORTEX SA	92 - CLICHY	552 036 121	100,00%	100,00%
ETAM PRÊT A PORTER (ex SCI Nimelyon)	92 - CLICHY	337 598 866	100,00%	100,00%
SARL ENTREPOTS COMPANS	77 - COMPANS	411 699 473	100,00%	100,00%
ENTREPOTS GOUSSAINVILLE	92 - CLICHY	432 220 275	100,00%	100,00%
123 SAS (ex Financière Jaurès)	92 - CLICHY	444 600 464	100,00%	100,00%
ETAM DESTOCK (ex Financière Barbusse)	92 - CLICHY	444 600 134	100,00%	100,00%
NORPIERRE SAS (ex : SAS RUE DE CLICHY)	92 - CLICHY	450 967 783	100,00%	100,00%
ETAM FORMATION (ex SAS Rue de Paris)	92 - CLICHY	450 989 306	100,00%	100,00%
ETAM SCE (ex SAS Rue Martre)	92 - CLICHY	450 966 445	100,00%	100,00%
ETAM FINANCES SNC	92 - CLICHY	479 494 379	100,00%	100,00%
ETAM LINGERIE SAS	92 - CLICHY	478 355 753	100,00%	100,00%
UNDIZ SAS (ex : COVI SAS)	92 - CLICHY	478 356 116	100,00%	100,00%
COVI DEUX SAS	92 - CLICHY	479 598 336	100,00%	100,00%
<i>Sociétés étrangères</i>				
ETAM SA Belgique	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
FONCIERE ETEL (ex ETAMIL)	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
ETAMINT	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
ETAM Luxembourg	Luxembourg		100,00%	100,00%
1.2.3. Luxembourg	Luxembourg		100,00%	100,00%
MODASIA	Luxembourg		80,85%	76,00%
IFEM	Madrid - Espagne		99,00%	99,00%
1.2.3. GmbH	Krefeld - Allemagne		100,00%	100,00%
INTERMODA	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
SHANGHAI AIGE	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
E.I.S. Chine	Shanghai - Chine		100,00%	100,00%
ELEGANT TIME INTERNATIONAL LTD	Hongkong - Chine		100,00%	76,00%
ELEGANT SHANGHAI TRADING CO.LTD	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
SHANGHAI INTERMAY CLOTHING Co. Ltd	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
TAIZHOU AIGE CLOTHING Co. Ltd	Taizhou -Chine		100,00%	76,00%
DECORATION CO.	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
ETAM Italie	Milan - Italie		100,00%	99,99%
U.B.O.	New Delhi - Inde		60,00%	60,00%
IFLEM	Lisbonne - Portugal		100,00%	99,00%
ETAM SINGAPOUR	Singapour		100,00%	100,00%
ETAM POLAND SP	Varsovie - Pologne		100,00%	100,00%
GROUPE ETAM SUISSE	Genève - Suisse		100,00%	100,00%
EIS ROUMANIE	Bucarest - Roumanie		100,00%	100,00%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES PROPORTIONNELLEMENT

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<i>Sociétés Françaises</i>				
AMEC	93 - SAINT OUEN	412 783 078	50,00%	50,00%
GECIDIMMO	93 - SAINT OUEN	390 335 297	50,00%	50,00%
SCI BORDEAUX	93 - SAINT OUEN	399 271 238	100,00%	50,00%

SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<i>Sociétés Françaises</i>				
MOA	75 - PARIS	441 217 395	25,00%	25,00%

NOTE 35 - ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est à signaler post-clôture.



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	135
---	------------

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	137
--	------------



KPMG Audit
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

Constantin Associés
114 rue Marius Aujan
92532 Levallois Perret Cedex
France

Etam Développement S.C.A.

Siège social : 67-73, rue de Rivoli - 75001 Paris
Capital social : €12 169 313

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Associés et Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ETAM DEVELOPPEMENT S.C.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La note 2.1.2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la Gérance et dans les documents adressés aux actionnaires et aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 17 avril 2012

Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 2012

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Constantin Associés

Eric Ropert
Associé

Jean Paul Seguret
Associé



KPMG Audit
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



Member of
Deloitte Touche Tohmatsu
Constantin Associés
114 rue Marius Aujan
92532 Levallois Perret Cedex
France

Etam Développement S.C.A.

Siège social : 67-73, rue de Rivoli - 75001 Paris
Capital social : €12 169 313

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux associés et Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Etam Développement S.C.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Le groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à la réévaluation de ses droits au bail et assimilés et de ses ensembles immobiliers selon les modalités décrites dans les notes 2.6.1 et 2.7.1 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces réévaluations ainsi que la documentation disponible et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.6.1 et 2.7.1 de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 17 avril 2012

Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 2012

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Constantin Associés

Eric Ropert
Associé

Jean Paul Seguret
Associé

DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour l'exercice 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint, figurant de la page 3 à la page 36, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, 17 avril 2012

La Gérance

M. Pierre Milchior

M. Laurent Milchior

Mme Marie-Claire Tarica